

PARTIE II – STATISTIQUES

DES JURDICTIONS, PARQUETS ET DE L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE

Dans cette partie du rapport d'activité sont reproduites

1. les statistiques établies par les juridictions de l'ordre judiciaire :

- la Cour supérieure de Justice,
- les tribunaux d'arrondissement de Luxembourg et de Diekirch,
- les parquets de Luxembourg et de Diekirch,
- les justices de paix de Luxembourg, d'Esch-sur-Alzette et de Diekirch,

ainsi que les statistiques établies par les différents services, à savoir :

- le Service de Commissions Rogatoires Internationales,
- le Service Central d'Assistance Sociale (S.C.A.S.),
- le Service du Casier Judiciaire,
- le Service ADN,
- le Service des recours en grâce de l'administration judiciaire,
- le Service traitant les demandes d'assistance formulées dans le cadre de la Convention de New York sur le recouvrement des aliments à l'étranger et dans le cadre de la Convention de La Haye sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants,
- le Service d'Accueil et d'Information juridique,
- le Service "droits de la femme",
- le Service de documentation,
- le Service Communication et Presse de la Justice,
- le Service Informatique de la Justice,
- le Service Statistique de la Justice,

2. les statistiques établies par la direction des établissements pénitentiaires.

COUR SUPERIEURE DE JUSTICE

Année 2016

Rapport d'activité de la
Cour supérieure de justice

Période du 01/01/2016 au 31/12/2016

Table des matières

Rapport d'activité de la Cour supérieure de justice.....	2
Rapport statistique de la Cour de cassation	4
Rapport statistique de la Cour d'appel.....	7
1. Statistiques des chambres civiles et commerciales.....	8
2. Statistiques sur les affaires de la chambre d'appel de la jeunesse	13
3. Statistiques des chambres correctionnelles et de la chambre criminelle de la Cour d'appel	14
4. Statistiques de la Chambre du conseil de la Cour d'appel.....	17
5. Assemblées générales	17

Rapport statistique de la Cour de cassation
Période du 01/01/2016 au 31/12/2016

Rapport final



10 janvier 2017

Tableau 1: Etat des affaires de la Cour de cassation par type d'affaire et par matière en 2015

Type d'affaire	Matière	Affaires pendantes au 01/01/2016 ¹	Affaires nouvelles	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31/12/2016
Pénale	Chambre du Conseil	7	24	12	19
	Correctionnel	15	44	34	25
	Criminel	2	5	2	5
	<i>Subtotal</i>	24	73	48	49
Civile et commerciale	Civil ordinaire	30	42	27	45
	Commerce	16	17	19	14
	Jeunesse	1	1	2	0
	Référé civil	4	3	3	4
	Référé divorce	0	1	1	0
	Sécurité sociale	13	12	15	10
	Travail	10	9	11	8
	Autre	7	22	29	0
	<i>Subtotal</i>	81	107	107	81
Total		105	180	155	130

Tableau 2: Nombre d'arrêts rendus par la Cour de cassation par matière

Matière	2014	2015	2016
Chambre du Conseil	10	14	12
Civil ordinaire	39	39	27
Commerce	15	12	19
Correctionnel	31	37	34
Criminel	3	5	2
Jeunesse	3	1	2
Référé civil	3	2	3
Référé divorce	0	0	1
Sécurité sociale	9	9	15
Travail	17	23	11
Autre	6	17	29
Total	136	159	155

La Cour de cassation a rendu 155 arrêts durant l'année civile 2016 contre 159 en 2015. En 2016, ces arrêts concernaient en majorité la matière correctionnelle (22%), d'autres matières²

¹ Les affaires pendantes au 31/12/2016 ont été calculées par rapport aux nouvelles affaires et affaires pendantes en début de période (01/01/2016) alors que les affaires terminées ont été extraites de l'application de gestion des arrêts prononcés par la Cour de Cassation.

² La catégorie « autres matières » comprend les affaires de bail à loyer / bail commercial, conseil disciplinaire et administratif d'appel, requêtes en révision, en suspicion légitime, en relevé de déchéance, tutelles majeures / mineures, adoption, enlèvement international d'enfant, saisie-arrêt, occupation sans droit ni titre.

(19%) et la matière civile ordinaire (17%), ces matières représentant plus que la moitié des arrêts rendus.

Tableau 3: Nombre d'arrêts rendus par la Cour de cassation par provenance de l'affaire

Provenance	2014	2015	2016
Conseil Supérieur de la Sécurité Sociale	9	9	15
Cour d'appel	107	129	104
Justice de paix	2	0	1
Tribunal d'arrondissement	15	13	20
Autre	3	8	15
Total	136	159	155

Les arrêts rendus par la Cour de cassation proviennent majoritairement de la Cour d'appel (67% en 2016).

Tableau 4: Nombre d'arrêts rendus par la Cour de cassation par type de décision rendue

Type de décision	2014	2015	2016
Cassé	30	17	14
Déchu	8	17	23
Désistement	8	2	0
Irrecevable	17	16	16
Rejeté	73	105	100
Autre	0	2	2
Total	136	159	155

En 2016, 65% des arrêts rendus par la Cour de cassation décident un rejet de l'affaire et 10% des affaires sont considérées irrecevables.

Rapport statistique de la Cour d'appel
Période du 01/01/2016 au 31/12/2016

Rapport final



6 février 2017

Ce document reprend les statistiques de la Cour d'appel extraites de l'application COMPTEUR pour les affaires d'appel en matière civile, commerciale et travail, et de comptages manuels concernant les chiffres de la chaîne pénale.

1. Statistiques des chambres civiles et commerciales

Tableau 5 : Etat des affaires à la Cour d'appel au 31/12/2016

	Affaires pendantes au 01/01/2016	Affaires nouvelles	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31/12/2016
Chambre I (Civil, divorce, tutelle, adoption et violence domestique)	259	264	228	295
Chambre II (Civil et référé divorce)	572	150	286	436
Chambre III (Travail)	229	99	157	171
Chambre IV (Commercial, faillite, concurrence déloyale, liquidation, référé commercial et recours sur décision de l'OBPI (Office Benelux de la Propriété Intellectuelle))	289	185	169	305
Chambre VII (Civil, référé ordinaire et référé travail)	202	241	174	269
Chambre VIII (Travail et exéquat)	239	124	169	194
Chambre IX (Civil et commercial)	321	202	160	363
Total	2111	1265	1343	2033

Tableau 6: Stock des affaires (en mois) à la Cour d'appel

	Stock en mois des affaires au 31/12/2014	Stock en mois des affaires au 31/12/2015	Stock en mois des affaires au 31/12/2016
Chambre I	17.16	16.80	15.53
Chambre II	38.17	44.28	18.29
Chambre III	23.23	17.73	13.07
Chambre IV	24.00	13.49	21.66
Chambre VII	11.53	11.71	18.55
Chambre VIII	26.48	15.85	13.78
Chambre IX	27.48	26.94	27.23
Moyenne par chambre	24.01	20.97	18.30
Moyenne de la Cour d'appel	22.97	19.74	18.17

La durée est calculée ainsi:

Nombre d'affaires pendantes au **31/12/2016** divisé par le nombre d'affaires terminées durant l'année civile 2016. La **moyenne par chambre** est la somme des stocks des chambres divisée par le nombre de chambres. Elle diffère de la **moyenne de la Cour d'appel** qui est la somme des toutes les affaires pendantes (toutes chambres comprises) au 31/12/2016 (2033) divisée par la somme de toutes les affaires terminées (1343) (toutes chambres comprises).

Comparé à la situation au 31/12/2015, le stock a baissé pour presque toutes les chambres, ce qui entraîne que le stock moyen par chambre et la moyenne de la cour d'appel ont baissé.

Lecture:

S'il n'y a plus d'affaires entrantes à la Cour d'appel (toutes chambres confondues) et que celle-ci travaille uniquement sur son stock (nombre d'affaires pendantes en fin de période) alors ce stock sera totalement vide dans 18.17 mois en moyenne. En moyenne, il faudrait donc pour les chambres de la Cour d'appel environ un an et demi pour évacuer toutes les affaires pendantes au **31/12/2016**.

Si l'on regarde par chambre alors une chambre mettra en moyenne 18.30 mois à vider son stock d'affaires.

Tableau 7: Nombre d'arrêts définitifs pris à la Cour d'appel par chambre et par domaine d'affaire

	2014 Total I	2015 Total I	2016							
			I	II	III	IV	VII	VII I	IX	Tota I
Civil										
Civile ordinaire	361	287	88	96	0	0	88	0	92	364
Divorce	19	80	93	0	0	0	0	0	0	93
Séparation de corps	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Référé divorce	68	56	0	97	0	0	0	6	0	103
Référé séparation de corps	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0
Référé ordinaire	85	67	0	0	0	0	56	0	0	56
Appel des tutelles	21	25	22	0	0	0	0	0	0	22
Adoption	0	4	3	0	0	0	0	0	0	3
Troubles mentaux	6	5	3	0	0	0	0	0	0	3
Violence domestique	1	9	6	0	0	0	0	0	0	6
Exéquatur	16	5	0	0	0	0	0	7	0	7
Autres arrêts définitifs	4	7	0	0	0	0	0	0	0	0
Commercial										
Commerciale ordinaire	149	234	0	0	0	139	0	0	47	186
Concurrence déloyale	1	0	0	0	0	2	0	0	0	2
Faillite et gestion contrôlée	23	30	0	0	0	14	0	0	0	14
Liquidation	2	1	0	0	0	2	0	0	0	2
Requête en déchéance	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Référé commercial	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Recours sur décision de l'OBPI	1	1	0	0	0	5	0	0	0	5
Autres arrêts définitifs	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Travail										
Licenciements	183	223	0	0	102	0	0	103	0	205
Hors licenciement	14	39	0	0	47	0	0	36	0	83
Référé travail	34	53	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	989	1127	215	193	149	162	144	152	139	1154

Tableau 8: Nombre d'arrêts interlocutoires pris à la Cour d'appel par chambre et par domaine d'affaire

	2014 Tota l	2015 Tota l	2016							
			I	II	III	IV	VII	VII I	IX	Tota l
Civil										
Civile ordinaire	51	53	8	12	0	0	0	0	22	42
Divorce	7	6	3	0	0	0	0	0	0	3
Séparation de corps	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Référé divorce	18	17	0	1	0	0	0	0	0	1
Référé séparation de corps	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Référé ordinaire	0	0	0	0	0	0	1	0	0	1
Appel des tutelles	0	3	2	0	0	0	0	0	0	2
Adoption	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0
Troubles mentaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Violence domestique	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Exéquatur	4	6	0	0	0	0	0	2	0	2
Autres arrêts définitifs	0	0	0	0	0	0	15	0	0	15
Commercial										
Commerciale ordinaire	20	32	0	0	0	23	0	0	4	27
Concurrence déloyale	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0
Faillite et gestion contrôlée	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Liquidation	1	0	0	0	0	1	0	0	0	1
Requête en déchéance	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Référé commercial	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Recours sur décision de l’OBPI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres arrêts définitifs	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Travail										
Licenciements	44	36	0	0	18	0	0	11	0	29
Hors licenciement	21	7	0	0	4	0	0	4	0	8
Référé travail	4	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	172	162	13	13	22	24	16	17	26	131

Tableau 9: Nombre de décisions prises par chambre lors de la procédure de mise en état à la Cour d'appel³

	2014	2015 ⁴	2016							
	Total	Total	I	II	III	IV	VII	VII I	IX	Total
Ordonnances de jonction	25	30	7	3	1	3	0	0	8	26
Nombre de jonctions	NA	90	14	7	2	6	8	0	16	53
Ordonnances de radiation	46	97	6	89	7	4	26	17	13	162
Total	---	217	27	99	10	13	38	17	37	241

Tableau 10: Nombre d'ordonnances rendues hors du cadre de la mise en état

	2014	2015	2016							
	Total	Total	I	II	III	IV	VII	VII I	IX	Total
Ordonnances présidentielles	21	41	11	0	9	0	0	4	13	37
Ordonnances non présidentielles	21	17	7	0	11	0	11	0	0	29
Total	42	58	18	0	20	0	11	4	13	66

Tableau 11: Nombre d'actes ordonnés par la Cour d'appel dans le cadre de la procédure de mise en état

	2014	2015	2016							
	Total	Total	I	II	III	IV	VII	VII I	IX	Total
Enquêtes	36	16	1	4	9	2	3	2	2	23
Comparutions personnelles des parties	11	13	1	4	4	0	1	2	5	17
Visites des lieux	0	0	0	0	0	0	1	0	0	1
Expertises	35	33	3	2	1	12	7	6	10	41
Autres actes ordonnés	NA	14	1	8	2	0	0	2	9	22
Total	---	76	6	18	16	14	12	12	26	104

³ Les ordonnances de clôtures et les révocations de clôture ne sont plus recensées en 2016.

⁴ A la **chambre VII**, les jonctions sont ordonnées par arrêt en 2016, dans 4 arrêts au fonds les jonctions de 8 affaires au total ont également été prononcées. Pour 2014, le **nombre de jonctions** n'est pas disponible.

Tableau 12: Nombre d'arrêts définitifs prononcés par matière et par année civile

	2014	2015	2016
Civile	411	408	485
Commerciale	176	266	209
Travail	196	262	288
<i>dont licenciements</i>	183	223	205
Référé	189	177	159
Exéquatur	16	5	7
Violence domestique	1	9	6
Total	989	1127	1154

2. Statistiques sur les affaires de la chambre d'appel de la jeunesse

Tableau 13: Etat des affaires à la chambre d'appel de la jeunesse au 31/12/2016

	Affaires pendantes au 01/01/2016	Affaires nouvelles	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31/12/2016
Protection de la jeunesse	4	19	16	7
Affaires relatives à l'Art. 302 du code civil	2	32	29	5
Total	6	51	45	12

Tableau 14: Nombre d'arrêts définitifs rendus par la chambre d'appel de la jeunesse

	2014	2015	2016
Protection de la jeunesse	29	20	16
Affaires relatives à l'Art. 302 du code civil	16	10	29
Total	45	30	45

Tableau 15: Nombre d'arrêts interlocutoires rendus par la chambre d'appel de la jeunesse

	2014	2015	2016
Protection de la jeunesse	1	1	0
Affaires relatives à l'Art. 302 du code civil	0	1	1
Total	1	2	1

3. Statistiques des chambres correctionnelles et de la chambre criminelle de la Cour d'appel

Les chiffres présentés dans les sections suivantes sont issus de comptages manuels effectués par les greffiers des chambres correctionnelles et de la chambre criminelle.

A. Les Chambres correctionnelles

Tableau 16: Nombre d'audiences des chambres correctionnelles

	2015	2016				
	Total	5e ch.	6e ch.	10e ch.	Ch. de vacation	Total
Audiences publiques	164	77	39	68	13	197
Audiences en chambre du conseil	41	16	0	16	8	40
Total	205	93	39	86	21	237

Tableau 17: Nombre d'arrêts rendus par chambre correctionnelle

	2015	2016				
	Total	5e ch.	6e ch.	10e ch.	Ch. de vacation	Total
Arrêts contradictoires:	463	131	188	194	24	537
Arrêts par défaut:	39	8	25	5	0	38
Arrêts rendus en chambre du conseil	100	29	0	26	12	67
Total	602	168	213	225	36	642

Tableau 18: Détail des arrêts rendus par les chambres correctionnelles par matière

	2015	2016				
	Total	5e ch.	6e ch.	10e ch.	Ch. de vacation	Total
Droit commun sans intérêts civils	214	81	23	133	11	248
Droit commun avec intérêts civils	105	49	17	64	1	131
Affaires de circulation sans intérêts civils	157	3	165	2	0	170
Affaires de circulation avec intérêts civils	26	6	8	1	0	15
Demandes de mise en liberté provisoire / restitutions / relevés de forclusion	100	29	0	0	12	41
Confusion des peines / prescriptions / huis clos	0	1	0	0	0	1
Total	602	169	213	200	24	606

Tableau 19: Nombre des exécutoires des dépens/mandats d'arrêts rendus par les chambres correctionnelles

	2015	2016				
	Total	5e ch.	6e ch.	10e ch.	Ch. de vacation	Total
Exécutoire des dépens	2	0	0	0	0	2
Mandat de dépôt	NA	1	0	0	1	2

B. La chambre criminelle

Les membres de la cinquième chambre et de la dixième chambre ont fait partie de la chambre criminelle.

Tableau 20: Nombre d'audiences de la chambre criminelle

	2015	2016			
	Total	5e ch.	10e ch.	Ch. de vacation	Total
Audiences publiques	27	31	8	0	39
Audiences en chambre du conseil	8	6	6	2	14
Total	35	37	14	2	53

Tableau 21: Nombre d'arrêts rendus par la chambre criminelle

	2015	2016			
	Total	5e ch.	10e ch.	Ch. de vacation	Total
Arrêts contradictoires:	31	20	9	1	30
Arrêts par défaut:	1	0	0	0	0
Total	32	20	9	1	30

Tableau 22: Détail des arrêts rendus par la chambre criminelle par matière

	2015	2016			
	Total	5e ch.	10e ch.	Ch. de vacation	Total
Droit commun sans intérêts civils	6	4	2	0	6
Droit commun avec intérêts civils	18	9	3	0	12
Demandes de mise en liberté provisoire / restitutions / relevés de forclusion	8	7	3	1	11
Confusion des peines / prescriptions / huis clos	0	0	0	0	0
Total	32	20	8	1	29

4. Statistiques de la Chambre du conseil de la Cour d'appel

La **chambre du conseil** de la Cour d'appel, composée des membres de la **sixième chambre**, présente le bilan comme suivant :

Tableau 23: Arrêts et ordonnances rendus par la Chambre du conseil

	2015	2016
Arrêts rendus en matière ordinaire	722	713
Arrêts et avis en matière d'entraide judiciaire	3	0
Arrêts rendus en matière de réhabilitation	67	51
Total des arrêts	792	764
Ordonnances présidentielles	295	390
Total des arrêts et ordonnances	1087	1154

Nombre de séances	98	99
--------------------------	-----------	-----------

5. Assemblées générales

Au cours de l'année 2016 la Cour supérieure de justice a tenu **14 assemblées générales**.

**TRIBUNAL D'ARRONDISSEMENT
DE
LUXEMBOURG**

Année 2016

RAPPORT D'ACTIVITE ANNUEL DU TAL

06/03/2017

Table des matières

Table des matières	19
Table des tableaux	20
1. Statistiques générales – séries chronologiques	22
2. Devoirs et ordonnances présidentiels	22
3. Référés	23
4. Service du greffier en chef	25
5. Matière civile	27
a. Données générales : affaires et jugements.....	27
b. Focus sur les affaires de divorce et de séparation de corps	30
6. Matière commerciale	32
a. Données générales : affaires et jugements.....	32
b. Faillites et gestions contrôlées.....	34
7. Enquêtes et commissions rogatoires internationales (CRI) civiles et commerciales	34
a. Enquêtes dans les affaires civiles et commerciales nationales	35
b. Commissions rogatoires internationales en matière civile et commerciale.....	35
8. Matière pénale.....	37
a. Chambres criminelles et correctionnelles.....	37
Chambres criminelles	37
Chambres correctionnelles.....	38
b. Chambre du conseil	40
c. Cabinets d'instruction.....	41
9. Tribunal de la Jeunesse et des Tutelles.....	42
a. Tribunal de la Jeunesse.....	42
b. Tutelles des Majeurs.....	43
c. Tutelles des Mineurs	44
10. Etat civil.....	45

Table des tableaux

TAL Tableau 1 : Séries chronologiques des dix dernières années.....	22
TAL Tableau 2 : Devoirs présidentiels	22
TAL Tableau 3 : Ordonnances présidentielles rendues.....	22
TAL Tableau 4 : Données générales - travail en cours en matière de référé	23
TAL Tableau 5 : Ordonnances de référés par matière	23
TAL Tableau 6 : Autres ordonnances	23
TAL Tableau 7 : Mesures d'instructions ordonnées lors de la procédure de référé	25
TAL Tableau 8 : Devoirs du service du greffier en chef.....	25
TAL Tableau 9 : Audiences publiques du conseil de discipline	25
TAL Tableau 10 : Affaires nouvelles et jugements du conseil de discipline.....	25
TAL Tableau 11 : Données générales - travail en cours en matière civile	27
TAL Tableau 12 : Les jugements dans les affaires civiles.....	27
TAL Tableau 13 : Jugements par matière	28
TAL Tableau 14 : Mesures ordonnées	28
TAL Tableau 15 : Autres activités et décisions des chambres civiles	28
TAL Tableau 16 : Données générales	30
TAL Tableau 17 : Décisions prises dans le cadre des affaires de divorce et de séparation de corps	30
TAL Tableau 18 : Relevé des jugements prononcés dans le cadre des affaires de divorce et de séparation de corps.....	30
TAL Tableau 19 : Relevé des divorces prononcés.....	32
TAL Tableau 20 : Données générales sur le travail en cours.....	32
TAL Tableau 21 : Affaires commerciales dans lesquelles une décision est intervenue	32
TAL Tableau 22 : Ordonnances rendues en matière commerciale	34
TAL Tableau 23 : Faillites et gestions contrôlées.....	34
TAL Tableau 24 : Enquêtes et CRI civiles et commerciales – Séries longues	34
TAL Tableau 25 : Enquêtes civiles et commerciales dans les affaires nationales	35
TAL Tableau 26 : Commissions rogatoires internationales civiles et commerciales par type de CRI.....	35
TAL Tableau 27 : Nombre de CRI entrantes par pays d'origine de la demande	36
TAL Tableau 28 : Jugements rendus par les chambres criminelles du tribunal d'arrondissement.....	37
TAL Tableau 29 : Jugements rendus par les chambres criminelles attaqués par appel ou par opposition.....	37
TAL Tableau 30 : Personnes condamnées par les chambres criminelles.....	37
TAL Tableau 31 : Peines prononcées par les chambres criminelles.....	38
TAL Tableau 32 : Jugements rendus par les chambres correctionnelles du tribunal d'arrondissement.....	38
TAL Tableau 33 : Jugements au fond rendus par les chambres correctionnelles du tribunal d'arrondissement.....	38

TAL Tableau 34 : Jugements rendus par les chambres correctionnelles attaqués par appel ou opposition.....	39
TAL Tableau 35 : Personnes condamnées par les chambres correctionnelles.....	39
TAL Tableau 36 : Peines prononcées par les chambres correctionnelles	39
TAL Tableau 37 : Statistiques de la chambre du conseil.....	40
TAL Tableau 38 : Statistiques du cabinet d’instruction.....	41
TAL Tableau 39 : Protection de la jeunesse - Affaires sur base de la loi du 10.8.1992	42
TAL Tableau 40 : Affaires en matière civile - Affaires sur base de l’article 302 du Code civil	42
TAL Tableau 41 : Les affaires de tutelles et curatelle - Majeurs	43
TAL Tableau 42 : Les affaires de tutelles - Mineurs	44
TAL Tableau 43 : Statistiques de l’état civil.....	45

1. Statistiques générales – séries chronologiques

TAL Tableau 1 : Séries chronologiques des dix dernières années

Période de référence	Matière civile et commerciale					Matière pénale		
	Enquêtes	Jugt. civils	Jugt. com.	Jugt. Référé	Total	Jugt. corr.	Jugt. crim.	Total
2005/06	529	3579	3420	1414	8413	3744	27	3771
2006/07	544	3586	4322	1375	9283	3506	32	3538
2007/08	469	3133	4097	1095	8325	3497	36	3533
2008/09	468	3293	3793	1572	8658	3704	31	3735
2009/10	427	2913	4593	1686	9192	4175	38	4213
2010/11	454	3349	4911	1602	9862	3883	55	3938
2011/12	492	3688	4806	1566	10060	3970	56	4026
2012/13	302	3825	5317	1585	10727	3378	52	3430
2013/14	216	4354	5161	1642	11157	3345	42	3387
16.09. - 31.12.2014	83	1199	1674	397	3270	1513	15	1528
2015	169	3557	4528	1215	9300	3731	51	3782
2016	60	3331	4899	1260	9490	3568	53	3621

Les chiffres de ce tableau représentent des sommes basées sur des chiffres plus détaillés dans les sections suivantes.

2. Devoirs et ordonnances présidentiels

TAL Tableau 2 : Devoirs présidentiels

	2013/14	16/09-31/12/14	2015	2016
Dépôts de testaments	284	61	284	248
Testaments olographes	283	61	283	246
Testaments mystiques	1	0	1	2
Déclarations et options	713	196	671	598

TAL Tableau 3 : Ordonnances présidentielles rendues

	2013/14	16/09-31/12/14	2015	2016
Ordonnances présidentielles rendues en matière d'exequatur ⁵	NA	NA	NA	99
Ordonnances présidentielles rendues en matière de la nomination 'Nouveau Syndic'	26	6	20	2
Ordonnances présidentielles rendues en matière de référé extraordinaire	44	16	44	60
Ordonnances présidentielles rendues en matière de saisie-arrêt	426	146	438	278
Ordonnances présidentielles rendues lors d'autres procédures de saisie ⁶	NA	NA	NA	62

⁵ Nouvelle sous-rubrique en 2016.

⁶ Nouvelle sous-rubrique en 2016.

Ordonnances présidentielles rendues en matière de successions vacantes ⁷	NA	NA	NA	27
Ordonnances présidentielles rendues en d'autres matières ⁸	588	101	499	157

3. Référé

TAL Tableau 4 : Données générales - travail en cours en matière de référé⁹

	2013/14	16/09-31/12/14	2015	2016
Affaires nouvelles	NA	NA	NA	1384
Affaires rayées	NA	NA	NA	385
Affaires pendantes en fin de période	NA	NA	NA	571

TAL Tableau 5 : Ordonnances de référés par matière

Période de référence	Ordinaire	Divorce	Total
2005/06	791	623	1414
2006/07	762	613	1375
2007/08	579	596	1175 ¹⁰
2008/09	971	601	1572
2009/10	992	694	1686
2010/11	978	624	1602
2011/12	951	615	1566
2012/13	943	642	1585
2013/14	1013	629	1642
16.09 - 31.12.14	220	177	397
2015	660	555	1215
2016	841 ¹¹	419	1260

TAL Tableau 6 : Autres ordonnances

	2013/14	16/09-31/12/14	2015	2016
Ordonnances de paiement (OPA)	960	321	869	843
<i>Dont Contredits et oppositions sur titres</i>	<i>111</i>	<i>28</i>	<i>82</i>	<i>134</i>

⁷ Nouvelle sous-rubrique en 2016.

⁸ Jusqu'en 2015, les ordonnances présidentielles en matière d'exequatur et de succession vacantes figuraient parmi les ordonnances présidentielles rendues en d'autres matières, en plus un changement dans la méthode de comptage a eu lieu.

⁹ Nouvelle rubrique en 2016.

¹⁰ Un redressement de la somme des ordonnances a dû être fait pour l'année judiciaire 2007/08.

¹¹ Le nombre moins important d'ordonnances prononcées peut s'expliquer par le fait qu'il y a actuellement au rôle un nombre important de dossiers volumineux – et autrement plus compliqués que la norme – qui prennent nettement plus de temps à être plaidés qu'une affaire standard ; en conséquence, un certain nombre d'affaires dites normales n'arrive pas à passer aux audiences qui sont régulièrement surchargées.

Injonctions de payer européenne (IPA)	43	16	74	91
Interdictions de retour au domicile suite à expulsion ¹²	66	19	67	68
Autres ordonnances sans passer par l'audience ¹³	NA	NA	NA	197

¹² Inclues dans les ordonnances de référé ordinaire.

¹³ Gestion de l'exécution des mesures d'instruction - Nouvelle rubrique en 2016.

TAL Tableau 7 : Mesures d'instructions ordonnées lors de la procédure de référé

	2013/14	16/09- 31/12/14	2015	2016
Visites des lieux, comparutions des parties en matière ordinaire et réunions avec l'expert	18	2	5	9
Comparutions des parties en matière de divorce	10	3	12	5
Expertises	NA	NA	NA	322
Autres mesures ordonnées lors de la procédure de référé	NA	NA	NA	25

4. Service du greffier en chef

TAL Tableau 8 : Devoirs du service du greffier en chef

	2013/14	16/09- 31/12/14	2015	2016
Jugements dans le cadre des affaires de successions vacantes	102	49	123	95
Jugements dans le cadre des homologations ASBL	19	6	20	29
Certificats européens ¹⁴	2389	525	2478	1157
Certificats de non-appel				1183
Grosses émises en matière civile	21955	7417	22105	12251
Grosses émises en matière pénale (estimation)				10000
Assermentations ¹⁵	NA	NA	NA	11

TAL Tableau 9 : Audiences publiques du conseil de discipline

	2015	2016
Médecins, médecins-dentistes et pharmaciens	4	6
Vétérinaires	2	0
Autres professions de santé	0	3
Architectes	0	0
Experts comptables	0	0
Notaires	0	0
Réviseurs d'entreprises	0	0

TAL Tableau 10 : Affaires nouvelles et jugements du conseil de discipline

	Affaires nouvelles		Jugements	
	2015	2016	2015	2016
Médecins, médecins-dentistes et pharmaciens	0	2	1	2

¹⁴ Délivrance d'un certificat en vertu des articles 39/805/54/44/41/1215 etc..¹⁵ Nouvelle rubrique en 2016.

Vétérinaires	1	0	1	0
Autres professions de santé	0	3	0	2
Architectes	0	0	0	0
Experts comptables	0	0	0	0
Notaires	0	0	0	0
Réviseurs d'entreprises	0	0	0	0

5. Matière civile

a. Données générales : affaires et jugements

TAL Tableau 11 : Données générales - travail en cours en matière civile

	2013/14	16/09 - 31/12/14	2015	2016
Affaires nouvelles¹⁶	3106	631	2498	2912
Première instance	NA	NA	NA	2499
Appels Justice de paix	NA	NA	NA	413
Affaires rayées	NA	NA	NA	478
Affaires pendantes en fin de période	3993	1696	1495¹⁷	4001

Le **rôle général** ayant été aboli, les chiffres ne sont plus reportés ici. A la fin de l'année judiciaire 2013/14, il y avait 277 affaires civiles au rôle général.

TAL Tableau 12 : Les jugements dans les affaires civiles¹⁸

	2013/2014	16/09- 31/12/14	2015	2016
Jugements définitifs				2857
contradictaires	2898	914	2759	2164
par défaut ¹⁹	221	32	200	319
contra. sur opposition	NA	NA	NA	2
par défaut sur opposition	NA	NA	NA	0
contradictaires sur appel	NA	NA	NA	360
par défaut sur appel	NA	NA	NA	12
Jugements interlocutoires				474
contradictaires	NA	NA	NA	420
par défaut	NA	NA	NA	20
contra. sur opposition	NA	NA	NA	1
par défaut sur opposition	NA	NA	NA	0
contradictaires sur appel	NA	NA	NA	33
par défaut sur appel	NA	NA	NA	0
Total des jugements rendus				3331

¹⁶ Nouvelles sous-rubriques en 2016.

¹⁷ En 2015, le comptage manuel de cette rubrique a été fait de manière différente, une grande partie des affaires pendantes n'y était pas comptée. Ceci a été redressé en 2016.

¹⁸ La ventilation des jugements selon le type de jugement (sur appel ou opposition) n'a été introduite qu'en 2016.

¹⁹ Nous comptons uniquement les jugements qui sont prononcés par défaut pour toutes les parties.

TAL Tableau 13 : Jugements par matière²⁰

	2013/2014	16/09- 31/12/14	2015	2016
Jugements rendus en première instance	-	-	-	2923
en matière d'exequatur	NA	NA	NA	19
en matière d'adoption	88	42	79	103
en matière de divorce et séparation de corps	1186	433	1265	1125
en matière de psychiatrie	NA	NA	NA	96
en matière de saisie immobilière	22	12	40	55
en matière d'intérêts civils ²¹	29	3	20	14
sur requête	108	44	100	123
en d'autres matières civiles ²²	NA	NA	1455	1388
Jugements d'appels rendus	-	-	-	405
en matière civile	NA	NA	NA	180
en matière commerciale	NA	NA	NA	27
en matière de bail à loyer	176	47	190	185
en matière saisies sur salaire	NA	NA	NA	0
en d'autres matières	NA	NA	NA	13
Jugements rendus sur opposition	NA	NA	NA	3
Total des jugements rendus	-	-	-	3331
<i>Dont jugements prononcés par la chambre de vacation (du 16 juillet au 15 septembre)</i>	<i>NA</i>	<i>NA</i>	<i>NA</i>	<i>44</i>

TAL Tableau 14 : Mesures ordonnées²³

	2013/14	16/09- 31/12/14	2015	2016
Comparutions personnelles des parties	755	166	328	401
Expertises ordonnées	NA	NA	NA	140
Visites des lieux	30	1	2	0
Autres mesures ordonnées	NA	NA	NA	42

TAL Tableau 15 : Autres activités et décisions des chambres civiles

	2013/14	16/09- 31/12/14	2015	2016
Assermentations	8	4	41	62
Auditions en hôpital psychiatrique	NA	NA	NA	48
Ordonnances et mentions au dossier du juge de la mise en état	47	21	64	9

²⁰ La ventilation détaillée des jugements par matière n'a été introduite sous cette forme qu'en 2016.

²¹ Jugements rendus par la composition civile mais en matière correctionnelle.

²² Jusqu'en 2015, les jugements en matière d'exequatur et de psychiatrie, figuraient parmi les jugements en d'autres matières civiles.

²³ Le détail sur les enquêtes et contre-enquêtes est présenté à la section 7 p. 10-12.

Ordonnances présidentielles	NA	NA	NA	100
Autres décisions	NA	NA	NA	12

b. Focus sur les affaires de divorce et de séparation de corps

TAL Tableau 16 : Données générales²⁴

	2015	2016
Affaires nouvelles	-	866
pour cause déterminée	NA	388
par consentement mutuel	NA	478
Affaires rayées	NA	226
Affaires pendantes en fin de période	-	863
pour cause déterminée	NA	393
par consentement mutuel	NA	470

TAL Tableau 17 : Décisions prises dans le cadre des affaires de divorce et de séparation de corps

	2013/2014	16/09-31/12/14	2015	2016
Jugements prononçant le divorce	1081	381	1122	1030
<i>Dont jugements par défaut</i>	NA	NA	NA	55
Jugements prononçant la séparation de corps	3	0	1	3
Jugements de débouté ²⁵	NA	NA	NA	7
Jugements sur des mesures accessoires et des difficultés de liquidation ²⁶	102	52	142	166
Jugements sur opposition ²⁷	NA	NA	NA	3
Ordonnances présidentielles	NA	NA	NA	43

TAL Tableau 18 : Relevé des jugements prononcés dans le cadre des affaires de divorce et de séparation de corps

Années / périodes	Cause déterminée	Consentement mutuel	Total
2005/06	336	654	990
2006/07	388	649	1037
2007/08	311	598	909
2008/09	337	614	951
2009/10	213	715	928
2010/11	361	761	1122
2011/12	302	648	950
2012/13	368	719	1087
2013/14	506	680	1186
16.09. - 31.12.14	222	211	433
2015	639	626	1265

²⁴ Nouvelle rubrique en 2016.

²⁵ Jusqu'en 2015, les jugements de débouté étaient inclus dans les jugements sur des mesures accessoires et des difficultés de liquidation.

²⁶ Jusqu'en 2015, calcul à partir des chiffres renseignés au rapport d'activité 2015 et ceux disponibles de l'application gestion divorce.

²⁷ Sur des jugements par défaut prononçant le divorce ou bien les mesures accessoires respectivement les difficultés de liquidation.

2016	546	663	1209
-------------	-----	-----	-------------

TAL Tableau 19 : Relevé des divorces prononcés²⁸

Années / périodes	Cause déterminée	Consentement mutuel	Total
2012/13	304	649	953
2013/14	409	672	1081
16.09. - 31.12.14	174	207	381
2015	506	612	1118
2016	378	652	1030

6. Matière commerciale

c. Données générales : affaires et jugements

TAL Tableau 20 : Données générales sur le travail en cours

	2013/14	16/09 - 31/12/14	2015	2016
Affaires nouvelles ²⁹	1411	497	1452	2137
Affaires rayées	NA	NA	NA	277
Affaires pendantes en fin de période	618	742	852	1051
Affaires se trouvant au rôle général en fin de période	3011	3033	3123	3223

TAL Tableau 21 : Affaires commerciales dans lesquelles une décision est intervenue

	2013/14	16/09- 31/12/14	2015	2016
Jugements en matière commerciale				511
contradictaires	384	138	389	362
par défaut	95	25	83	149
Jugements dans le cadre des faillites et liquidations				
Jug. déclaratif de faillite	731	228	793	915
Jug. déclaratif de liquidation	451	176	517	454
Jug. de clôture de faillite	NA	NA	982	886
Jug. de clôture de liquidation	790	249	565	513
Jugements en matière de faillites et de liquidation relatives à l'exécution				
Autorisation de vendre ³⁰	10	6	18	224
Homologation de transaction				16
Opposition à faillite				85
Opposition à liquidation				4
Pro Deo				589
Autres matières ³¹	2535	888	2040	702

²⁸ Chiffres issus de l'application *Gestion Divorce*.

²⁹ L'augmentation des affaires nouvelles en 2016 est liée à un changement dans le calcul. Depuis 2016, les affaires ouvertes pour liquidations sont également considérées parmi les affaires nouvelles.

³⁰ Jusqu'en 2015, cette rubrique comportait uniquement les jugements d'autorisation de vendre dans le cadre des liquidations. Depuis 2016, les autorisations de vendre émises dans le cadre des faillites sont également incluses.

³¹ Jusqu'en 2015, les jugements Pro Deo et les homologations de transactions, etc. figuraient parmi les jugements en d'autres matières.

Autres décisions prises	3	1	4	2
Arrangements en justice	5	9	25	29

TAL Tableau 22 : Ordonnances rendues en matière commerciale

	2013/14	16/09- 31/12/14	2015	2016
Ord. en matière de fusion de sociétés	9	1	7	14
Ord. en matière de concurrence déloyale	9	2	5	17
Ord. en matière de faillite	70	32	64	52
Ord. en matière de saisie conservatoire	16	5	8	8
Ord. en d' autres matières commerciales ³²	NA	NA	NA	15

d. Faillites et gestions contrôlées

TAL Tableau 23 : Faillites et gestions contrôlées

Années civiles	Faillites	Gestion contrôlé e	(dont faillites)
2005	607	2	0
2006	610	5	0
2007	656	2	0
2008	601	5	0
2009	591	3	0
2010	774	2	0
2011	797	4	0
2012	916	3	0
2013	914	6	6
2014	731	0	0
16.09. - 31.12.14	228	4	4
2015	793	0	0
2016	915	2	1

7. Enquêtes et commissions rogatoires internationales (CRI) civiles et commerciales

TAL Tableau 24 : Enquêtes et CRI civiles et commerciales – Séries longues

Période de référence	Enquêtes civiles et commerciale s	CRI entrantes
2005/06	529	NA
2006/07	544	NA
2007/08	469	NA
2008/09	468	NA
2009/10	427	NA
2010/11	454	NA
2011/12	492	NA
2012/13	302	NA
2013/14	216	NA

³² Nouvelle rubrique en 2016.

16.09 - 31.12.14	83	NA
2015	169	NA
2016³³	60	67

e. Enquêtes dans les affaires civiles et commerciales nationales

TAL Tableau 25 : Enquêtes civiles et commerciales dans les affaires nationales³⁴

	2013/14	16/09- 31/12/14	2015	2016
Enquêtes et contre-enquêtes <u>ordonnées</u>	216	83	169	60
En matière de divorce	NA	NA	NA	34
Autres matières civiles et commerciales	NA	NA	NA	26
Enquêtes et contre-enquêtes <u>exécutées</u>				57
En matière de divorce	NA	NA	NA	33
Autres matières civiles et commerciales	NA	NA	NA	24
Nombre de PV d'enquête et de contre-enquête				71
En matière de divorce	NA	NA	NA	44
Autres matières civiles et commerciales	NA	NA	NA	27
Nombre de personnes entendues				140
En matière de divorce	NA	NA	NA	93
Autres matières civiles et commerciales	NA	NA	NA	47

f. Commissions rogatoires internationales en matière civile et commerciale

TAL Tableau 26 : Commissions rogatoires internationales civiles et commerciales par type de CRI

	2016
Audition de témoin	36
Enquêtes sociales	9
Dépôt pièces	8
Autres enquêtes	14
Total des CRI	67
<i>Dont visioconférences demandées</i>	<i>15</i>

³³ Jusqu'en 2015, le chiffre sur les enquêtes dans les affaires nationales comportait toutes les enquêtes et contre-enquêtes ordonnées et exécutées. Selon l'ancien calcul, le chiffre s'élèverait à 117 pour 2016. Depuis 2016, le chiffre représente seulement les enquêtes ordonnées, le détail sur les enquêtes et contre-enquêtes exécutées est présenté dans le TAL Tableau 25.

³⁴ Nouveau tableau en 2016.

TAL Tableau 27 : Nombre de CRI entrantes par pays d'origine de la demande

	2013	2014	2015	2016
Allemagne	2	4	6	5
Autriche	6	3	4	3
Belgique	1	1	0	1
Bulgarie	0	0	0	1
Croatie	0	0	0	1
Danemark	0	1	0	0
Espagne	2	2	6	2
Estonie	0	0	1	2
France	0	0	1	0
Hongrie	0	0	0	1
Non renseigné	2	1	3	0
Italie	0	0	0	0
Lituanie	0	0	0	1
Non-Europe	5	2	5	7
Pologne	3	3	2	1
Portugal	63	58	46	32
République tchèque	0	0	0	1
Roumanie	1	2	2	3
Slovaquie	3	1	1	1
Suède	1	1	0	1
Suisse	5	1	2	4
Slovénie	0	1	0	0
Grande Bretagne	0	2	0	0
Total CRI civiles entrantes	94	83	79	67

8. Matière pénale

La date d'extraction des données pénales présentées dans ce rapport d'activité est le **23 janvier 2017**.

g. Chambres criminelles et correctionnelles

Chambres criminelles

Les décisions rendues

TAL Tableau 28 : Jugements rendus par les chambres criminelles du tribunal d'arrondissement

	2013/2014	16/09-31/12/14	2015	2016
Jugements au fond	27	10	33	32
<i>Jugement de première instance</i>	NA	NA	NA	32
<i>Jugements sur opposition</i>	NA	NA	NA	0
Jugements témoign défaillant	NA	NA	NA	5
Jugements en chambre du conseil	15	5	18	16
Total	42	15	51	53

TAL Tableau 29 : Jugements rendus par les chambres criminelles attaqués par appel ou par opposition³⁵

	2013/2014	16/09-31/12/14	2015	2016
Jugements au fond attaqués par appel	11	3	19	14 (44%)
Jugements au fond attaqués par opposition	NA	NA	NA	1 (25%)
Jugements en chambre du conseil attaqués par appel	5	4	4	10 (63%)

Les personnes condamnées et peines prononcées par les chambres criminelles

TAL Tableau 30 : Personnes condamnées par les chambres criminelles

	2013/14	16/09-31/12/14	2015	2016
Personnes condamnées par jugement contradictoire	NA	NA	NA	32
Personnes condamnées par jugement par défaut	NA	NA	NA	4
Personnes acquittées	NA	NA	NA	7

³⁵ Date d'extraction de la base de données 23 janvier 2017.

TAL Tableau 31 : Peines prononcées par les chambres criminelles

	2013/14	16/09- 31/12/14	2015	2016
Personnes condamnées à une peine privative de liberté	NA	NA	NA	32
<i>Peine d'emprisonnement ferme</i>	NA	NA	NA	18
<i>Sursis partiel</i> ³⁶	NA	NA	NA	11
<i>Sursis total</i>	NA	NA	NA	3

Chambres correctionnelles

Les décisions rendues

TAL Tableau 32 : Jugements rendus par les chambres correctionnelles du tribunal d'arrondissement

	2013/201 4	16/09- 31/12/14	2015	2016
Jugements au fond	NA	NA	NA	3178
<i>Jugement de première instance</i>	NA	NA	NA	2993
<i>Jugements de première instance sur accord</i>	NAP	NAP	3	11
<i>Jugements sur appel tribunal de police</i>	NA	NA	NA	22
<i>Jugements sur opposition</i>	NA	NA	NA	152
Jugements témoign défaillant ³⁷	NA	NA	NA	102
Jugements en chambre du conseil ³⁸	NA	NA	NA	288
Total	3345	1513	3731	3568

TAL Tableau 33 : Jugements au fond³⁹ rendus par les chambres correctionnelles du tribunal d'arrondissement

	2013/14	16/09- 31/12/14	2015	2016
Jugements au fond rendus en formation collégiale	1659	764	1708	1317
Jugements au fond rendus par juge unique	1686	749	2023	1861

³⁶ Avec ou sans conditions.

³⁷ Jusqu'en 2015, les jugements **témoign défaillant** sont inclus dans les jugements en formation collégiale.

³⁸ Jusqu'en 2015, les jugements prononcés par les chambres correctionnelles statuant en tant que chambre du conseil, sont inclus dans les jugements au fond ventilés par la composition de la chambre.

³⁹ Jusqu'en 2015, les jugements **témoign défaillant** rendus en chambre du conseil sont également comptés parmi ces jugements.

TAL Tableau 34 : Jugements rendus par les chambres correctionnelles attaqués par appel ou opposition⁴⁰

	2013/14	16/09- 31/12/14	2015	2016
Jugements rendus en formation collégiale attaqués par appel ⁴¹	278 (17%)	106 (14%)	270 (16%)	243 (18%)
Jugements rendus par un juge unique attaqués par appel	81 (5%)	43 (6%)	136 (7%)	100 (5%)
Jugements par défaut attaqués par opposition ⁴²	NA	NA	NA	111 (21%)
Jugements au fond attaqués par cassation	NA	NA	NA	2 (9%)
Jugements en chambre du conseil attaqués par appel	NA	NA	NA	52 (18%)

Les personnes condamnées et peines prononcées par les chambres correctionnelles

TAL Tableau 35 : Personnes condamnées par les chambres correctionnelles

	2013/14	16/09- 31/12/14	2015	2016
Personnes condamnées par jugement contradictoire	NA	NA	NA	2832
Personnes condamnées par jugement par défaut	470	202	583	526
Personnes acquittées	NA	NA	NA	224

TAL Tableau 36 : Peines prononcées par les chambres correctionnelles⁴³

	2013/14	16/09- 31/12/14	2015	2016
Personnes condamnées à une peine privative de liberté	NA	NA	NA	1088
<i>Peine d'emprisonnement ferme</i>	542	182	570	507
<i>Sursis partiel</i> ⁴⁴	NA	NA	NA	218
<i>Sursis total</i>	NA	NA	NA	363
Personnes condamnées avec suspension du prononcé	NA	NA	NA	24
Travaux d'intérêt général (TIG)	52	33	80	77

⁴⁰ Date d'extraction de la base de données 23 janvier 2017.

⁴¹ Par rapport au total des jugements rendus en formation collégiale.

⁴² Par rapport au total des personnes condamnées par défaut.

⁴³ Jusqu'en 2015, ces chiffres regroupaient également les peines prononcées en chambre criminelle.

⁴⁴ Avec ou sans conditions.

h. Chambre du conseil

TAL Tableau 37 : Statistiques de la chambre du conseil

	2013/14	16/09- 31/12/2014	2015	2016
Affaires fixées à la Chambre du Conseil	4029	1363	4933	4115
<u>Ordonnances sans débats contradictoires</u>	2494	900	3398	2703
Ordonnances de règlement	1212	416	1087	1247
Renvois	924	318	869	990
<i>Renvois devant le tribunal de police</i>	259	84	180	305
<i>Renvois devant le tribunal correctionnel</i>	643	221	658	643
<i>Renvois devant la chambre criminelle</i>	22	13	31	42
Ordonnances de placement art. 71	3	3	8	5
Ordonnances de non-lieu	284	94	197	225
Ordonnances constatant la prescription de l'action publique	1	1	4	7
Autres ordonnances (diverses)	0	0	9	20
Ordonnances en matière d'entraide judiciaire internationale - Transmission de pièces	635	227	576	644
Ordonnances pénales (OP)	647	257	1735	812
<u>Ordonnances après débats contradictoires</u>	1535	463	1535	1412
Ordonnances statuant sur requêtes en nullité	23	7	25	27
Ordonnances statuant sur des demandes de mise en liberté provisoire	852	310	877	780
Ordonnances statuant sur des requêtes en mainlevée d'une interdiction de conduire provisoire	332	101	332	302
Ordonnances sur requêtes en mainlevée de saisie ou en restitution	276	30	240	227
Ordonnances statuant sur des requêtes en mainlevée ou révocation du contrôle judiciaire	18	6	24	21
Ordonnances statuant sur d'autres requêtes	34	9	37	55

i. Cabinets d’instruction

TAL Tableau 38 : Statistiques du cabinet d’instruction

	2013/14	16/09- 31/12/2014	2015	2016
I. Nombre d’affaires dont les cabinets d’instruction ont été saisis sur réquisition du parquet⁴⁵	3235	1093	2832	2731
- y inclus les réquisitoires du parquet tendant à l’ouverture d’une information judiciaire du chef de délits ou de crimes	1744	657	1541	1401
<i>(dont réquisitoires sur base de l’article 24-1 nouveau du Code d’Instruction Criminelle)</i>	<i>(588)</i>	<i>(109)</i>	<i>(209)</i>	<i>(256)</i>
- les réquisitoires du parquet tendant à une interdiction de conduire provisoire et / ou	967	312	854	956
- les réquisitoires tendant à une validation de saisie d’une voiture	524	124	437	374
II. Plaintes avec constitution de partie civile	257	97	271	309
III. Commissions rogatoires internationales non-comprises dans I et II	597	197	491	770
IV. Mesures effectuées dans le contexte des affaires sub. I et / ou III.				
- Autopsies	66	16	69	63
- Descentes sur les lieux	27	20	33	38
- Interrogatoires	NA	NA	1222	1147
- Auditions témoins / parties civiles	NA	NA	94	76
- Confrontations	NA	NA	13	15
V. Nombre de dossiers clôturés (y compris 24-1 Mini-Instructions exécutées)	1381	475	1453	1449

⁴⁵ Chiffres redressés pour les années antérieures à 2016.

9. Tribunal de la Jeunesse et des Tutelles

j. Tribunal de la Jeunesse

TAL Tableau 39 : Protection de la jeunesse - Affaires sur base de la loi du 10.8.1992

	2013/14	16/09/ 31/12/14	2015	2016
Affaires nouvelles	NA	NA	NA	505
Jugements	342	111	310	312
Ordonnances et mesures⁴⁶	NA	NA	NA	713
Mesures de congé accordées	NA	NA	172	157
Mesures de congé révoquées	NA	NA	31	25
Mesures réglant le droit de visite	NA	NA	NA	28
Mesures de garde provisoire	314	115	345	200
Ordonnances de nomination d'avocat	NA	NA	NA	62
Ordonnances de renvoi MP	NA	NA	NA	2
Ordonnances de transfert	NA	NA	NA	102
Autres ordonnances et mesures	185	68	194	137
Recours contre une décision du juge / tribunal de la Jeunesse	26	3	20	35

TAL Tableau 40 : Affaires en matière civile - Affaires sur base de l'article 302 du Code civil

	2013/14	16/09/ 31/12/14	2015	2016
Affaires nouvelles	NA	NA	NA	144
Affaires rayées	NA	NA	NA	7
Affaires pendantes en fin de période	NA	NA	NA	63
Jugements	123	28	147	138
Ordonnances	-	-	-	22
Ordonnances de nomination d'avocat	NA	NA	NA	13
Ordonnances ordonnant la comparution des parties	NA	NA	NA	3
Autres ordonnances	NA	NA	NA	6

⁴⁶ La ventilation détaillée des mesures et ordonnances n'a été introduite qu'en 2016.

k. Tutelles des Majeurs

TAL Tableau 41 : Les affaires de tutelles et curatelle - Majeurs

	2013/14	16/09/- 31/12/14	2015	2016
Affaires nouvelles	364	119	432	399
Audition de la personne concernée	395	135	386	474
Nombre de dossiers gérés par le juge des tutelles majeurs	NA	NA	NA	3364
Jugements⁴⁷	383	121	279	433
Déclaration de tutelle	NA	NA	NA	274
Déclaration de curatelle	NA	NA	NA	139
Jugements de mainlevée	NA	NA	NA	11
Jugements de refus	NA	NA	NA	9
Nombre de recours	NA	NA	NA	4
Ordonnances	1339	470	1485	1091
Mesures de sauvegarde	NA	NA	NA	194
Ordonnances avant jugement	NA	NA	NA	520
Ordonnances après jugement	NA	NA	NA	377
Actes notariés	67	35	80	93
Conseils de famille	0	0	0	2
Ventes publiques	5	0	4	3

⁴⁷ La ventilation par types de jugements n'a été introduite que dans le rapport d'activité 2016.

1. Tutelles des Mineurs

TAL Tableau 42 : Les affaires de tutelles - Mineurs

	2013/14	16/09/- 31/12/14	2015	2016
Affaires nouvelles	513	149	657	724
Affaires nouvelles en matière de succession	NA	NA	NA	137
Affaires nouvelles relatives à l'art. 380 CC	NA	NA	NA	242
Autres affaires nouvelles	NA	NA	NA	345
Nombre de dossiers gérés par le juge des tutelles mineurs	NA	NA	NA	NA
Jugements	306	103	353	370
Jugements (article 380 du code civil)	305	103	353	368
Jugements dans les affaires d'exécution	1	0	0	2
Ordonnances	377	218	372	512
Tutelles, mères mineurs, demandeurs d'asile, ...				
Accouchements anonymes	1	1	3	8
<i>Dont consentements à l'adoption dans le cadre des accouchements anonymes</i>	<i>1</i>	<i>1</i>	<i>3</i>	<i>6</i>
Désignation d'un admin. public (tutelles) ⁴⁸	NA	NA	64	36
Désignation d'un admin. ad hoc (tutelles)	NA	NA	NA	27
Désignation d'un admin. public (demandeurs d'asile)	NA	NA	NA	60
Désignation d'un administrateur ad hoc (demandeurs d'asile)	NA	NA	NA	123
Autres ordonnances en la matière				3
En matière de l'art. 380				
Ordonnances de nomination d'avocat	NA	NA	NA	13
Ordonnances de médiation familiale	NA	NA	NA	7
Autres ordonnances en la matière	NA	NA	NA	3
En matière de successions				
Acceptations / renonciations	NA	NA	NA	127
Ventes	NA	NA	NA	37
Autres ordonnances en la matière	NA	NA	NA	70
Extraits du plumeitif de tutelle	0	8	27	48
Actes notariés	3	6	30	19
Conseils de famille	23	0	2	2
Ventes publiques	1	0	2	1
Déclarations	86	28	112	122
Déclarations d'autorité parentale conjointe	73	21	93	97
Déclarations de changement de nom	13	7	19	25

⁴⁸ Demandeurs d'asile inclus jusqu'en 2016.

10. Etat civil

TAL Tableau 43 : Statistiques de l'état civil

	2013/14	16/09/- 31/12/14	2015	2016
Extraits (actes) confectionnés pour les notaires pendant l'année civile 2016.	4954	1542	6800	5511
Mentions marginales inscrites dans les registres pendant l'année civile 2016.	17278	2937	14764	8719

**TRIBUNAL D'ARRONDISSEMENT
DE
DIEKIRCH**

Année 2016

11. Table des matières

1. Table des matières	48
2. Table des tableaux.....	49
3. Statistiques générales – séries chronologiques	51
4. Devoirs et ordonnances présidentiels	51
5. Référés	53
6. Service du greffier en chef	55
7. Matière civile	55
a. Données générales : affaires et jugements.....	55
b. Focus sur les affaires de divorce et de séparation de corps	58
8. Matière commerciale	59
a. Données générales : affaires et jugements.....	59
b. Faillites et gestions contrôlées	61
9. Enquêtes et commissions rogatoires internationales (CRI) civiles et commerciales	61
a. Enquêtes dans les affaires civiles et commerciales nationales	61
b. Commissions rogatoires internationales en matière civile et commerciale.....	62
10. Matière pénale.....	63
a. Chambres criminelles et correctionnelles.....	63
Chambres criminelles	63
Chambres correctionnelles.....	64
b. Chambre du conseil	67
c. Cabinet d'instruction	68
11. Tribunal de la Jeunesse et des Tutelles.....	69
a. Tribunal de la Jeunesse.....	69
b. Tutelles des Majeurs.....	70
c. Tutelles des Mineurs	71
12. Etat civil.....	72

12. Table des tableaux

TAD Tableau 1 : Séries chronologiques des dix dernières années	51
TAD Tableau 2: Devoirs présidentiels	51
TAD Tableau 3 : Ordonnances présidentielles rendues	51
TAD Tableau 4 : Données générales - travail en cours en matière de référé	53
TAD Tableau 5 : Ordonnances de référés par matière	53
TAD Tableau 6 : Autres ordonnances	53
TAD Tableau 7 : Mesures d'instructions ordonnées lors de la procédure de référé	53
TAD Tableau 8 : Devoirs du service du greffier en chef	55
TAD Tableau 9 : Données générales - travail en cours en matière civile	55
TAD Tableau 10 : Les jugements dans les affaires civiles	55
TAD Tableau 11 : Jugements par matière	56
TAD Tableau 12 : Mesures ordonnées	56
TAD Tableau 13 : Autres activités et décisions des chambres civiles	56
TAD Tableau 14 : Données générales	58
TAD Tableau 15 : Décisions prises dans le cadre d'affaires de divorce et de séparation de corps	58
TAD Tableau 16: Relevé des jugements prononcés dans le cadre des affaires de divorce et de séparation de corps	58
TAD Tableau 17: Relevé des divorces prononcés	58
TAD Tableau 18 : Données générales sur le travail en cours	59
TAD Tableau 19 : Affaires commerciales dans lesquelles une décision est intervenue	59
TAD Tableau 20 : Ordonnances rendues en matière commerciale	59
TAD Tableau 21 : Les faillites et gestions contrôlées	61
TAD Tableau 22 : Enquêtes et CRI civiles et commerciales – Séries longues	61
TAD Tableau 23 : Enquêtes civiles et commerciales dans les affaires nationales	61
TAD Tableau 24 : Commissions rogatoires internationales civiles et commerciales par type de CRI	62
TAD Tableau 25 : Nombre de CRI entrantes par pays d'origine de la demande	62
TAD Tableau 26 : Jugements rendus par la chambre criminelle du tribunal d'arrondissement	63
TAD Tableau 27 : Jugements rendus par la chambre criminelle durant l'année de référence, attaqués par appel ou par opposition	63
TAD Tableau 28 : Personnes condamnées par la chambre criminelle	63
TAD Tableau 29 : Peines prononcées par la chambre criminelle	64
TAD Tableau 30 : Jugements au fond rendus par les chambres correctionnelles du tribunal d'arrondissement	64
TAD Tableau 31 : Jugements au fond rendus par les chambres correctionnelles du tribunal d'arrondissement	64
TAD Tableau 32 : Jugements rendus par les chambres correctionnelles durant l'année de référence, attaqués par appel ou par opposition	65

TAD Tableau 33 : Personnes condamnées par les chambres correctionnelles	65
TAD Tableau 34 : Peines prononcées par les chambres correctionnelles.....	65
TAD Tableau 35 : Ordonnances pénales (OP) rendus et personnes condamnées	65
TAD Tableau 36 : Ordonnances de la Chambre du Conseil	67
TAD Tableau 37 : Protection de la jeunesse - Affaires sur base de la loi du 10.8.1992.....	69
TAD Tableau 38 : Affaires en matière civile - Affaires sur base de l'article 302 du Code civil	69
TAD Tableau 39 : Les affaires de tutelles et curatelle - Majeurs.....	70
TAD Tableau 40 : Les affaires de tutelles - Mineurs	71
TAD Tableau 41 : Statistiques de l'état civil	72

13. Statistiques générales – séries chronologiques

TAD Tableau 1 : Séries chronologiques des dix dernières années

Période de référence	Matière civile et commerciale					Matière pénale		
	Enquêtes	Jugt. civils	Jugt. com.	Jugt. Référé	Total	Jugt. corr.	Jugt. crim.	Total
2013/14	26	395	837	291	1256	764	7	771
16.09. - 31.12.2014	NA	0	NA	NA	NA	NA	NA	NA
2015	22	434	633	263	1025	844	5	849
2016	9	467	681	270	1418	676	10	686

Les chiffres représentés dans ce tableau représentent des sommes basées sur des chiffres plus détaillés dans les sections suivantes.

14. Devoirs et ordonnances présidentiels

TAD Tableau 2: Devoirs présidentiels

	2013/14	16/09-31/12/14	2015	2016
Dépôts de testaments	70	NA	41	77
Testaments olographes	NA	NA	NA	77
Testaments mystiques	NA	NA	NA	0
Déclarations	186	NA	146	153

TAD Tableau 3 : Ordonnances présidentielles rendues

	2013/14	16/09-31/12/14	2015	2016
Ordonnances présidentielles rendues en matière d'exequatur	15	NA	14	11
Ordonnances présidentielles rendues en matière de la nomination 'Nouveau Syndic' ⁴⁹	NA	NA	NA	0
Ordonnances présidentielles rendues en matière de référé extraordinaire ⁵⁰	NA	NA	NA	1
Ordonnances présidentielles rendues en matière de saisie-arrêt				15
Ordonnances présidentielles rendues lors d'autres procédures de saisie	13	NA	10	0
Ordonnances présidentielles rendues en matière de successions vacantes ⁵¹	NA	NA	NA	5
Ordonnances présidentielles rendues en d'autres matières	17	NA	5	12

⁴⁹ Nouvelle rubrique en 2016.

⁵⁰ Nouvelle rubrique en 2016.

⁵¹ Nouvelle rubrique en 2016.

15. Référé

TAD Tableau 4 : Données générales - travail en cours en matière de référé

	2013/14	16/09- 31/12/14	2015	2016
Affaires nouvelles	301	NA	280	280
Affaires rayées	66	NA	38	75
Affaires pendantes en fin de période ⁵²	NA	NA	NA	120

TAD Tableau 5 : Ordonnances de référés par matière⁵³

Période de référence	Ordinaire	Divorce	Total
2007/08	NA	NA	266
2008/09	NA	NA	284
2009/10	NA	NA	277
2010/11	NA	NA	281
2011/12	NA	NA	281
2012/13	NA	NA	312
2013/14	NA	NA	291
16.09 - 31.12.14	NA	NA	NA
2015	NA	NA	263
2016	123	147	270

TAD Tableau 6 : Autres ordonnances

	2013/14	16/09- 31/12/14	2015	2016
Ordonnances de paiement (OPA)	186	NA	157	166
<i>Dont Contredits et opposition sur titres</i>	37	NA	30	27
Injonction de payer européenne (IPA)	4	NA	4	11
Interdictions de retour au domicile suite à expulsion ⁵⁴	NA	NA	NA	13
Autres ordonnances sans passer par l'audience ⁵⁵	NA	NA	NA	149

TAD Tableau 7 : Mesures d'instructions ordonnées lors de la procédure de référé

	2013/14	16/09- 31/12/14	2015	2016
Visites des lieux, comparutions des parties en matière ordinaire et réunions avec l'expert	21	NA	9	0
Comparutions des parties en matière de	NA	NA	NA	5

⁵² Nouvelle rubrique en 2016.

⁵³ Nouvelles sous- rubriques en 2016.

⁵⁴ Inclues dans les ordonnances de référé ordinaire.

⁵⁵ Remplacements et autres ordonnances.

divorce ⁵⁶				
Expertises ⁵⁷	NA	NA	NA	60
Autres mesures ordonnées lors de la procédure de référé ⁵⁸	NA	NA	NA	2

⁵⁶ Nouvelle sous rubrique en 2016.

⁵⁷ Nouvelle sous rubrique en 2016.

⁵⁸ Nouvelle sous rubrique en 2016.

16. Service du greffier en chef

TAD Tableau 8 : Devoirs du service du greffier en chef

	2013/14	16/09- 31/12/14	2015	2016
Jugements dans le cadre des affaires de successions vacantes	56	NA	82	47
Jugements dans le cadre des homologations ASBL	NA	NA	NA	5
Certificats ⁵⁹	112	NA	95	136
Grosses ⁶⁰	NA	NA	NA	645
Assermentations ⁶¹	NA	NA	NA	0

17. Matière civile

m. Données générales : affaires et jugements

TAD Tableau 9 : Données générales - travail en cours en matière civile

	2013/14	16/09 - 31/12/14	2015	2016
Affaires nouvelles	380	NA	374	471
Première instance	NA	NA	NA	440
Appels Justice de paix ⁶²	NA	NA	NA	31
Affaires rayées	123	NA	129	104
Affaires pendantes en fin de période⁶³	NA	NA	NA	750

TAD Tableau 10 : Les jugements dans les affaires civiles⁶⁴

	2013/2014	16/09- 31/12/14	2015	2016
Jugements définitifs				411
contradictaires	272	NA	300	336
par défaut ⁶⁵	31	NA	42	46
contra. sur opposition	NA	NA	NA	3
par défaut sur opposition	NA	NA	NA	0
contradictaires sur appel	19	NA	25	24
par défaut sur appel		NA		2
Jugements interlocutoires				56

⁵⁹ Jusqu'en 2015, seulement les certificats art. 39 ont été comptés au TAD

⁶⁰ Nouvelle rubrique du rapport d'activité 2016

⁶¹ Nouvelle rubrique du rapport d'activité 2016

⁶² Nouvelle sous-rubrique en 2016

⁶³ Nouvelle rubrique en 2016

⁶⁴ La ventilation des jugements selon le type de jugement (sur appel ou opposition) n'a été introduite qu'en 2016.

⁶⁵ Nous comptons uniquement les jugements qui sont prononcés par défaut pour toutes les parties.

contradictaires	91	NA	82	44
par défaut	1	NA	10	6
contra. sur opposition	NA	NA	NA	0
par défaut sur opposition	NA	NA	NA	0
contradictaires sur appel	NA	NA	NA	6
par défaut sur appel	NA	NA	NA	0
Total des jugements rendus	467			

TAD Tableau 11 : Jugements par matière⁶⁶

	2013/2014	16/09-31/12/14	2015	2016
Jugements rendues en première instance	432			
en matière d' exequatur	NA	NA	NA	3
en matière d' adoption	12	NA	7	16
en matière de divorce et séparation de corps	273	NA	288	245
en matière de psychiatrie	NA	NA	NA	7
en matière de saisie immobilière	NA	NA	NA	1
en matière d' intérêts civils ⁶⁷	2	NA	0	1
sur requête	NA	NA	NA	0
en d' autres matières civiles	108	NA	139	159
Jugements d'appels rendus	32			
en matière civile	NA	NA	NA	32
en matière commerciale	NA	NA	NA	0
en matière de bail à loyer	19	NA	25	0
en matière saisies sur salaire	NA	NA	NA	0
en d' autres matières	NA	NA	NA	0
Jugements rendus sur opposition	3			
Total des jugements rendus	467			

TAD Tableau 12 : Mesures ordonnées⁶⁸

	2013/14	16/09-31/12/14	2015	2016
Comparutions personnelles des parties	17	NA	11	21
Expertises ordonnées	12	NA	8	11
Visites des lieux	3	NA	2	0
Autres mesures ordonnées	NA	NA	NA	34

TAD Tableau 13 : Autres activités et décisions des chambres civiles

⁶⁶ La ventilation détaillée des jugements par matière n'a été introduite sous cette forme qu'en 2016.

⁶⁷ Jugements rendus par la composition civile mais en matière correctionnelle.

⁶⁸ Le détail sur les enquêtes et contre-enquêtes ordonnées est présenté pas la section 9.

	2013/14	16/09- 31/12/14	2015	2016
Assermentations	2	NA	1	93
Auditions en hôpital psychiatrique	NA	NA	NA	11
Ordonnances et mentions au dossier du juge de la mise en état	NA	NA	NA	0
Ordonnances présidentielles	NA	NA	NA	148
Autres décisions	26	NA	9	0

n. Focus sur les affaires de divorce et de séparation de corps

TAD Tableau 14 : Données générales

	2015	2016
Affaires nouvelles	138	243
pour cause déterminée	NA	109
par consentement mutuel	NA	134
Affaires rayées	80	83
Affaires pendantes en fin de période	-	435
pour cause déterminée	NA	372
par consentement mutuel	NA	63

TAD Tableau 15 : Décisions prises dans le cadre d'affaires de divorce et de séparation de corps

	2013/2014	16/09-31/12/14	2015	2016
Jugements prononçant le divorce	211	86	227	209
Dont jugements par défaut	0	NA	NA	7
Jugements prononçant la séparation de corps	1	NA	0	2
Jugements de débouté ⁶⁹	NA	NA	NA	10
Jugements sur des mesures accessoires et des difficultés de liquidation ⁷⁰	61	NA	61	52
Jugements sur opposition	NA	NA	NA	1
Ordonnances présidentielles	NA	NA	NA	44

TAD Tableau 16: Relevé des jugements prononcés dans le cadre des affaires de divorce et de séparation de corps

Années / périodes	Cause déterminée	Consentement mutuel	Total
2007/08	82	173	255
2008/09	83	136	219
2009/10	70	166	236
2010/11	64	159	223
2011/12	109	150	259
2012/13	118	148	266
2013/14	108	166	274
16.09. - 31.12.14	NA	NA	NA
2015	136	153	289
2016	120	154	274

TAD Tableau 17: Relevé des divorces prononcés⁷¹

Années / périodes	Cause	Consentement	Total
-------------------	-------	--------------	-------

⁶⁹ Inclus dans les jugements sur des mesures accessoires et des difficultés de liquidation jusqu'en 2015.

⁷⁰ Jusqu'en 2015 : Jugements interlocutoires (défaut et contradictoires).

⁷¹ Chiffres issues de l'application *Gestion Divorce*.

	déterminée	mutuel	
2012/13	39	97	136
2013/14	46	165	211
16.09. - 31.12.14	44	42	86
2015	75	152	227
2016	56	153	209

18. Matière commerciale

o. Données générales : affaires et jugements

TAD Tableau 18 : Données générales sur le travail en cours

	2013/14	16/09 - 31/12/14	2015	2016
Affaires nouvelles	242	NA	254	294
Affaires rayées	50	NA	63	49
Affaires pendantes en fin de période	NA	NA	NA	144

TAD Tableau 19 : Affaires commerciales dans lesquelles une décision est intervenue

	2013/14	16/09- 31/12/14	2015	2016
Jugements en matière commerciale	42	0	48	93
contradictaires	NA	NA	NA	81
par défaut	NA	NA	NA	12
Jugements dans le cadre des faillites et liquidations				
Jug. déclaratif de faillite	136	NA	119	124
Jug. déclaratif de liquidation	60	NA	9	59
Jug. de clôture de faillite	105	NA	97	98
Jug. de clôture de liquidation	66	NA	30	44
Jugements en matière de faillites et de liquidation relatives à l'exécution				
Autorisation de vendre	57	NA	35	35
Homologation de transaction	2	NA	2	1
Opposition à faillite	8	NA	5	14
Opposition à liquidation	0	NA	1	1
Pro Deo	118	NA	83	104
Autres matières	72	NA	41	108
Autres décisions prises	NA	NA	NA	0
Arrangements en justice	NA	NA	NA	0

TAD Tableau 20 : Ordonnances rendues en matière commerciale⁷²

	2013/14	16/09- 31/12/14	2015	2016
Ord. en matière de fusion de sociétés	NA	NA	NA	0
Ord. en matière de concurrence déloyale	NA	NA	NA	0

⁷² Nouvelles rubriques en 2016.

Ord. en matière de faillite	NA	NA	NA	8
Ord. en matière de saisie conservatoire	NA	NA	NA	0
Ord. en d' autres matières commerciales	NA	NA	NA	0

p. Faillites et gestions contrôlées

TAD Tableau 21 : Les faillites et gestions contrôlées

	Faillites	Gestion contrôlé e	(dont faillites)
2004/05	82	NA	NA
2005/06	78	NA	NA
2006/07	96	NA	NA
2007/08	68	NA	NA
2008/09	82	NA	NA
2009/10	98	NA	NA
2010/11	105	NA	NA
2011/12	113	NA	NA
2012/13	134	NA	NA
2013/14	136	0	0
16.09. - 31.12.14	NA	NA	NA
2015	119	0	0
2016	124	0	0

19. Enquêtes et commissions rogatoires internationales (CRI) civiles et commerciales

TAD Tableau 22 : Enquêtes et CRI civiles et commerciales – Séries longues

Période de référence	Enquêtes civiles et commerciale s	CRI entrantes
2013/14	13	13
16.09 - 31.12.14	NA	NA
2015	12	10
2016	11	20

q. Enquêtes dans les affaires civiles et commerciales nationales

TAD Tableau 23 : Enquêtes civiles et commerciales dans les affaires nationales⁷³

	2015	2016
Enquêtes et contre-enquêtes ordonnées	12	11
En matière de divorce	NA	4
Autre matières civiles et commerciales	NA	7
Enquêtes et contre-enquêtes exécutées		9
En matière de divorce	NA	2
Autre matières civiles et commerciales	NA	7
Nombre de PV d'enquête et de contre-enquête		9
En matière de divorce	NA	2

⁷³ Nouveau tableau en 2016.

Autre matières civiles et commerciales	NA	7
Nombre de personnes entendues		17
En matière de divorce	NA	5
Autre matières civiles et commerciales	NA	12

r. Commissions rogatoires internationales en matière civile et commerciale

TAD Tableau 24 : Commissions rogatoires internationales civiles et commerciales par type de CRI

	2016
Audition de témoin	5
Enquêtes sociales	6
Dépôt pièces	0
Echantillon ADN	3
Autres enquêtes	6
Total des CRI	20
<i>Dont visioconférences demandées</i>	<i>2</i>

TAD Tableau 25 : Nombre de CRI entrantes par pays d'origine de la demande

	2016
Allemagne	2
Portugal	18
Total CRI civiles entrantes	20

20. Matière pénale

La date d'extraction des données présentées dans ce rapport d'activité est le **23 janvier 2017**.

s. Chambres criminelles et correctionnelles

Chambres criminelles

Les décisions rendues

TAD Tableau 26 : Jugements rendus par la chambre criminelle du tribunal d'arrondissement

	2013/2014	16/09-31/12/14	2015	2016
Jugements au fond	7	NA	5	10
<i>Jugement de première instance</i>	NA	NA	NA	10
<i>Jugements sur opposition</i>	NA	NA	NA	0
Jugements témoign défaillant	NA	NA	NA	0
Jugements en chambre du conseil	NA	NA	NA	2
Total	7	NA	5	12

TAD Tableau 27 : Jugements rendus par la chambre criminelle durant l'année de référence, attaqués par appel ou par opposition⁷⁴

	2013/2014	16/09-31/12/14	2015	2016
Jugements au fond attaqués par appel	NA	NA	NA	6
Jugements au fond attaqués par opposition	NA	NA	NA	0
Jugements en chambre du conseil attaqués par appel	NA	NA	NA	0

Les personnes condamnées et peines prononcées par la chambre criminelle

TAD Tableau 28 : Personnes condamnées par la chambre criminelle

	2013/14	16/09-31/12/14	2015	2016
Personnes condamnées par jugement contradictoire	11	NA	4	11
Personnes condamnées par jugement par défaut	1	NA	1	0
Personnes acquittées	NA	NA	NA	2

⁷⁴ Date d'extraction de la base de données 23 janvier 2017

TAD Tableau 29 : Peines prononcées par la chambre criminelle

	2013/14	16/09- 31/12/14	2015	2016
Personnes condamnées à une peine privative de liberté	NA	NA	NA	11
Peine d'emprisonnement ferme	NA	NA	NA	4
Sursis partiel ⁷⁵	NA	NA	NA	5
Sursis total	NA	NA	NA	2

Chambres correctionnelles

Les décisions rendues

TAD Tableau 30 : Jugements au fond rendus par les chambres correctionnelles du tribunal d'arrondissement

	2013/201 4	16/09- 31/12/14	2015	2016
Jugements au fond	NA	NA	NA	676
<i>Jugement de première instance</i>	729	NA	742	614
<i>Jugements de première instance sur accord</i>	NAP	NAP	3	3
<i>Jugements sur appel tribunal de police</i>	19	NA	30	25
<i>Jugements sur opposition</i>	16	NA	67	34
Jugements témoign défaillant ⁷⁶	NA	NA	5	2
Jugements en chambre du conseil ⁷⁷	NA	NA	NA	62
Total	764	NA	839	737

Avant 2016, aucune distinction n'a été faite entre les jugements rendus par les chambres correctionnelles ou la chambre criminelle.

TAD Tableau 31 : Jugements au fond rendus par les chambres correctionnelles du tribunal d'arrondissement

	2013/14	16/09- 31/12/14	2015	2016
Jugements au fond rendus en formation collégiale	296	NA	398	216
Jugements au fond rendus par juge unique	468	NA	441	460

⁷⁵ Avec ou sans conditions.

⁷⁶ Jusqu'en 2015, les jugements témoins défaillants sont inclus dans les jugements en formation collégiale.

⁷⁷ Jusqu'en 2015, les jugements prononcés par les chambres correctionnelles statuant en tant que chambre du conseil, sont inclus dans les jugements au fonds ventilés par la composition de la chambre.

TAD Tableau 32 : Jugements rendus par les chambres correctionnelles durant l'année de référence, attaqués par appel ou opposition⁷⁸

	2013/14	16/09- 31/12/14	2015	2016
Jugements rendus en formation collégiale attaqués par appel	78 (10%) ⁷⁹	NA	144 (17%)	37 (17%)
Jugements rendus par un juge unique attaqués par appel				23 (5%)
Jugements par défaut attaqués par opposition	37 (29%)	NA	34 (33%)	25 (21%)
Jugements au fond attaqués par cassation	2	NA	1	0 (0%)
Jugements en chambre du conseil attaqués par appel	NA	NA	NA	0 (0%)

Les personnes condamnées et peines prononcées par les chambres correctionnelles

TAD Tableau 33 : Personnes condamnées par les chambres correctionnelles

	2013/14	16/09- 31/12/14	2015	2016
Personnes condamnées par jugement contradictoire	581	NA	817	604
Personnes condamnées par jugement par défaut	128	NA	104	121
Personnes acquittées	33	NA	56	47

TAD Tableau 34 : Peines prononcées par les chambres correctionnelles⁸⁰

	2013/14	16/09- 31/12/14	2015	2016
Personnes condamnées à une peine privatives de liberté	187	NA	229	150
<i>Peine d'emprisonnement ferme</i>	NA	NA	NA	69
<i>Sursis partiel</i> ⁸¹	NA	NA	NA	22
<i>Sursis total</i>	NA	NA	NA	59
Personnes condamnées avec suspension du prononcé	4	NA	18	6
Travaux d'intérêt général (TIG)	16	NA	37	19

TAD Tableau 35 : Ordonnances pénales (OP) rendus et personnes condamnées

	2013/14	16/09- 31/12/14	2015	2016
--	---------	--------------------	------	------

⁷⁸ Date d'extraction de la base de données 23 janvier 2017.

⁷⁹ Par rapport au total des jugements rendus (296+468).

⁸⁰ Jusqu'en 2015, ces chiffres regroupaient également les peines prononcées en chambre criminelle.

⁸¹ Avec ou sans conditions.

Ordonnances pénales	138	NA	83	201
Part des ordonnances pénales attaquées par opposition	1%	NA	6%	0.5%
Personnes condamnées par ordonnance pénale	141	NA	86	202

t. Chambre du conseil

TAD Tableau 36 : Ordonnances de la Chambre du Conseil

	2015	2016
Renvois	257	336
Affaire renvoyée	110	87
Non-Lieu	30	52
Prescription	6	26
Art.71 CP	2	7
CTC	0	2
CTP	96	148
Ordonnances de transmission - Commissions Rogatoires Internationales	13	14
Demandes de mise en liberté provisoire	97	85
-accordées	3	7
-accordées sous caution	0	0
-accordées sous contrôle judiciaire	8	10
-refusées	86	68
Demandes en révocation du contrôle judiciaire	1	0
- accordées	1	0
- refusées	0	0
Demandes en modification du contrôle judic.	2	1
- accordées	2	1
- refusées	0	0
Demandes en mainlevée d'une interdiction conduire provisoire	41	20
- accordées	7	7
- accordées partiellement	22	7
- refusées	12	6
Demandes en mainlevée saisie	42	42
- accordées	22	24
- accordées partiellement	4	1
- refusées	16	17
Demandes en fermeture provisoire de l'établissement	8	0
Fermeture provisoire ordonnée	5	0
Rejet c/ requête en fermeture provisoire	3	0
Rejet c/ req.Art. 126 du Code d'Instr.Crim.	3	1
Rejet c/ autres req. (restit.caution, extradition, nullité)	3	1
Incompétence de la Chambre du Conseil	0	0

u. Cabinet d'instruction

	2013/14	2015	2016
Nombre total des affaires entrées au cabinet	216	130	142
Nombre des affaires nouvelles – Article 24-1	50	59	87
Mandat d'arrêt	0	0	23
Mandat d'arrêt européen	11	14	23
Mesures de garde provisoire	0	0	0
Mandat d'amener	63	90	72
Détention préventive	68	76	66
Interdiction de conduire provisoire	253	303	229
Validation de saisie véhicules	70	70	43
Descente sur les lieux	6	3	1
Reconstitution des faits	1	2	0
Autopsie	16	24	16
Expertises techniques et compt.			6
Expertises ADN	87	83	40
Expertises psychiatriques et médicales			48
Commissions rogatoires internationales déposées au Cabinet d'Instruction	20	14	14
Commissions rogatoires internationales expédiées du Cabinet d'Instruction	58	53	49
Ecoutes téléphoniques	107	105	33
Ordonnances de repérages	199	211	169

21. Tribunal de la Jeunesse et des Tutelles

v. Tribunal de la Jeunesse

TAD Tableau 37 : Protection de la jeunesse - Affaires sur base de la loi du 10.8.1992

	2013/14	16/09/- 31/12/14	2015	2016
Affaires nouvelles	-	-	-	162
Jugements	111	NA	104	80
Ordonnances et mesures⁸²	-	-	-	159
Mesures de congé accordées	NA	NA	38	41
Mesures de congé révoquées	NA	NA	7	7
Mesures réglant le droit de visite	NA	NA	NA	2
Mesures de garde provisoire	NA	NA	NA	76
Ordonnances de nomination d'avocat	NA	NA	NA	7
Ordonnances de renvoi MP	NA	NA	NA	0
Ordonnances de transfert	NA	NA	NA	0
Autres ordonnances et mesures	112	NA	134	26
Recours contre une décision du juge / tribunal de la Jeunesse	NA	NA	NA	20

TAD Tableau 38 : Affaires en matière civile - Affaires sur base de l'article 302 du Code civil

	2013/14	16/09/- 31/12/14	2015	2016
Affaires nouvelles	NA	NA	NA	16
Affaires pendantes en fin de période	NA	NA	NA	12
Jugements	NA	NA	NA	22
Ordonnances	-	-	-	0
Ordonnances de nomination d'avocat	NA	NA	NA	0
Ordonnances ordonnant la comparution des parties	NA	NA	NA	0
Autres ordonnances	NA	NA	NA	0

⁸² La ventilation détaillée des mesures et ordonnances n'a que été introduite en 2016.

w. Tutelles des Majeurs

TAD Tableau 39 : Les affaires de tutelles et curatelle - Majeurs

	2013/14	16/09/- 31/12/14	2015	2016
Affaires nouvelles	NA	NA	NA	115
Audition de la personne concernée	NA	NA	NA	155
Nombre de dossiers gérés par le juge des tutelles	NA	NA	NA	684
Jugements	-	-	-	99
Déclaration de tutelle	101	NA	98	62
Déclaration de curatelle		NA		30
Jugements de main levée	NA	NA	NA	3
Jugements de refus	NA	NA	NA	4
Nombre de recours	NA	NA	NA	1
Ordonnances	-	-	576	498
Mesures de sauvegarde ⁸³	12	NA	9	101
Ordonnances avant jugement	NA	NA	330	259
Ordonnances après jugement	245	NA	237	138
Actes notariés	NA	NA	NA	23
Conseils de famille	0	NA	0	0
Ventes publiques	NA	NA	NA	1

⁸³ Jusqu'en 2015, les mesures de sauvegardes sont incluses parmi les *Ordonnances avant jugement*.

x. Tutelles des Mineurs

TAD Tableau 40 : Les affaires de tutelles - Mineurs

	2013/14	16/09/- 31/12/14	2015	2016
Affaires nouvelles ⁸⁴				169
Affaires nouvelles en matière de succession	NA	NA	NA	47
Affaires nouvelles relatives à l'art. 380 CC	NA	NA	NA	53
Autres affaires nouvelles	NA	NA	NA	69
Nombre de dossiers gérés par le juge des tutelles mineurs	NA	NA	NA	49
Jugements	64	0	61	62
Jugements (article 380 du code civil)	64	NA	61	62
Jugements dans les affaires d'exécution	0	NA	0	0
Ordonnances	79	0	90	103
Tutelles, mères mineurs, demandeurs d'asile, ...				
Accouchements anonymes	1	1	3	2
<i>Dont consentements à l'adoption dans le cadre des accouchements anonymes</i>	0	NA	1	2
Désignation d'un admin. public (tutelles) ⁸⁵	14	NA	15	10
Désignation d'un admin. ad hoc (tutelles)	NA	NA	NA	8
Désignation d'un admin. public (demandeurs d'asile)	NA	NA	NA	16
Désignation d'un administrateur ad hoc (demandeurs d'asile)	NA	NA	NA	4
Autres ordonnances en la matière ⁸⁶	65	NA	74	0
En matière de l'art. 380				
Ordonnances de nomination d'avocat	NA	NA	NA	0
Ordonnances de médiation familiale	NA	NA	NA	0
Autres ordonnances en la matière	NA	NA	NA	0
En matière de successions				
Acceptations / renonciations	NA	NA	NA	37
Ventes	NA	NA	NA	14
Autres ordonnances en la matière	NA	NA	NA	12
Extraits du plumeau de tutelle	NA	NA	NA	1
Actes notariés	NA	NA	NA	6
Conseils de famille	NA	NA	NA	0
Ventes publiques	NA	NA	NA	0
Déclarations	13	0	21	25
Déclarations d'autorité parentale conjointe	12	NA	20	22
Déclarations de changement de nom	1	NA	1	3

⁸⁴ Nouvelle rubrique depuis le rapport d'activité 2016.

⁸⁵ Demandeurs d'asile inclus jusqu'en 2016.

⁸⁶ La distinction entre les différents types d'ordonnances n'est faite que depuis 2016.

22. Etat civil

TAD Tableau 41 : Statistiques de l'état civil

	2013/14	2015	2016
Extraits délivrés	1953	2121	2047
Mentions marginales inscrites	1410	5822	2447

PARQUET DU TRIBUNAL D'ARRONDISSEMENT DE LUXEMBOURG

Année 2016

GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

**Parquet
du
Tribunal d'arrondissement de
Luxembourg**

Le Procureur d'Etat

**Cité Judiciaire, Bâtiment PL
Plateau du Saint-Esprit
L-2080 LUXEMBOURG**

Luxembourg, le 20 mars 2017

A Mme. le Procureur Général d'Etat
du Grand-Duché de Luxembourg

JPF

Madame le Procureur Général d'Etat,

Je me permets de vous soumettre le rapport d'activité du Parquet de Luxembourg pour l'année civile 2016 (1^{er} janvier - 31 décembre).

Le rapport comprend à côté des chiffres, la description de la plupart des activités du Parquet, ensemble quelques explications, observations et propositions.

I) Affaires entrées au Parquet de Luxembourg

1) Evolution du nombre des affaires

Le nombre total de dossiers (relevant du domaine pénal et hormis les dossiers en matière de protection de la jeunesse) enregistrés au Parquet au cours de l'année a été de 48.976 confirmant la moyenne de +/- 50.000 dossiers sur douze mois constatée les dernières années.

2) Détail des affaires enregistrées au Parquet de Luxembourg durant l'année 2016

(1) en matière criminelle et correctionnelle :

	Auteurs connus	Auteurs inconnus	Total
a) droit commun :	11.145 (13.122) ⁸⁷	17.687 (20.323)	
b) circulation :	4.539 (4.265)	2.395 (2.464)	
<u>sous –total</u> :	15.684 (17.387)	20.082 (22.787)	35.766 (40.174)

(2) en matière de police :

		Total
a) droit commun :	1.819 (1.618)	
b) circulation :	11.391 (11.167)	
	13.210 (12.785)	<u>13.210</u> (12.785)

Grand total : **48.976**
(52.959)

Avec le total des affaires nouvelles enregistrées en matière de jeunesse - rubr. (3) **1.160**
(1.194)
le total général est de **50.136**
(54.553)

A ce chiffre global il convient d'ajouter les affaires relevées sous les diverses rubriques développées ci-après, de même que toutes les affaires civiles relatives à des régimes de protection des intérêts patrimoniaux mineurs et des majeurs, de même que les affaires commerciales relatives aux faillites et autres liquidations qui constituent autant de procédures à traiter avec devoirs d'examen des dossiers et d'assistance aux audiences (cf. rapport d'activité du Tribunal d'arrondissement de Luxembourg – rubriques 5. et 9.).

La nécessité de mettre les effectifs en personnel du Parquet (magistrats et fonctionnaires-employés) en adéquation avec le nombre d'affaires à traiter, signalée depuis quelques années, est en voie de règlement.

⁸⁷ entre parenthèses figurent les chiffres de l'année 2015

Aussi la compensation par un remplacement 1 / 1, de l'affectation de trois magistrats à plein de temps auprès de la Cellule de Renseignement Financier qui à terme sera déconnectée du Parquet, de sorte que ces trois collègues ne pourront plus épauler l'équipe au moins une fois par année pour le service de permanence des fins de semaine (vendredi 18.00 – lundi 08.00 h) et ne plus assurer le suivi d'un certain nombre de dossiers visant des faits de blanchiment, sera mise en oeuvre.

Les réflexions quant à une réorganisation interne sont toujours en cours, de même que l'idée de créer une formation pour fonctionnaires de la carrière moyenne des grades supérieurs, en vue d'occuper la fonction d' « assistant ministère public » en charge du traitement d'affaires relevant du contentieux de masse et concernant des infractions matérielles, avec l'assistance et la supervision des magistrats, de manière à permettre à ceux-ci de se consacrer pleinement aux affaires complexes exigeant une expertise juridique.

(3) en matière de protection de la jeunesse.

Pendant l'année 2015, **1.160** affaires nouvelles ont été enregistrées au Parquet-Jeunesse,

L'évolution du nombre d'affaires se présente comme suit :

(1.194 / 2015 : - 266
affaires nouvelles)

(1.460 / 13-14 : + 159 a.n.)

(1.301 / 12-13 : + 32 a.n.)

(1.269 / 11-12 : + 91 a.n.)

(1.178 / 10-11 : + 46 a.n.)

(1.132 / 09-10 : + 89 a.n.)

(1.043 / 08-09)

Rappel : Pour tout mineur qui n'a pas encore d'inscription au fichier informatique, le secrétariat du Parquet-Jeunesse procède à l'ouverture d'un dossier dans lequel seront enregistrés tous les documents pouvant le concerner, soit comme auteur d'une infraction, soit comme victime en danger physique ou moral.

Si un dossier se trouve déjà ouvert pour un mineur, un procès-verbal ou rapport supplémentaire le concernant qui entre au Parquet-Jeunesse est simplement inscrit dans sa fiche informatique, sans donner lieu à un nouveau numéro.

Le chiffre de **1.160** ne correspond donc pas au nombre de rapports, procès-verbaux et signalements qui sont entrés au Parquet-Jeunesse, mais au nombre de nouveaux cas de mineurs qui ont été signalés et qui ont donné lieu à l'ouverture d'un dossier ; il en découle que ce chiffre ne reflète pas l'ensemble du volume de travail accompli, puisque des dossiers ouverts dans les années judiciaires antérieures ont évidemment encore donné lieu à des traitements.

Observations quant aux chiffres rapportés :

Il est évident que les simples chiffres ne permettent aucune conclusion valable quant à la gravité et l'envergure des faits relevés dans les divers dossiers ; seule une analyse approfondie de l'ensemble des dossiers enregistrés tenant compte de tous les aspects pertinents, permettrait d'exprimer des conclusions fondées.

Il importe de rappeler que les chiffres indiqués ci-avant ne reflètent nullement l'ensemble des domaines d'activité du Parquet, dont les attributions, multiples et souvent complexes, se sont accrus au fil des années et la tendance se poursuit.

S'il est exact que la principale mission du Parquet consiste à pourvoir à l'application de la loi pénale par l'exercice de l'action publique pour la répression des infractions, les activités non directement ou exclusivement pénales ont pris ces dernières années des dimensions bien plus importantes. Il y a lieu de relever ainsi plus particulièrement le traitement prioritaire des demandes d'entraide judiciaire – commissions rogatoires internationales, les activités en matière de protection de la jeunesse et les interventions de plus en plus fréquentes en matière civile et commerciale outre des devoirs plus récents :

- les attributions de Cellule de renseignement financier pour la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme
- les attributions en matière de violences domestiques
- la compétence du Parquet en matière d'ADN
- l'intervention du Parquet en matière de disparition de personnes
- l'action du Parquet en matière de retrait immédiat du permis de conduire
- les démarches pour la dissolution et la liquidation de sociétés commerciales, ainsi que l'accompagnement des procédures de faillite
- le recouvrement des avoirs criminels

(domaines d'intervention plus amplement décrits ci-après)

Eu égard au nombre élevé d'affaires pénales à évacuer, aux autres procédures à suivre et aux autres devoirs qui s'accumulent au cours des années, la charge de travail tant pour les magistrats que pour les fonctionnaires/employés du Parquet ne décroît pas, de sorte que le renforcement respectivement une réorganisation/réaffectation des effectifs demeure un sujet d'actualité permanent.

3) Les suites réservées aux affaires entrées au Parquet de Luxembourg

(entre parenthèses les chiffres de l'année judiciaire 2015)

A) Saisines du cabinet d'instruction durant l'année 2016

1. Nombre d'affaires dont le cabinet d'instruction a	
---	--

été saisi	2.732 (2.976)
- réquisitoires du parquet tendant à l'ouverture d'une information judiciaire crimes ou délits - réquisitoires sur base de l'article 24-1 nouveau du Code d'instruction criminelle	1.145 (1.342) 256 (211)
- réquisitoires du Parquet tendant à une interdiction de conduire provisoire - réquisitoires en validation de saisie d'une voiture	1.052 (986) 374 (437)
2. Plaintes avec constitution de partie civile	309 (271)
3. Commissions rogatoires internationales non-comprises dans 1. et 2. (Loi 2000-mesures coercitives)	631 + 72 addit. (570)

B) Saisine de la Chambre du conseil du Tribunal d'arrondissement

Pour l'année 2016, **1.891** (1.847) réquisitoires ont été soumis à la Chambre du conseil, se subdivisant comme suit :

- 1) règlement de la procédure dans une affaire nationale,
par renvoi devant le tribunal de police **305** (180),
par renvoi devant une chambre correctionnelle **643** (658),
par renvoi devant une chambre criminelle **42** (31),
par placement en établissement psychiatrique pour raisons de santé mentale - art. 71 CP **5** (8),
par déclaration de non-lieu à suivre **225** (197) et pour autres causes (extinction AP etc.) **27** (21) ;
- 2) règlement de la procédure dans le cadre de demandes d'entraide judiciaire internationale en matière pénale ayant comporté des mesures coercitives **644** (576).

Réquisitoires d'ordonnance pénale correctionnelle **812**

Affaires ayant donné lieu à des recours et comporté l'intervention du Parquet : **1535** (1515)

(détail cf. rapport d'activité du Tribunal d'arrondissement de Luxembourg – rubrique 8.-D)

C) Jugements et ordonnances pénales (dans le cadre de l'exercice de l'action publique par le Parquet)

1) jugements rendus par la chambre criminelle :	53*	(51)
(* dont 32 au fond)		
2) jugements rendus par les chambres correctionnelles	3.568	(3.731)
a) dont jugements rendus par un juge unique	1.861	(2.023)
b) dont jugements rendus en formation collégiale	1.317	(1.708)
3) Ordonnances pénales en matière correctionnelle :	812	(1.791)
4) jugements en matière de police	921	(696)
a) Luxembourg	535	(441)
b) Esch	386	(255)
5) Ordonnances pénales en matière de police :	4.582	(4.575)
a) Luxembourg	2.724	(2.720)
b) Esch/Alzette	1.858	(1.871)
6) Jugements et ordonnances du tribunal de la jeunesse	650	(651)
Grand total :	10.586	(11.495)

Certaines remarques s'imposent quant au nombre des jugements rendus :

Les différentes juridictions de l'arrondissement judiciaire de Luxembourg (y compris les tribunaux de police et le tribunal de la jeunesse) ont rendu comme juges du fond en tout 10.586 décisions en matière pénale et de jeunesse, correspondant à autant de dossiers de procédure traités par les magistrats du Parquet, avec la précision que par un même jugement (ou une même ordonnance pénale) plusieurs dossiers peuvent être concernées et de multiples infractions peuvent être sanctionnées.

Quant au nombre d'affaires ayant donné lieu à des jugements, il faut évidemment distinguer entre les affaires complexes - surtout en fait (nécessité de prouver de nombreux faits contestés et/ou comportant des explications techniques et scientifiques laborieuses) et les affaires comportant moins de devoirs d'instruction à l'audience ; il est admis que si une affaire plutôt complexe occupe une audience entière et donne lieu à un jugement, il aurait été possible d'évacuer durant la même audience jusqu'à six d'affaires simples.

Pour apprécier la complexité et l'envergure d'une affaire, un indicateur objectif est certainement le volume en terme de temps, la durée en audiences nécessitées pour l'évacuation d'une affaire.

A ce sujet le tableau suivant est révélateur en comparant les années écoulées :

Audiences/affaires : 07/08 – 08/09 – 09/10 – 10/11 – 11/12 – 12/13 – 13/14 – 2015 - 2016

1 aud.		57	44	46	56	66	58	73	78	87
2 =	:	32	26	29	31	30	26	17	45	38
3 =	:	19	13	25	18	10	14	11	12	9
4 =	:	7	11	8	14	9	5	3	4	14
5 =	:	2	1		3		3	1	3	3
6 =	:		1		2	1	6	1	1	2
7 =	:	2	2	1	1	1	4	3		
8 =	:	2	1	2	1		3		2	2
9 =	:		1			1		1		
10 =	:					2				1
11 =	:	1							1	
12 =	:							2	1	
13 =	:	1								
16 =	:	1								
20 =	:									1
23 =	:		1							
24 =	:	1						2		
26 =	:							1		

Rapport aff./aud. 124/294-102/260-111/234-126/270-123/308-116/312-112/217-147/280-157/310

* L'affaire des attentats à l'explosif des années 1984-1986, interrompue, a pris en tout 175 audiences au moment du congé d'été, et doit être considérée comme « hors normes », pour des raisons qu'il n'y a pas lieu de développer à cet endroit.

Chaque affaire au fond se terminant par un jugement, 157 jugements ont donc été rendus après 310 audiences. Si en lieu et place de ces affaires importantes et d'envergure, uniquement des affaires simples absorbant peu de temps avaient été fixées pour toutes ces audiences, quelques 1000 affaires correctionnelles supplémentaires auraient pu être évacuées avec un nombre équivalent de jugements prononcés.

D) Affaires ayant fait l'objet d'une mesure alternative ou ne comportant pas de poursuites :

a) Affaires soumises à la médiation	41 (24)
b) Affaires où le Parquet a dressé un avertissement contenant un rappel de la loi à des délinquants primaires ayant commis un délit mineur	353 (254)
c) Affaires où le Parquet s'est fait remettre des rapports afin d'examiner le suivi social d'une personne et a procédé au classement si son évolution est positive, procédure uniquement appliquée dans les affaires de peu d'importance, si après incitation du Parquet il y a règlement des intérêts civils	5 (8)
d) Affaires à connotation plutôt civile que pénale où le débiteur a été invité à régler sa dette (chèque sans provision, pension alimentaire non payée dans certaines situations, certains accidents de la circulation)	91 (26)
e) Affaires où des conducteurs d'un véhicule automoteur qui avaient commis une contravention relativement peu grave au code de la Route se sont vu offrir la possibilité de participer à un stage de réhabilitation de conducteur	102 (113)
f) Affaires où, notamment en matière de protection d'environnement et d'élimination de déchets, les délinquants ont été invités à procéder à un rétablissement des lieux	(19)
g) Rapports en matière de suicide, contrôles d'identité	262 (281)
Total :	854 (706)

E) Affaires dénoncées à l'étranger : 82 (84)

F) Affaires où une décision juridictionnelle de non-lieu est intervenue : 225 (197)

G) Affaires classées.

Eu égard à l'impossibilité d'interpréter correctement les chiffres des affaires classées sans suites, pour des raisons diverses, sans examiner en détail la majeure partie des dossiers concernés, démarche trop importante en volume de travail, il convient de faire abstraction de ces chiffres, et de retenir que de l'ensemble des affaires qui n'ont pas connu de suites judiciaires directes devant le tribunal correctionnel pour l'année judiciaire 2013-2014, il y a lieu de déduire :

- 82 (84) affaires qui ont été dénoncées à l'étranger
- 854 (706) affaires qui ont fait l'objet d'une mesure alternative aux poursuites ou ayant trait à des faits non constitutifs d'une infraction
- 305 (180) affaires qui ont fait l'objet d'une dé-correctionnalisation (poursuites judiciaires, mais devant le tribunal de police).

Total : 1.241 (970) affaires.

Observation:

Dans le contexte du classement ad acta – expression du principe d'opportunité des poursuites suivant lequel procède le ministère public (art. 23, (1) CIC), il est utile de mentionner certaines conclusions tirées du rapport "Refonder le ministère public" rendu sous la présidence du Procureur Général Honoraire Jean-Louis Nadal le 28 novembre 2013 à la Garde des Sceaux de la République française (p. 45 et 47)

L'organisation des parquets, mais aussi les modes de traitement des affaires pénales, doivent être conçus de telle sorte que les magistrats du ministère public puissent se consacrer aux faits les plus graves et les plus sensibles, aux enquêtes les plus complexes et, plus généralement, à toutes les questions d'application de la loi pénale qui appellent une expertise juridique.

L'exercice d'une action publique de qualité exige des marges de manoeuvre indispensables.

Pour fonctionner correctement et efficacement, le ministère public doit pouvoir classer sans suite les affaires qui n'ont pas besoin d'une réponse judiciaire formelle en raison de leur gravité minime, du faible préjudice causé, des circonstances particulières de commission des faits ou de la personnalité de l'auteur.

Il faut éviter que l'essentiel du temps des magistrats du parquet soit absorbé par la mise en oeuvre de réponses pénales de moyenne ou de faible intensité appliquées à un nombre toujours plus important d'affaires, les empêchant de se consacrer à la poursuite de comportements plus graves et/ou plus complexes qui nécessitent une réponse effective dans un délai raisonnable.

H) Tableau des appels à l'égard des décisions de première instance

Il est renvoyé au rapport d'activité des juridictions visées – Tribunal d'arrondissement et Justices de paix.

I) Stock des affaires criminelles et correctionnelles en voie de fixation

Au 31 décembre 2016 le stock des affaires prêtes à être portées à l'audience se présentait comme suit :

Affaires à fixer devant une composition collégiale – 396 affaires pour 148 audiences prévues.

Affaires à fixer devant un juge unique – 435 affaires pour 39 audiences prévues.

II) Domaines d'intervention donnant lieu à des observations particulières.

A) Violences domestiques

La loi modifiée du 8 septembre 2003 sur les violences domestiques a attribué au Parquet de nouvelles et délicates attributions, puisque ce n'est que de l'accord d'un magistrat du Parquet, saisi d'un rapport des fonctionnaires de police intervenus sur place, qu'une personne peut être expulsée pour une durée de 14 jours de son domicile (à l'origine 10 jours), parce qu'elle a exercé des violences à l'égard d'une personne avec laquelle elle cohabite ou encore qu'elle se prépare à commettre une infraction contre cette personne.

Après dix années d'application, le législateur a procédé à un réaménagement des dispositions légales encadrant la réponse à la violence domestique et le texte instituant la mesure de l'expulsion se lit désormais comme suit :

(Loi du 30 juillet 2013)

«**Art. 1^{er}.**

(1) Dans le cadre de ses missions de prévention des infractions et de protection des personnes, la police, avec l'autorisation du procureur d'Etat, expulse de leur domicile et de ses dépendances les personnes contre lesquelles il existe des indices qu'elles se préparent à commettre **à l'égard d'une personne, avec laquelle elles cohabitent dans un cadre familial**, une infraction contre la vie ou l'intégrité physique, ou qu'elles se préparent à commettre à nouveau à l'égard de cette personne, déjà victime, une infraction contre la vie ou l'intégrité physique.

La personne qui fait l'objet d'une mesure d'expulsion ne peut exciper d'éventuels droits réels ou personnels par rapport au domicile pour s'opposer à la mesure.

La personne expulsée est informée de son **droit de formuler un recours** contre la mesure d'expulsion selon les modalités prévues aux articles 1017-1 et 1017-2 du Nouveau Code de procédure civile. Ce recours n'a pas d'effet suspensif. »

Il y a dès lors extension du nombre possible des personnes à protéger : Peuvent partant être victimes non seulement toutes les personnes proches énumérées dans la loi du 8 septembre 2003 dans sa formulation initiale, mais toute personne avec laquelle l'auteur **cohabite**, c'est-à-dire habite d'ordinaire au même logement, **dans un cadre familial**.

Cette formulation a été retenue par le législateur pour tenir compte de la diversité des modèles de vie et de famille existant de nos jours, et notamment des familles recomposées.

Ainsi, tous les descendants de la personne avec laquelle l'auteur cohabite dans un cadre familial sont pris en compte, sans qu'il y ait lieu de distinguer entre descendants majeurs ou mineurs.

Ne sont par contre pas visés les situations de location collective par un groupe de personnes (Wohngemeinschaften), de sous-location, ni les au-pair.

Concurremment avec le droit de la personne protégée de demander au Président du Tribunal d'arrondissement la prolongation de la mesure d'expulsion (interdiction de retour pour une durée maximale de trois mois), la loi prévoit désormais aussi pour la personne expulsée, le droit d'agir par la même voie contre la mesure prise à son encontre et d'obtenir sa mainlevée.

La loi de 2013 a également augmenté la durée minimale de la période d'expulsion de 10 à 14 jours.

L'expulsion du domicile est une décision particulièrement incisive qui doit être prise par le magistrat de permanence normalement dans la nuit, puisque c'est habituellement à ce moment que les incidents susceptibles d'être qualifiés de violences domestiques se produisent.

Durant l'année 2016 ont ainsi été autorisées 247 expulsions dans le cadre de 731 interventions de la Police.

Evolution chronologique des chiffres:

Année judiciaire	Expulsions autorisées	Interventions
2003-2004	112	218
2004-2005	136	269
2005-2006	159	308
2006-2007	173	337
2007-2008	200	399
2008-2009	230	451
2009-2010	230	473
2010-2011	257	521
2011-2012	311	670
2012-2013	302	728
2013-2014	311	809
2015 (a.civ.)	228	708
2016 (a.civ.)	247	731

Il se dégage de ce tableau que le magistrat de service a été sollicité au cours de l'année écoulée dans au moins 247 cas.

Nombre de personnes dont plusieurs expulsions ont été autorisées depuis l'entrée en vigueur de la loi sur la violence domestique

Personnes expulsées 2 fois : 251 (228) personnes (+ 23)
Personnes expulsées 3 fois : 54 (43) personnes (+ 11)
Personnes expulsées 4 fois : 24 (17) personnes (+ 7)
Personnes expulsées 5 fois : 6 (6) personnes (+ 0)
Personnes expulsées 6 fois : 1 (1) personne

Si le tableau est inquiétant en soi, puisqu'il révèle qu'il y a eu non moins de 2.896 expulsions depuis le 1^{er} novembre 2003, il y a l'augmentation du nombre des récidivistes qui est également problématique. De même il ne faut pas oublier le chiffre occulte (noir) de cas non portés à la connaissance des autorités qui existe certainement dans ce domaine, puisque bon nombre de victimes hésitent, pour des raisons bien humaines et compréhensibles, à solliciter la Police en cas de survenance d'une situation de violence domestique.

Quant au recours à la médiation prévue par l'article 24, (5) du code d'instruction criminelle,

le législateur n'a pas modifié la loi de 2003, de sorte que ce type de réponse à une situation de violence domestique, bien qu'elle se prêterait à de nombreux cas, demeure exclue.

B) Personnes signalées comme disparues

(entre parenthèses les chiffres des périodes antérieures)

Au cours de l'année 2016 écoulée, **367** (277) (204) (173) (191) (177) (211) (172) disparitions de **mineurs** ont été signalées au Parquet de Luxembourg, dont **196 garçons** (134) (72) (65) (72) (56) (87) (98) et **171 filles** (143) (132) (108) (119) (121) (124) (74).

Durant la même année **129** (126) (125) (132) (161) (125) (158) disparitions de personnes **majeures** qualifiées d'inquiétantes ont été signalées, dont **46** concernaient des **femmes** (48) (53) (53) (79) (46) (50) (52) et **83** des **hommes** (83) (72) (79) (82) (84) (75) (106).

Ces disparitions comportent des devoirs d'une importance fort variable, et les cas qui se prolongent sur une période plus étendue, nécessitent dès lors de nombreuses démarches.

C) Les procédures d'identification par empreintes génétiques

Depuis l'entrée en vigueur de la loi « ADN » en 2006, et le recours quotidien aux procédures d'identification par empreintes génétiques en matière pénale, dont l'utilité est évidente, les parquets et cabinets d'instruction utilisent l'expertise ADN de façon habituelle comme tous les autres moyens de recherche à leur disposition. Les chiffres fournis par le Service de Police Judiciaire sont repris dans le rapport d'activité du Parquet Général qui intervient comme autorité centrale dans ce domaine.

D) Retrait immédiat du permis de conduire / interdiction provisoire de conduire.

(Art.13, paragr.14 de la loi modifiée du 14.2.1955 règlementant la circulation sur toutes les voies publiques - en vigueur depuis le 1.10.2007)

Les résultats de l'application de cette mesure se présentent comme suit. :

Durant l'année 2016, la Police a procédé dans l'arrondissement judiciaire de Luxembourg à **1.746** (1.636) (2136) (1889) (1979) (2089) (1933) (1871) (1599)⁸⁸ **retraits immédiats du permis de conduire**, en raison des infractions suivantes :

- **alcoolémie** > à 0,55 mg/l air expiré (y compris refus de se soumettre aux mesures de contrôle)

1.447 retraits (1283) (1622) (1471) (1552) (1682) (1558) (1438) (1234)

- excès de **vitesse** (>50% vit.max.-min.+ 40km/h)

299 retraits (353) (442) (324) (333) (389) (366) (355) (333)

⁸⁸ entre parenthèses figurent les chiffres des années judiciaires antérieures à compter de 2007-2008

Interdictions provisoires de conduire ordonnées par le juge d'instruction sur réquisitoire du Parquet en 2016, suite aux retraits immédiats.

- **1.052** (986) (1339) (1275) (1335) (1432) (1347) (1165) (1118)

- **694** (650) (797) (614) (569) (638) (512) (521) (481) permis ont été restitués.

E) Certaines autres activités du Parquet durant l'année 2016

Demandes d'entraide internationale traitées par le Parquet (demandes Parquets étrangers, CRI civiles)	936	(909)	(939)
Mandats d'arrêt européen (46) et demandes d'extradition (5)	51	(25)	(46)
Observations transfrontalières	36	(31)	(37)
Entraide par video-conférence	Observations transfrontalières	10	17 (10)
Commissions rogatoires internationales (loi 2000)	631+72 addit.	(570)	(623)
Pièces à conviction	4809	(4518)	(4025)
Réclamations et plaintes visant des fonctionnaires de Police	82	(96)	(55)
Réclamations et plaintes visant huissiers de justice	6	(16)	(18)
Etat civil	735	(692)	(680)
Adoptions	114	(75)	(102)
Successions vacantes	13	(29)	(50)
Réhabilitations judiciaires	87	(63)	(65)
Notifications/Huissiers	4	(8)	(4)
Saisies immobilières	11	(15)	(11)
Avis autorisations d'établissement	240	(221)	(243)
Patentes de Gardiennage	880	(515)	(311)
Placements psychiatrie-procédures	(204)	(156)
(recours des personnes placées- intervention du MP à l'audience contradictoire d'examen de la requête d'élargissement)	96	(75)	
Naturalisations	22	(15)	
Reconnaissance mutuelle (mesure de contrôle judiciaire)	2		
Experts (vérif. demande agréation sur liste MJ)	71	(92)	(84)
Divers (barreau, organisation service des huissiers de justice, legs, loteries, avis divers, avis en matière de législation, questions parlementaires, armes prohibées, exequaturs de jugements étrangers rendus en matière civile)	516	(734)	(734)

Remarques :

L'augmentation constante du nombre de commissions rogatoires internationales comportant des actes coercitifs en application de la loi modifiée du 8 août 2000 sur l'entraide judiciaire internationale en matière pénale est significative (631 dossiers ouverts sur une demande initiale avec 72 additionnelles dans le même dossier).

La procédure judiciaire qu'elles comportent (intervention d'un juge d'instruction, contrôle de la Chambre du conseil, réponse à d'éventuels recours) prend donc autant du temps de

travail des magistrats traitant les affaires économiques et financières chargés du suivi de ces demandes d'entraide au niveau du Parquet.

A noter les nombreuses CRI additionnelles qui sont souvent consécutives aux résultats obtenus par la demande initiale, et qui ne sont pas enregistrées sous une référence séparée, mais sous celle de la CRI originale, et qui comportent au moins les mêmes devoirs au niveau des actes de procédure que les demandes initiales ; ces demandes d'entraide additionnelles augmentent donc le nombre d'affaires d'entraide à mesure coercitive d'autant. Cette circonstance ne manque pas d'augmenter la pression qui pèse sur les magistrats et les fonctionnaires.

Il en va de même pour les procédures et formalités civiles pour lesquelles le Parquet intervient, ainsi que pour les demandes de réhabilitation judiciaire.

L'augmentation conséquente du nombre des pièces à conviction sur les cinq dernières années (2.989 > 3.237 > 3.524 > 3.564 > 4.025 > 4.518 > 4.809) mérite pareillement d'être signalée, alors que leur enregistrement et traitement doit être soigné.

La gestion des voitures saisies, dont le chiffre se situe entre 600-700 véhicules, nécessite également une attention sans faille. A plusieurs reprises déjà, le gestionnaire de la fourrière judiciaire à Sanem et Colmar-Berg a signalé que le niveau de saturation était atteint et que de nouveaux véhicules saisis ne pourraient plus être accueillis, alors que les entrées sur saisie dépassent largement les sorties sur vente ou restitution, en fonction de l'évacuation des affaires.

Sociétés commerciales en situation irrégulière et suivi faillites.

En application de l'art.203 de la loi modifiée du 10.8.1915 sur les sociétés commerciales, **454** (517) (446) (561) **jugements de dissolution et de liquidation de sociétés commerciales** en situation irrégulière ont été prononcés sur requête afférente du Parquet.

Le stock de dossiers prêts à être soumis au tribunal s'élève à **6940** (4729) (5211) (4505) unités, soit le volume de plusieurs années (avec en moyenne 5-600 dossiers par année judiciaire, suivant l'envergure des diverses affaires). Il est urgent de décharger le tribunal de cette compétence qui engendre principalement des travaux administratifs pour ne lui laisser sa compétence que pour les affaires relatives à la dissolution et liquidation de sociétés commerciales qui soulèvent des questions juridiques nécessitant une décision sur un litige.

240 (221) avis ont été émis concernant des demandes d'établissement émanant de personnes impliquées antérieurement dans des procédures de faillite.

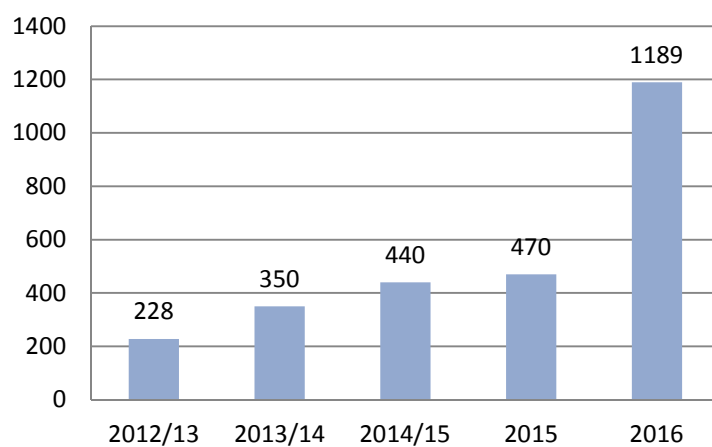
Faillites.

Les chambres commerciales du Tribunal d'arrondissement de Luxembourg ont prononcé en 2016 quelques **915** faillites (793 en 2015), pour lesquels le Parquet ouvre un dossier en vue de suivre la procédure collective et pour apprécier sa clôture sur base du rapport que le curateur de la faillite doit soumettre.

Lutte contre la cybercriminalité

Depuis avril 2011, deux magistrats traitent plus spécialement les dossiers de cybercriminalité (y non compris les dossiers de pédopornographie, de racisme et de terrorisme -par voie de médias électroniques, pour lesquels les magistrats spécialisés en ces matières respectives demeurent compétents).

Nombre d'affaires ouvertes en matière de cybercriminalité (23.01.2017)



Affaires par type de cybercriminalité

		2013/14	2015	2016
Escroqueries (phishing, faux ordres de virement, etc..)	CYBER	51	178	526
« CEO Fraud »	ECEO	30	35	12
Extorsions et tentatives d'extorsions à l'aide de vidéos délicates	SEXT	4	99	63
Ventes diverses par Internet / Escroqueries à la carte de crédit	VOLO	NA	28	481
Escroqueries impliquant Western Union	WEUN	NA	NA	29
Fraude « Banque en ligne »	VOLM	NA	NA	78

Suites données aux dossiers

	2013/14	2015	2016 ⁸⁹
Affaires nouvelles	NA	NA	84
Classé sans suites	24	27	34
Enquêtes / dénonciations et autres suites	40	42	57
Instruction judiciaire	19	11	10
Mini-Instruction	3	6	4
SAI	357	370	1000

F) Cellule de Renseignement Financier (CRF).

Dans la mesure où la CRF publie un rapport séparé très fouillé et exhaustif, les chiffres en relation avec cette attribution du Parquet de Luxembourg, ne sont plus repris dans le rapport d'activité général.

G) Recouvrement d'avoirs criminels.

Entraide judiciaire au stade final par la procédure d'exequatur des décisions étrangères de confiscation d'avoirs préalablement saisis par les autorités judiciaires luxembourgeoises sur demande d'entraide afférente.

A côté de ces procédures, la recherche d'avoirs d'origine criminelle donne lieu par l'application de la décision-cadre 2007/845/JAI du Conseil du 6 décembre 2007 relative à la coopération entre les bureaux de recouvrement des avoirs (BRA) des États membres en matière de dépistage et d'identification des produits du crime ou des autres biens en rapport avec le crime à des requêtes formalisées de la part des services compétents des autres États membres de l'Union Européenne, requêtes aux fins de rechercher et vérifier les valeurs patrimoniales de personnes suspectées d'être impliquées dans des activités criminelles lucratives générant des biens et avantages patrimoniaux respectivement dans le recel/blanchiment de tels avoirs, et requêtes aux fins de retracer le cheminement de tels avoirs.

Pour l'année 2016, le nombre de requêtes traitées par le magistrat assurant le bureau de recouvrement des avoirs criminels (asset recovery office-ARO) dont le Parquet de Luxembourg est en charge, a été de (30 38) (45) requêtes entrées et de 2 (2) (4) requêtes luxembourgeoises sortantes.

Le Ministre de la Justice a délégué au BRA le pouvoir de négocier avec les autorités des États Membres requérants l'exequatur des décisions de confiscation, sur base de critères prédéfinis en général, des accords de partage des avoirs confisqués.

Accords de partage négociés : 5 (4) (2) (entre parenthèses 2015 et 2013-14)

Total avoirs confisqués	:	3.965.263 EUR	(572.574) (336.915)
Part avoirs transférés à un Etat tiers	:	1.772.501 EUR	(249.537) (168.457)
Part avoirs acquis au Luxembourg	:	1.774.416 EUR	(250.116) (168.457)
Part avoirs restitués à des victimes	:	181.822 EUR	(72.940)

Représentation ARO Luxembourg dans les instances internationales :

Réunions semestrielles de la plateforme des BRA de l'UE à Bruxelles

11e Assemblée générale du réseau international CARIN (26 -27 mai 2016 à Rotterdam)

III) Suggestions.

En matière d'**organisation judiciaire** il serait utile de revoir la durée de la période de service réduit, les fameuses « vacances judiciaires », en allongeant d'une semaine le fonctionnement normal des juridictions (p.ex. du 15 juillet au 22 juillet), et en réduisant d'une semaine la période de service réduit (p.ex. du 16 septembre au 9 septembre), tout en répartissant les deux semaines ainsi dégagées sur la période du congé de Noël et en créant une période de congé de carnaval effectif ; en effet de nombreuses affaires fixées aux audiences de cette semaine de congé scolaire doivent être décommandées (et au mieux remplacées) pour cause d'absence de personnes appelées à comparaître comme prévenu, témoin ou expert respectivement d'avocats au motif de séjour de vacances à l'étranger.

Les observations et réflexions développées dans les rapports d'activité des années antérieures sur la nécessité de légiférer dans les divers domaines y indiqués et qui n'ont pas encore été mises en œuvre respectivement prises en considération, sont réitérées, n'ayant rien perdu de leur actualité.

En matière de droit matériel :

- réglementer et sanctionner le cas échéant pénalement le « **pantouflage** » (fonctionnaires démissionnaires exerçant dans la suite des fonctions dans une entreprise surveillée ou contrôlée comme représentant de l'autorité publique ou active dans un domaine d'activité pour lequel l'ex-fonctionnaire a participé à l'élaboration de la réglementation ;

- moderniser d'urgence la législation en matière de **marchandises contrefaites ou piratées**, la législation sur le **vandalisme et spécialement le fléau des « graffitis »**, ainsi que la législation sur les **incendies** ;

- abrogation de l'interpellation préalable pour l'infraction d'**abandon de famille** ;

- revoir la nature et le quantum de la peine des infractions de banqueroute (un avant-projet de loi du Ministre de la Justice a été avisé par les autorités judiciaires) ;

- révision des dispositions en matière d'administration de la faillite (un avant-projet de loi du Ministre de la Justice a été avisé par les autorités judiciaires) ;

- réflexion sur l'introduction du **délit générique de « non justification de ressources »** (défaut de preuve de la provenance légale des biens dont une personne a le pouvoir de disposer) en vue de la mise en œuvre de dispositions légales à créer permettant la confiscation de biens mal acquis sur base de présomptions circonstanciées, **ou** bien dans le même contexte, et peut-être même de préférence, pour être en phase avec les exigences de la Cour Européenne des Droits de l'Homme (cf. CEDH-5.7.2001, affaire 41087/98 Philipps c. Royaume Uni), élaborer en matière de privation et de recouvrement de biens et avantages patrimoniaux mal acquis, une **législation spécifique** ne recourant plus au concept pénal traditionnel de la confiscation, peine principale ou accessoire dans le cadre de la condamnation d'une personne physique ou morale en répression d'une infraction, mais visant à prévenir l'enrichissement et la prise d'influence conséquente dans le domaine économique légal sur base d'avoirs patrimoniaux dont la provenance légale n'est pas retraceable, par le biais d'une confiscation frappant les éléments de patrimoine dont l'origine légale ne peut être vérifié et dont le titulaire ne serait pas à même d'apporter la

preuve, ce qu'il devrait pouvoir être à même de faire en cas d'obtention par des moyens légaux (idée que la validité de la propriété est directement liée à son acquisition par des moyens légaux, la voie frauduleuse ne pouvant conférer une propriété valable exempte de vice ; la personne visée par la procédure n'est pas mise en situation de devoir établir qu'elle n'a pas commis une infraction, mais elle devra apporter la preuve positive de la provenance légale des biens sur lesquels elle exerce un pouvoir de disposition) (plusieurs modèles dans divers Etats Membres de l'Union Européenne) ;

- révision de la nature de la **faute pénale involontaire** ayant causé un préjudice corporel ou un homicide ;

- remaniement de l'agencement de l'infraction de **blanchiment** en faveur d'un libellé général, à l'instar de l'infraction de recel, à laquelle elle est fortement apparentée, sans recours à une liste d'infractions primaires ;

- révision des **peines de police**, notamment pour permettre de faire davantage usage de la procédure de dé-corréctionnalisation.

En matière de procédure pénale :

- réfléchir à l'introduction de la notion du « **témoign assisté** » ;

- accorder à la chambre du conseil du tribunal d'arrondissement la prérogative d'ordonner, d'office ou sur demande, un **acte d'instruction complémentaire après la clôture de l'information** par le juge d'instruction ;

- réforme des dispositions en matière de **jugements par défaut** (généralisation de la notion de jugement réputé contradictoire, non susceptible d'opposition, en cas de notification-remise directe de la citation à comparaître à la personne visée par la poursuite; éviter les situations de blocage en cas de disparition du condamné n'ayant pas comparu, en prévoyant que la notification est réputée faite en bonne et due forme, avec départ du délai de recours, si elle a été faite à domicile, y inclus le domicile élu, ce domicile élu valant jusqu'à communication formelle d'une nouvelle élection de domicile, respectivement si elle intervient par voie de publication dans un journal ou sur un support informatique) ;

- réintroduction du **cautionnement** sous réserve de l'accord d'un magistrat du Parquet ;

- réglementation des **pouvoirs de saisie** en dehors d'une procédure pendante ;

- réaménagement du principe « le pénal tient le civil en état » pour éviter les **abus de procédure** à des fins dilatoires (plaintes avec constitution de partie civile auprès du juge d'instruction bloquant une procédure civile pendante ou à venir) ;

- révision de la procédure en matière de dissolution et de liquidation judiciaire de sociétés commerciales (un avant-projet de loi du Ministre de la Justice a été avisé par les autorités judiciaires) ;

- révision de la liste des infractions retenue aux **articles 48-17 (infiltration) et 66-2 (injonction toutes banques) du Code d'instruction criminelle** - prévoir art. 162 – 178

Code pénal, pour y inclure les infractions de falsification et contre-façon de billets de banque, la formulation actuelle art. 162 – 170 ne visant que la fausse monnaie ;

- prévoir des dispositions légales permettant le recours à la **vidéoconférence** et à la **téléconférence** pour les besoins de l’instruction des affaires nationales (transposition de la Convention UE du 29 mai 2000 relative à l’entraide judiciaire en matière pénale – art.10 et 11) ;

- **compléter l’art. 26, 1. de la loi du 17 mars 2004 relative au mandat d’arrêt européen** pour avoir un moyen subsidiaire d’agir en vue de la remise, dans l’hypothèse de la fuite ou de l’élargissement sur erreur administrative d’un prévenu en détention préventive – renvoyé ou citée devant la juridiction de jugement et aucune situation procédurale attribuant compétence à une juridiction pour émettre un mandat d’arrêt européen n’est donnée ;

Proposition de texte :

«1. Lorsqu’il y a lieu de croire qu’une personne recherchée au Luxembourg aux fins de poursuite se trouve sur le territoire d’un autre Etat membre de l’Union européenne, un mandat d’arrêt européen est émis, selon les formes et dans les conditions prévues aux articles 1^{er} et 2, par le juge d’instruction et par les juridictions d’instruction et de jugement dans la mesure où ils sont compétents, au titre du Code d’instruction criminelle, pour émettre un mandat d’arrêt, **sinon par le magistrat du ministère public respectivement compétent.** »

- **extension des prérogatives en cas de crime ou délit flagrant** pour inclure le pouvoir d’ordonner le repérage-retraçage de télécommunications et la surveillance par moyens techniques de toutes formes de communication, actuellement réservé au seul juge d’instruction par les art. 67-1 et 88 du Code d’instruction criminelle ; il y a des faits criminels qui bien que constituant des infractions consommées, en termes juridiques, continuent à évoluer dans le temps (p.ex. prise d’otages, enlèvements, holds-ups, attaques terroristes etc.) et conduisent à des constellations et situations qui rendent l’intervention du juge d’instruction avant que les faits délictueux n’aient trouvé une fin (appréhension et/ou sécurisation des victimes), non indiquée et difficilement compatible avec son statut et sa mission. Il serait conforme à la logique que les magistrats du Parquet disposent des moyens de recherche visés qui ne sont pas plus dérogatoires aux droits que le pouvoir de perquisition et de saisie admis sans réprobation, de même que le pouvoir d’arrestation-rétention dans le cadre de l’enquête de flagrance.

- prévoir le pouvoir de **vendre** sur ordonnance du juge des **objets saisis** dont la valeur risque de diminuer respectivement dont les frais de garde adéquate risquent de dépasser la valeur de la chose saisie à moyen/long terme, avec consignation du produit de la vente correspondant à la valeur monétaire du bien jusqu’à la décision sur le fond de l’affaire.

Concernant le contentieux jugé par la **Chambre du conseil** du Tribunal d’Arrondissement, il serait indiqué de prévoir une modification quant au traitement des requêtes en **audience** contradictoire. La grande majorité des requêtes adressées à cette juridiction peuvent être jugées sur dossier et pièces, et ne se décident pas sur la présentation personnelle du requérant ni sur la plaidoirie de son avocat, mais sur l’appréciation de circonstances objectives et vérifiables sur documents, l’audience contradictoire n’apportant rien de plus pertinent ni concluant. En matière de procédures de règlement cette manière de traiter les affaires sur base des seuls écrits est appliquée sans donner lieu à des problèmes (renvoi et

non-lieu dans les affaires nationales, régularité et transmission de pièces dans les procédures d'entraide).

Cela permettrait au magistrat du Parquet, titulaire du dossier concerné, de prendre position par écrit quant à la requête, dont il aurait connaissance par ce biais, et cela éviterait que chaque semaine un autre magistrat doive consulter le dossier d'un collègue dont il ignore souvent les détails et les développements.

Cette façon de procéder éviterait pareillement bon nombre de transports de détenus. Il faudrait de même prévoir alternativement l'usage de la vidéo-conférence pour les requêtes de mise en liberté provisoire.

Dans le domaine du **travail de police judiciaire**, le recours croissant aux enquêteurs de la police technique pour la recherche, la saisie et l'exploitation de toutes sortes de traces en vue de constituer des dossiers à preuves techniques et scientifiques en vue de déterminer notamment le déroulement des faits et les personnes impliquées, ainsi que leurs positions et interventions respectives; cette sollicitation de plus en plus importante exige une augmentation indispensable et adéquat des effectifs, véritable défi, surtout que la formation de tels spécialistes (à condition de trouver les volontaires qu'il faut) dans un délai rapproché peut constituer un problème insurmontable.

Profond respect.

(Jean-Paul FRISING, Procureur d'Etat)

**PARQUET
DU TRIBUNAL D'ARRONDISSEMENT
DE DIEKIRCH**

Année 2016

PARQUET
près le
TRIBUNAL D'ARRONDISSEMENT
de
DIEKIRCH

Madame le Procureur Général d'Etat,

Je me permets de vous faire tenir le rapport d'activité du Parquet de Diekirch pour la période du 1^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2016, ensemble avec quelques observations sur le fonctionnement actuel dudit parquet. Les chiffres y mentionnés se rapportent à l'année civile qui vient de s'achever, alors que ceux énoncées entre parenthèses concernent en premier lieu l'année civile 2015, puis l'année judiciaire 2013-2014.

1) Situation générale du Parquet:

Le Parquet de Diekirch est composé de 5 magistrats, à savoir d'un procureur d'Etat, d'un procureur d'Etat adjoint, d'un substitut principal, d'un premier substitut et d'un substitut. Un attaché de justice fut affecté au Parquet de Diekirch pendant toute l'année 2016.

Le nombre d'affaires pénales dont le Parquet a été saisi au cours de l'année 2016 (au vu des procès-verbaux et numéros de notice leur attribués) est de 8287 (dont 6139 affaires correct./crim. et 2148 affaires de police) et se situe ainsi pour la première fois au-dessus de la barre des 8000 et à un niveau jamais atteint auparavant. S'y ajoutent 617 affaires de protection de la jeunesse.

Ne figurent pas parmi les 8287 affaires soumises au Parquet, les affaires de nature civile et commerciale où le procureur d'Etat est amené à prendre des conclusions orales ou écrites, partant les affaires qui n'aboutissent pas à un débat contradictoire devant une juridiction répressive, telles que les affaires de faillites, de liquidations, d'adoptions, d'exéquatur, de tutelles, d'état civil etc.

En vue de bien comprendre la portée exacte de ces chiffres et le travail en découlant pour chaque magistrat du Parquet, il est nécessaire de rappeler le déroulement, pendant l'année 2016, du service et les tâches mensuelles des magistrats affectés au Parquet de Diekirch. En effet, la situation de ces magistrats est particulière dans la mesure où ils sont appelés, en dehors du traitement des quelques 8000 dossiers dont question ci-dessus, à assurer une permanence pendant 365 jours, ce qui implique pour chacun d'eux une disponibilité en dehors des heures de bureau qui est unique parmi tous les magistrats de notre pays.

L'arrondissement judiciaire de Diekirch s'étale sur plus de la moitié du territoire national et compte environ un cinquième de la population totale du Grand-Duché. Les 6 magistrats du Parquet de Diekirch y assurent une permanence de jour et de nuit, pendant 365 jours, c'est-à-dire également pendant les week-ends, les jours fériés et les périodes de congé, pour prendre toutes sortes de décisions requises par la loi et souvent difficiles par nature, vu qu'elles sont prises en urgence et concernent notamment des privations de liberté suite à des arrestations en flagrance, des privations de biens en cas de perquisitions et de saisies, des expulsions en matière de violences domestiques, des mesures urgentes à prendre en cas de disparition de mineurs en péril etc.

Les magistrats débutent leur service en assurant cette permanence pendant une semaine entière. Ils sont ainsi contactés pendant 7 journées consécutives, de jour et de nuit, chaque fois qu'une décision du procureur d'Etat est requise. Ces appels sont fréquents, également la nuit, étant donné que le contrôle soit légal, soit d'opportunité du Parquet est de plus en plus requis par la loi avant que les agents de police puissent exécuter certains actes contraignants en plein respect des règles imposées par les directives de l'Union Européenne dites A, B, C qui concernent le droit des personnes à l'interprétation et à la traduction, à l'information et au droit d'accès à un avocat dans le cadre des procédures pénales.

En cas d'une affaire d'envergure, mort d'homme violente ou accident de circulation grave avec plusieurs véhicules et un déroulement incertain, en cas d'un accident de travail avec un blessé grave ou un décès, le substitut de service est amené à se déplacer sur les lieux pour se faire une idée plus exacte de l'affaire et donner les instructions nécessaires aux enquêteurs.

Il va sans dire que ce travail pendant 7 jours d'affilé est fortement éprouvant tant au niveau intellectuel qu'au niveau physique. Compte tenu de ce que le service permanence est partagé entre 4 magistrats, il va recommencer après un laps de temps de trois semaines.

Pendant ces trois semaines le magistrat assure tout d'abord pendant une semaine le service « disposition ». Il traitera alors les affaires urgentes, soumises à certains délais, comme la validation des retraits de permis de conduire ainsi que des saisies de véhicules. Il est également appelé à remplacer le substitut de service, chaque fois que celui-ci est amené à se déplacer sur le lieu d'une infraction, à assister à un acte de procédure ou à participer à une réunion où sa présence personnelle est requise.

La semaine suivante, le magistrat représente le parquet lors des séances de la chambre du conseil. Il se consacre également à la préparation des affaires fixées la semaine d'après devant les juridictions de fond où il occupera quotidiennement le siège du ministère public.

Reste à assurer le suivi des affaires dont le substitut a été saisi lors de ses permanences, c'est-à-dire analyser les résultats des enquêtes et instructions menées en cause, décider des démarches futures à entamer, engager la procédure de règlement lorsque l'information du juge d'instruction est compétente, rédiger les citations à l'audience. Compte tenu de ce que plus de 8000 affaires nouvelles ont été enregistrées au parquet de Diekirch au cours de chacune des sept dernières années judiciaires, plus de 2000 affaires nouvelles

ont été attribuées chaque année à chacun des substituts du Parquet ayant assuré le service « permanence ».

S'y ajoute les multiples réunions nécessitant la présence d'un magistrat du Parquet de Diekirch (réunions du Comité de suivi de la lutte contre la traite des êtres humains, du Comité de coopération entre les professionnels dans le domaine de la lutte contre violences domestiques, réunions en vue de l'organisation d'une chaîne pénale en vue de la transmission électronique de procès-verbaux, réunions de concertation avec les responsables de la Police grand-ducale, réunions de divers groupes de travail pour transposer des directives UE et élaborer d'autres textes législatifs, réunions de concertation avec le Parquet Général et le Parquet de Luxembourg en vue de coordonner et d'harmoniser les poursuites, réunion de la Commission des placés judiciaires...). Ces réunions ayant presque exclusivement lieu à Luxembourg, le magistrat du Parquet de Diekirch met une demi-journée pour y assister. La présence d'un représentant du Parquet de Diekirch à ces réunions est toutefois de mise étant donné qu'il y a lieu d'assurer dans la mesure du possible que le traitement des affaires puisse s'effectuer de la même façon sur tout le territoire national.

Trois semaines après avoir terminé son service « permanence », le parquetier débute un nouveau service « permanence » qui requiert à nouveau sa disponibilité 7 jours sur 7, de jour et de nuit.

Ce rythme soutenu fait que le plus souvent le parquetier n'a que très peu de temps pour se consacrer à l'analyse et à l'évacuation des dossiers plus complexes, notamment en matière de criminalité économique, de vols en série, d'agressions sexuelles commises sur des années etc. et à rédiger des réquisitoires et actes de citation à l'audience pour ces affaires.

Le renforcement temporaire du Parquet de Diekirch par un attaché de justice à partir de janvier 2016, a permis de réduire cette cadence, mais l'augmentation du nombre d'affaires et le nombre insuffisant d'audiences collégiales ont fait que l'évacuation des affaires n'a pas pu être accélérée, mais, au contraire, que le délai du traitement des affaires s'est allongé.

2) Les affaires criminelles et correctionnelles.

Il convient de souligner que le Parquet de Diekirch poursuit depuis des années une politique de poursuite très souple pour tenir compte des particularités inhérentes au fonctionnement du tribunal d'arrondissement qui compte seulement un juge d'instruction et une chambre correctionnelle.

Ainsi, le Parquet ne saisit, dans la mesure du possible, le juge d'instruction que d'affaires d'envergure où des actes de contrainte qui doivent être décidés par ce magistrat, s'avèrent incontournables. Le juge d'instruction a clôturé 156 dossiers en 2016, affaires qui ont été, sinon seront soumises à la Chambre du Conseil en vue du règlement de la procédure.

Le nombre d'audiences du Tribunal d'arrondissement est resté quasiment inchangé par rapport à l'année précédente, ce qui pose surtout des problèmes au niveau de l'évacuation

des affaires pénales à soumettre à une composition collégiale du Tribunal d'arrondissement.

Conformément à l'arrêté ministériel portant fixation des audiences des juridictions judiciaires, les audiences du Tribunal d'arrondissement de Diekirch réservées aux affaires correctionnelles furent fixées pendant l'année civile 2016 aux lundis à 14.30 heures, aux jeudis à 9.00 heures et aux vendredis à 9.00 heures. Le Tribunal a ainsi siégé les lundis et jeudis en composition collégiale, alors qu'il s'est composé en juge unique les vendredis.

Le Parquet a pu fixer à 80 (76) (79) audiences des affaires devant être toisées par une composition collégiale. À ces audiences, 354 (412) affaires ont été fixées au fond, le tribunal en a retenu 241 (251), les autres affaires ayant été remises à cause d'indisponibilité, très souvent annoncée en dernière minute, d'un prévenu, de son avocat, d'une partie civile, d'un témoin, d'un expert ..., tout procès équitable exigeant le déplacement à une audience déterminée du Tribunal d'arrondissement de Diekirch de bon nombre de personnes, ce qui n'est pas toujours chose facile. Or, toute remise d'une affaire entraîne inévitablement un retard dans l'évacuation des autres affaires d'ores et déjà prêtes à être jugées par le Tribunal.

Il faut ainsi constater que bien que le nombre total des affaires soumises au Parquet pendant l'année 2016 ait encore une fois augmenté par rapport aux années précédentes et que le juge d'instruction ait clôturé 156 dossiers en 2016, - affaires qui, dans la majorité des cas, n'ont pas débuté en 2016 -, la chambre criminelle du Tribunal a toisé 10 affaires et la chambre correctionnelle, en composition collégiale, a statué au fond dans 216 affaires, ce qui constitue une évacuation de 226 affaires.

Il convient enfin de relever la longueur de différentes instructions liée à la longueur de certaines enquêtes policières, le fait que les enquêteurs spécialisés du Service de police judiciaire ont leurs bureaux à Luxembourg et doivent ainsi se déplacer spécialement au Nord du pays pour y instruire des affaires n'étant pas propice à voir accélérer les procédures. La réforme de la police grand-ducale, pour autant qu'elle prévoit une antenne du Service de police judiciaire à Diekirch, ne pourra qu'améliorer cet état des choses.

La pratique de poursuite souple adoptée par le Parquet de Diekirch ne permet dès lors plus de remédier aux susdits phénomènes engendrant une durée toujours croissante du traitement des affaires pénales, les classements (le cas échéant accompagnés d'un rappel à la loi), les avertissements et les décorrectionnalisations étant d'ailleurs depuis des années au bord des limites raisonnables.

Au 1er janvier 2017, le juge d'instruction reste saisi de 215 affaires.

Le stock des affaires au Parquet (dossiers instruits et prêts pour être cités à l'audience) était de :

- en matière correctionnelle:
 - juge unique: 8 (15) (111)
 - composition collégiale: 58 (108) (92)
- en matière criminelle: 1 (3) (1)

3) Les affaires de la compétence du Tribunal de Police.

Le nombre de procès-verbaux en matière de contraventions a été 2148 (1283) (1407).

Cette augmentation significative du nombre d'affaires est une conséquence directe de la mise en fonction, en date du 1^{er} mars 2016, du système de contrôle et de sanction automatisés d'infractions à la législation routière, puisque 904 procès-verbaux et rapports ont été enregistrés en 2016 en cette matière.

Le juge de police qui tient une audience par semaine a toisé 256 (333) (276) affaires. S'y ajoutent 619 (677) (510) affaires qui ont été vidées par une ordonnance pénale.

- 4) Le présent rapport ne contient pas de détails quant aux décisions de la Chambre du Conseil, telles les ordonnances de renvoi, de mises en liberté provisoire, autorisations de transmission de pièces dans le cadre des CRI etc., ni quant aux activités du cabinet d'instruction et qui impliquent au plus haut degré le Parquet, ce alors que les statistiques fournies par le Tribunal contiennent les rubriques afférentes.

Citons toutefois que le Parquet a saisi la chambre du conseil de 172 réquisitoires écrits en en vue du règlement d'affaires instruites au cabinet d'instruction et que 87 affaires ont été renvoyées suite à ces réquisitoires devant une composition collégiale du tribunal d'arrondissement pour y voir toiser le bien-fondé des infractions reprochés aux inculpés.

- 5) Dans le domaine de la criminalité économique le Parquet demeure conscient des problèmes endémiques en la matière qui continuent à se poser et qui sont à mettre en relation avec le grand nombre de sociétés localisées dans l'arrondissement judiciaire de Diekirch, et en particulier par voie de domiciliation. Bon nombre de sociétés y sont dirigées en fait par des personnes sans résidence au Grand-Duché et n'exercent aucune activité commerciale effective au Luxembourg, mais elles y sont établies, d'une part, en vue d'éluder soit le fisc étranger, soit la législation sociale de leur pays d'origine et d'autre part, sans se conformer à la législation luxembourgeoise régissant les sociétés commerciales.

On se référera au nombre élevé des faillites et liquidations, les sociétés en question étant "dormantes" sur un plan national, mais servant de relais à l'étranger pour toutes sortes de pratiques illicites (escroqueries, carrousel TVA, immatriculation à meilleur prix de voitures de luxe circulant exclusivement à l'étranger etc.).

Il existe un réel problème concernant les enquêtes à diligenter en cette matière, le nombre de policiers spécialisés pouvant enquêter de façon effective dans l'arrondissement judiciaire de Diekirch étant dérisoire par rapport au nombre et à la complexité de ces affaires.

A l'heure actuelle, deux policiers sont affectés au traitement de ces dossiers auprès du SREC Diekirch. L'enquête concernant des infractions économiques d'envergure

moyenne dans le cadre d'un nouveau dossier soumis à ce service, ne débutera pas au vu des dossiers d'ores et déjà soumis à ce service, avant 18 mois. Ceci implique que les personnes soupçonnées de commettre des infractions, pourront continuer d'agir en toute impunité durant ce laps de temps, au risque tant d'une déperdition des preuves que d'une augmentation non négligeable du préjudice accru aux victimes éventuelles, ce qui n'est pas acceptable.

Malgré la modification législative intervenue par la loi du 26 décembre 2012 qui a donné compétence au Parquet et au Tribunal d'arrondissement de Diekirch pour connaître des infractions consistant en des actes de blanchiment, cette compétence ayant été antérieurement réservée au plan national au Parquet de Luxembourg, ni les effectifs de la police pour enquêter sur ce genre d'affaires, ni ceux du Parquet n'ont été renforcés pour mener à bien leur nouvelle mission.

Cela étant, la systématisation de la politique de poursuite de l'infraction de blanchiment au sein du Parquet de Diekirch a été poursuivie en exécution d'une note de service interne de janvier 2015.

Les contacts avec le Parquet de Luxembourg et la Cellule de renseignement financier se sont poursuivis en 2016 et ont permis des échanges d'expérience et un usage adéquat au niveau des enquêtes des notes d'information issues des analyses de la Cellule de renseignement financier.

- 6) En matière de **violences domestiques**, il convient de signaler que le nombre des expulsions se chiffre pour la période de référence à 39 (26) (36) expulsions autorisées par le Parquet sur la totalité de celles demandées par la police. Dans 10 (10) (19) cas, une prolongation a été demandée et dans 7 (7) (14) cas elle a été accordée pour trois mois par le Tribunal.

En dehors du volet "expulsions" contenu dans la loi du 8 septembre 2003 sur les violences domestiques, il convient de ne pas oublier l'aspect pénal, le Parquet de Diekirch décidant de poursuivre bon nombre de dossiers relatifs à des infractions aggravées par la loi du 8 septembre 2003 (coups et blessures volontaires, menaces, violations de domicile).

7) **Le contentieux en matière de circulation.**

Pendant l'année 2016, la police a procédé à 286 (313) (386) retraits du permis de conduire, à savoir 253 (262) (292) pour alcoolémie – 31 (51) (94) en matière de vitesse. 190 (231) (261) interdictions de conduire provisoires ont été prononcées par le juge d'instruction, 96 (82) (125) permis ont été restitués.

28 (28) (39) chauffeurs dont 7 (17) (24) ayant circulé à une vitesse prohibée et 21 (22) (21) ayant conduit un véhicule sous influence d'alcool ont suivi avec succès un stage de réhabilitation auprès de la Sécurité Routière Luxembourg sur invitation du Parquet de Diekirch.

8) Les mesures alternatives

201 ordonnances pénales ont été prononcées en matière correctionnelle par rapport à 83 et 138 les années précédentes.

Le recours à la médiation pénale est en légère augmentation, 4 ont réussi, 6 ont échoué et 16 médiations sont toujours en cours.

3 (3) affaires ont été évacuées suivant la procédure du jugement sur accord entrée en vigueur en mars 2015.

13 consommateurs de stupéfiants, âgés entre 18 et 21 ans, ont été invités à participer au programme CHOICE 18 +, initié par Impuls, service d'aide aux jeunes consommateurs de drogues. 7 ont terminé le programme avec succès.

- 9) Dans le domaine des missions qui incombent au procureur d'Etat dans le domaine de l'état civil qui, compte tenu des éléments d'internationalisation résultant de la présence sur notre territoire de personnes de nationalités les plus diverses et de l'application de nombreuses législations nationales, deviennent de plus en plus complexes, le Parquet a traité un nombre important de dossiers (avis par rapport à des projets de mariage entre citoyens de nationalité différente, avis sur la validité d'actes passés à l'étranger et leur transcription sur les registres nationaux, avis de changement de nom ou de prénom, autorisations de corriger des erreurs matérielles dans les actes de l'état civil, oublis de déclaration de naissance etc.) et est devenu pour ainsi dire le conseiller juridique des officiers de l'état civil des communes de l'arrondissement judiciaire de Diekirch.

En pratique, le procureur d'Etat a souvent l'impression de faire fonction d'officier de l'état civil-bis. Il a procédé à la rédaction de 107 (79) (123) avis en cette matière au cours de l'année 2016.

Le Parquet a en outre pris des conclusions écrites dans 16 affaires d'adoption.

- 10) Une information de l'opinion publique sur le fonctionnement de l'institution judiciaire et le déroulement exact des procédures s'avère indispensable.

À ces fins, le Parquet de Diekirch collabore étroitement avec le « Service Communication et Presse de la Justice », ce qui a permis de diversifier et d'intensifier le flux des informations fournies aux médias.

Il est encourageant de constater que des classes des établissements scolaires secondaires de la région fréquentent les audiences après avoir reçu un minimum d'explications de la part d'un magistrat du Parquet sur le fonctionnement de la justice.

Le Parquet de Diekirch accueille enfin des étudiants et universitaires pour effectuer des stages au sein de la juridiction.

11) Disparitions pour l'année civile 2016 (loi du 18 mai 2007):

Cette rubrique a trait aux hypothèses suivantes :

- 14 (11) cas d'évasion ou de non-retour respectivement d'un congé pénal ou d'une visite médicale à l'établissement pénitentiaire de Givenich signalés au Parquet.
- 132 (95) disparitions signalées au Parquet et considérées comme inquiétantes (art. 44 du CIC – loi du 18 mai 2007) : 42 (50) dossiers concernant des majeurs disparus majeurs et 90 (45) dossiers concernant des mineurs disparus.

Dans ce contexte le Parquet de Diekirch ne se lasse pas de rappeler sa proposition d'augmenter la durée de la prescription de l'action publique pour certains crimes graves entraînant volontairement mort d'homme (p.ex. meurtre, assassinat).

Ce délai est actuellement de 10 ans. Il est manifestement trop court.

La pratique relève des cas de disparition où le cadavre du disparu est trouvé après 10 ans. En cas de meurtre, l'action publique se trouve éteinte avant d'avoir pu commencer. La famille d'une telle victime aura du mal à comprendre.

Dans certains pays la prescription en cas de meurtre est de 30 ans, celle en cas d'assassinat étant imprescriptible.

Signalons qu'en matière correctionnelle, le délai de prescription a été porté de 3 à 5 ans.

12) Placements en service psychiatrique fermé:

Depuis la mise en œuvre de la loi du 22 décembre 2006, le placement initial d'une personne atteinte de troubles mentaux dans un service psychiatrique fermé ne peut intervenir que dans un hôpital général. Néanmoins le placement judiciaire, c'est-à-dire celui des personnes ayant été déclarées pénalement irresponsables en application de l'article 71 du code pénal, doit aux termes de la loi être effectué au CHNP (en exécution des décisions des tribunaux des deux arrondissements et de la Cour d'Appel).

Le nombre des placés judiciaires pour l'ensemble du pays est de 38 (34) (26) au 31 décembre 2016.

5 (3) (2) placements judiciaires ont été levés suivant décisions de la Commission spéciale (composée de 2 magistrats et de 2 médecins spécialistes) en application de l'article 36 de la loi du 10 décembre 2009 sur le placement de personnes souffrant de troubles mentaux.

Le procureur d'Etat de Diekirch fait partie de cette commission. Celle-ci s'est réunie 6 fois au cours de l'année 2016, mais prend également, après concertation préalable,

maintes décisions en urgence, bon nombre de patients donnant lieu à des décisions multiples (maintien, sorties accompagnées ou seul, congés etc.).

13) 30 (37) (50) **recours en grâce** ont été avisés par le procureur d'Etat au cours de l'année civile 2016. Les demandes en **réhabilitation** judiciaire soumises au Parquet restent par contre rares. 10 (13) (7) demandes ont été adressées au procureur d'Etat qui est l'autorité compétente pour les recevoir.

14) Parmi les **activités statistiquement non quantifiables**, mais dont la tendance est à la hausse on citera pour les magistrats du parquet de Diekirch:

- les nombreuses demandes d'avis et de renseignements, et réponses aux questions parlementaires pertinentes,
- demandes en vue de rassembler des données statistiques sur les poursuites de différentes catégories d'infractions, sans que le Parquet dispose à l'heure actuelle des moyens informatiques propices à faire le relevé de ces données,
- la participation à des groupes de travail au niveau ministériel et au niveau du Parquet Général dont question au point 1) du présent rapport, réunions dites Hazeldonk en matière de stupéfiants etc.
- réunions de concertation avec les responsables de la Police grand-ducale, de l'Inspection générale de la police, du Laboratoire National de Santé etc.
- entrevues accordées aux plaignants et aux victimes.

Veillez agréer, Madame le Procureur Général d'Etat, l'expression de ma parfaite considération.

Le Procureur d'Etat

Aloyse WEIRICH

RAPPORT SUR LES ACTIVITES DU PARQUET DE DIEKIRCH

2016

Le présent rapport s'étend sur la période du 1^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2016.
Cette période est illustrée par les activités suivantes:

RESUME DES DONNEES RELATIVES A L'ANNEE

CIVILE

2016⁹⁰

I. AFFAIRES PENALES

Affaires entrées au Parquet:

Affaires criminelles / correctionnelles et de police ⁹¹ : (7465)	8287	(7182)
(dont 6139 affaires correct./crim. et 2148 affaires de police)		
Affaires de protection de la jeunesse : (614)	617	(609)

Sur le total des affaires correctionnelles entrées au Parquet:

* **130⁹² (130)** ont été portées devant le juge d'instruction;

- * 2448 (2312) affaires concernant des auteurs inconnus (SAI);
- * 2130 (1809) ont été classées sans suites;
- * 820 (760) procès-verbaux ont fait l'objet d'une ordonnance pénale dont 201 (83) en matière correctionnelle et 619 (677) en matière de police ; * 26 (17) dossiers ont été soumis à la médiation.

Sur les 740 (839) jugements en matière correctionnelle:

- * 725 (916) personnes ont été condamnées dont:
- * 69 (113) à une peine de prison ferme;
- * 81 (111) ont bénéficiées d'un sursis simple;
- * 19 (37) ont été condamnées à des travaux d'intérêt général;
- * 6 (18) ont bénéficié d'une suspension du prononcé;

⁹⁰ Les chiffres se rapportent à l'année civile 2016, ceux mentionnés entre parenthèses se rapportent aux années judiciaires précédentes.

⁹¹ Ce chiffre résulte de l'ensemble des affaires reprises sous un numéro de notice du parquet. Il comprend en conséquence les procès-verbaux (police, douane, eaux et forêts dressés contre des auteurs connus respectivement des procès-verbaux contre une personne). Plusieurs procès-verbaux respectivement rapports se rapportant à un seul dossier, même s'il porte sur plusieurs faits respectivement s'il concerne plusieurs personnes, ne sont repris que sous une seule notice du parquet.

⁹² Ce chiffre ne comprend pas les dossiers de perquisition basés sur l'article 24-1 CIC.

* 47 (56) ont été acquittées.

Décisions:

Jugements de la chambre criminelle:	12	(5)	(7)
Jugements correctionnels:	740	(839)	(764)
Ordonnances pénales du trib. corr.:	201	(83)	(138)
Jugements du juge de la jeunesse :	80	(104)	(111)
Ordonnances du juge de la jeunesse ⁹³ :	159	(99)	(112)
Jugements du tribunal de police:	256	(333)	(276)
Ordonnances pénales du trib. de police:	619	(677)	(510)

Total: 2067 (2140) (1918)

Médiation:

En suspens:	16	(13)	(3)
Réussites:	4	(2)	(3)
Echecs:	6	(2)	(13)
Total:	26	(17)	(19)

Appels contre les jugements correctionnels:

60 (144) (76)

Procès-verbaux concernant des auteurs inconnus (S.A.I.):

2448 (2312) (2380)

(Sous réserve d'identification ultérieure des auteurs)

Affaires classées sans suites (Ad acta)⁹⁴:

Ad acta (affaires police):	669	394	628
Ad acta (affaires correct.):	2130	1809	1982

Total: 2799 (2203) (2610)

Affaires décorrectionnalisées (C.T.P.) :

148 (96) (82)

Affaires dont le juge d'instruction a été saisi :

130 (130) (252)

⁹³ Ces ordonnances concernent des placements provisoires.

⁹⁴ Les affaires ont trait également à des rapports de police ne concernant pas une infraction pénale.

II. RECOURS EN GRACE ET DEMANDES EN REHABILITATION

AVISEES

Réhabilitations : 10 (13)
(7)

Recours en grâces : 30 (37)
(50)

III. FAILLITES ET LIQUIDATIONS DE SOCIETES

Faillites : 124 (119) (138)

Requêtes en matière de liquidation introduites par le parquet : 88 (9) (71)
(jugements de liquidation → 59 (9))

IV. ENTRAIDE JUDICIAIRE

- loi du 8.8.2000 sur l'entraide judiciaire internationale en matière pénale : 14 (16) (26)
- commissions rogatoires exécutées par le parquet : 294⁷ (289)
(306)

Total : 308 (305)
(332)

- Convention Schengen (observations transfrontalières soumises au Parquet pour autorisation) 2016 (2015) (2014) 33 (36)
(33)

- mandat d'arrêt européen (loi du 22 mars 2004)
- mandats émis 2016 (2015) (2014) : 10 (14)
(10)
- mandats reçus 2016 (2015) (2014) : 7 (4) (0)

⁶ cette rubrique comporte des demandes non soumises à des enquêtes policières (p.ex. : plaintes contre des huissiers, consultations d'anciens dossiers etc.)

⁷ ce chiffre comprend pour l'année civile 2016 toutes les autres demandes d'entraide, à savoir non seulement celles qui ont été soumises au juge d'instruction, mais également celles directement exécutées par le parquet (demandes de renseignements, auditions de témoins et de personnes prévenues etc.) à la demande d'un parquet étranger.

* ces affaires ne sont pas comprises dans le nombre des affaires (sub 1)

VI. DECISIONS EN MATIERE D'EXPULSION

(36) 39 (26)

(loi du 8 septembre 2003 sur les violences domestiques – entrée en vigueur le 1 novembre 2003)
(prolongation (violences domestiques) → **10 (7 accordées, 1 refusées et 2 retirées)**)

VII. PERSONNES DISPARUES

loi du 18 mai 2007 concernant les disparitions inquiétantes : **42**
majeurs (50)

mineurs (45) **90**

Détenus : non-retour d'un congé pénal, d'une visite médicale ou évasion (CP-Givenich) :
14 (11)

I. AFFAIRES PENALES

EVOLUTION DU NOMBRE DES AFFAIRES

*** Nombre de procès-verbaux entrés :**

	06/07	07/08	08/09	09/10	10/11	11/12	12/13	13/14	2015	2016
affaires correctionnelles et de police	6955	6996	6678	6863	7194	7160	7348	7465	7182	8287
jeunesse (données par fichiers P.E.)	280	398	371	514	432	408	396	614	609	617

	06/07	07/08	08/09	09/10	10/11	11/12	12/13	13/14	2015	2016
Jugements de la chambre criminelle	11	8	6	8	16	5	7	7	5	12
Jugements correctionnels	659	612	585	806	721	965	812	764	839	740
Ordonnances pénales du trib. Corr.	181	98	42	132	246	265	122	138	83	201
Jugements du juge de la jeunesse	76	103	101	144	150	138	114	111	104	80
Ordonnances du juge de la jeunesse	100	129	127	140	128	111	101	112	99	159
Jugements du tribunal de police	438	457	417	392	410	318	307	276	333	256
Ordonnances pénales du trib. de police	476	301	298	338	304	238	233	510	677	619
Total	1941	1708	1576	1960	2075	2040	1696	1918	2140	2067

*** Médiation :**

	06/07	07/08	08/09	09/10	10/11	11/12	12/13	13/14	2015	2016
En suspens	3	7	10	2	8	2	3	3	13	16
Réussites	9	30	6	4	5	4	6	3	2	4
Echecs	12	23	12	8	7	9	6	13	2	6
Total	24	60	28	14	20	15	15	19	17	26

*** Appel contre jugements correctionnels :**

	06/07	07/08	08/09	09/10	10/11	11/12	12/13	13/14	2015	2016
Appel contre jugements correct.	46	36	41	61	66	76	73	76	144	60

*** Affaires concernant des auteurs inconnus (S.A.I.) :**

	06/07	07/08	08/09	09/10	10/11	11/12	12/13	13/14	2015	2016
Affaires concernant des auteurs inconnus(S.A.I.)	2342	2416	2290	2268	2316	2335	2306	2380	2312	2448

*** Affaires classées sans suites (AD ACTA) :**

	06/07	07/08	08/09	09/10	10/11	11/12	12/13	13/14	2015	2016
Ad acta (affaires police)	/	/	523	521	345	426	392	628	394	669
Ad acta (affaires correct.)	/	/	1472	1776	1203	2370	1968	1982	1809	2130
Total	1676	1777	1995	2297	1548	2796	2360	2610	2203	2799

*** Affaires décorrectionnalisées (C.T.P.):**

	06/07	07/08	07/08	09/10	10/11	11/12	12/13	13/14	2015	2016
Affaires décorrectionnalisées (C.T.P.)	146	Pas dispo.	Pas dispo.	120	115	112	118	82	96	148

*** Affaires dont le juge d'instruction a été saisi:**

	06/07	07/08	08/09	09/10	10/11	11/12	12/13	13/14	2015	2016
Affaires dont le juge d'instruction a été saisi	276	429	267	262	253	273	311	252	130	130

II. RECOURS EN GRACE ET DEMANDES EN REHABILITATION AVISEES

	06/07	07/08	08/09	09/10	10/11	11/12	12/13	13/14	2015	2016
Réhabilitation	4	7	1	4	2	3	8	7	13	10
Recours en grâce	62	59	61	64	42	44	56	50	37	30

III. FAILLITES ET LIQUIDATIONS DE SOCIETES

	06/07	07/08	08/09	09/10	10/11	11/12	12/13	13/14	2015	2016
Faillites	96	68	82	98	105	113	134	138	119	124
Requêtes en matière de liquidation introduites par le parquet	94	45	94	23	30	91	89	71	9	88

IV. ENTRAIDE JUDICIAIRE

	06/07	07/08	08/09	09/10	10/11	11/12	12/13	13/14	2015	2016
Loi du 8.8.2000 s. entraide jud. international en mat. pénale	14	14	51	66	83	20	18	26	16	14
commissions rogatoires exécutées par le parquet	33	28				21	19	306	289	294
correspondance étrangère (petites demandes d'entraide)	/	/	/	/	/	/	/			
Convention Schengen (observations transfrontalières)	29	31	27	28	36	27	38	33	36	33

V. DIAGRAMMES DES AFFAIRES DU PARQUET DE DIEKIRCH (1981-2016)

	81-82	82-83	83-84	84-85	85-86	86-87	87-88	88-89	89-90	90-91	91-92	92-93
Procès-verbaux	3942	3876	3770	4066	4030	4181	3984	4321	4365	4388	4440	4505
Jugements corr.	479	481	498	538	541	488	487	501	537	554	559	511
Ordon. pénales du trib. corr.												
Jugements jeun.	52	29	32	42	46	39	48	50	53	49	63	64
Jugements police	395	338	318	267	276	266	261	344	351		428	
O.P. police	322	290	233	340	164	185	49	65	194	407	128	371
Juge d'instr.	164	193	155	217	190	202	203	201	175	150	165	70
S.A.I. (auteur inconnu)	1117	1070	1363	1619	1531	1390	1679	1474	1434	156	1635	141
Classées	745	718	782	690	904	1110	919	966	1240	1601	745	1657
												895

	93-94	94-95	95-96	96-97	97-98	98-99	99/00	00/01	01/02	02/03	03/04	04/05
Procès-verbaux	5139	4973	5059	4809	4851	5185	5132	4948	5296	5874	6800	6591
Jugements corr.	609	704	698	641	662	545	514	594	591	546	649	649
Ordon. pénales du trib. corr.		12	3	26	29	98	68	11	104	150	104	164
Jugements jeun.	80	89	82	76	101	84	77	65	82	87	85	87
Ordonnances jeun.									98	120	108	106
Jugements police	424	378	386	326	315	372	429	339	323	393	507	480
O.P. police	45	108	135	146	140	139	123	95	95	129	239	510
Juge d'instr.	257	278	243	222	234	233	223	235	298	271	307	275
S.A.I. (auteur inconnu)	2245	1118	1859	1807	1820	2039	1974	1851	2158	2225	2437	2262
Classées	1147	1293	1343	1307	1155	1222	893	1010	1041	1154	1513	1316

	05/06	06/07	07/08	08/09	09/10	10/11	11/12	12/13	13/14	2015	2016
Procès-verbaux	6529	6955	6996	6678	6863	7194	7160	7348	7465	7182	8287
Jugements corr.	667	659	612	585	806	721	965	812	764	839	740
Ordon. pénales du trib. corr.	196	181	98	42	132	246	265	122	138	83	201
Jugements jeun.	89	76	103	101	144	150	138	114	111	104	80
Ordonnances jeun.	98	100	129	127	140	128	111	101	112	99	159
Jugements police	534	438	457	417	392	410	318	307	276	333	256
Ordon. pénales du trib. police	283	476	301	298	338	404	238	233	510	677	619
Juge d'instr.	255	276	429	267	262	253	273	311	252	130	130
S.A.I. (auteur inconnu)	2084	2342	2416	2290	2268	2316	2335	2306	2380	2312	2448
Classées	1393	1676	1777	1995	2297	1548	2370	2360	2610	2203	2799

**JUSTICE DE PAIX
DE LUXEMBOURG**

Année 2016

**RAPPORT D'ACTIVITE DE LA JUSTICE DE PAIX DE
LUXEMBOURG PENDANT L'ANNEE CIVILE
2016**

AFFAIRES CIVILES ET COMMERCIALES:

affaires nouvelles:	1778
jugements contradictoires:	874
jugements par défaut:	212
affaires arrangées/rayées/RG:	552
référés civils:	13
Enquêtes:	50
Comparutions des parties:	14
Visites des lieux:	2

AFFAIRES DE BAIL A LOYER:

affaires nouvelles:	940
jugements contradictoires:	618
jugements par défaut:	162
affaires arrangées/rayées:	178
Enquêtes:	14
Comparutions des parties:	4
Visites des lieux:	2

TRIBUNAL DU TRAVAIL:

affaires nouvelles:	876
jugements et ordonnances:	807
affaires rayées:	343
Enquêtes:	91
Comparutions des parties:	29

REFERES DROIT DU TRAVAIL:

affaires nouvelles:	387
ordonnances:	179
affaires rayées/rôle spécial:	207

AFFAIRES DE POLICE:

jugements:	476
appels:	21
demandes mainlevée interdiction de conduire provisoire	29

**AFFAIRES SUR BASE DES ARTICLES 1011 NCPC ET
292BIS CAS:**

affaires nouvelles:	5
jugements:	5
affaires rayées:	0

AFFAIRES DE VALIDATION DE SAISIES SUR SALAIRE:

affaires nouvelles:	2070
jugements contradictoires:	714
jugements par défaut:	704
affaires rayées:	791

AFFAIRES DE PENSIONS ALIMENTAIRES PAR VOIE DE CITATION :

affaires nouvelles:	150
jugements contradictoires:	136
jugements par défaut:	0
affaires rayées:	6

ORDONNANCES DE PAIEMENT:

requêtes introduites:	28923
ordonnances:	25324
titres exécutoires:	12282
contredits:	877
contredits + opp. à titre ex. fixés:	461
ordonnances de refus:	91

AFFAIRES SURENDETTEMENT:

jugements:	29
------------	----

SAISIES-ARRETS SUR SALAIRE:

requêtes:	5941
saisies-arrests fixées:	2220

ORDONNANCES PENALES:

ordonnances:	2980
oppositions:	10
appels:	3

INJONCTIONS

aux Administrations Publiques et aux Organismes de la Sécurité Sociale sur base de la loi du 23.12.1978:

± 30000

ORDONNANCES

en matière de dégâts de chasse:

2

SCELLES:

4

PROCEDURE EUROPEENNE D'INJONCTION DE PAYER – REGLEMENT CE n° 1896/2006

Demandes introduites:	168
IPA émises:	26
Titres émis:	60
Demandes refusées:	46
Oppositions:	0
Affaires fixées à l'audience:	16

PROCEDURE EUROPEENNE DE REGLEMENT DE PETITS LITIGES – REGLEMENT CE n° 861/2007

Demandes introduites:	240
Décisions rendues:	95
Refus:	64
Affaires fixées à l'audience:	2

**JUSTICE DE PAIX
D'ESCH-SUR-ALZETTE**

Année 2016



JUSTICE DE PAIX D'ESCH-SUR-ALZETTE

Place Norbert Metz – L 4339 Esch-sur-Alzette

Madame le Procureur Général d'Etat,

Je me permets de vous faire parvenir le rapport d'activité de la Justice de Paix d'Esch-sur-Alzette pour la période du 1^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2016 avec quelques observations sur la situation du service gracieux.

Ordonnances de paiement

Ordonnances de paiement – Total 12-13		13-14	14-15	2015	2016
Affaires nouvelles	28497	30807	32925	33901	31297
OPA émises	28382	30718	32587	33481	31040
Titres exécutoires émis	15838	16369	18305	19891	17454
Oppositions	190	186	226	261	191
Contredits	802	973	907	909	783
Total des dossiers OPA fixés aux audiences		588	801	778	707

Saisies-arrêts

Saisies-arrêts 12-13		13-14	14-15	2015	2016
Affaires nouvelles (requêtes sa + sapa)	4143	4249	5642	5475	5357
Saisies autorisées	4141	4266	5593	5525	5345
Saisies pension alimentaire (requêtes)	172	208	157	154	173
Cessions	12	21	17	27	28
Affaires fixées à l'audience	1426	1458	1541	1535	1999
Jugements contradictoires	422	511	478	474	554
Jugements par défaut	579	535	565	598	793
Jugements (cd + déf+ pa)	1058	1046 + 127	1043	1072	1347
Affaires arrangées ou rayées	232	243	375	376	441
Affaires mises au rôle général		138	148	162	141

Injonctions de payer européennes

Injonctions de payer 13		13-14	14-15	2015	2016
Demandes introduites	64	89	63	72	85
IPA émises (pas encore rendues exécutoires)	7	10	11	14	8
Titres émis	47	51	43	39	55
Demandes refusées	6	21	8	10	21
Oppositions	0	6			
Affaires fixées à l'audience	4	6	9	7	6
Jugements					3

Règlement de petits litiges

Règlement de petits litiges 13	12-	13-14	14-15	2015	2016
Demandes introduites	61	34	33	45	178
Décisions rendues	37	19	17	18	122
Refus	6	7	5	7	12
Jugements	2	2	2	2	1

Saisies-diverses

Saisies-diverses			14-15	2015	2016
Affaires nouvelles	9	Pm	18	17	17
Jugements contradictoires	2	Pm	Pm	Pm	2
Jugements par défaut	2	Pm	Pm	Pm	

Ordonnances et certificats

Ordonnances 12-13		13-14	14-15	2015	2016
Ordonnances sur base de l'article 11 de la loi du 23 décembre 1978 (injonctions aux organismes de la sécurité sociale)	ca 7000	ca 7500	ca 7800	ca 7900	ca 7900
Assermentations (diverses)	1	3	4	3	3
Certificats					
Certificats de non opposition et de non appel	130	ca 200-250	ca 300	ca 320	ca 320
Titres exécutoires européens	Pm	Pm	Pm	pm	pm

Scellés

Scellés 13	12-	13-14	14-15	2015	2016
Apposition et levée	2	4	5	2	0

Le service du **gracieux** est assuré au tribunal de paix d'Esch-sur-Alzette par neuf magistrats ; chaque semaine un magistrat est en charge du service du « courant » en matière gracieuse (affaires unilatérales sur requête) qu'il effectue à côté de la tenue de ses audiences. En tablant sur 250 jours ouvrables par année, au vu des données statistiques indiquées ci-après, un magistrat analyse par jour quelque 125 requêtes nouvelles en matière d'ordonnances conditionnelles de paiement et une vingtaine de requêtes nouvelles en autorisation de saisie-arrêt, travail auquel s'ajoute la délivrance des titres exécutoires en matière d'ordonnances de paiement (quelque 70 par jour), des ordonnances pénales et des injonctions aux organismes de

la sécurité sociale, ainsi que les devoirs en matière des procédures européennes de recouvrement.

Il se dégage des chiffres relatifs aux affaires nouvelles en matière d'ordonnances de paiement (31.297) et de saisies et cessions (5.357 et 28) que le volume du gracieux est élevé et ce depuis l'année judiciaire 2013/2014. Depuis des années déjà le nombre des affaires nouvelles en matière d'ordonnances conditionnelles de paiement dépasse ainsi le nombre des affaires enregistrées en cette matière auprès de la Justice de paix de Luxembourg, dont le ressort est beaucoup plus important.

Le nombre élevé des saisies-arrêts a des répercussions au niveau des délais de la procédure de validation qui suppose la fixation des affaires à l'audience, ce sur base de l'article 4 du règlement grand-ducal modifié du 9 janvier 1979 concernant la procédure des saisies-arrêts et cessions sur les rémunérations de travail et les pensions et rentes. Actuellement ces délais sont en moyenne de 4 mois depuis la demande de convocation à l'audience, délai jugé trop long pour des affaires peu complexes.

Pour tenter de réduire ces délais, ce tribunal a ajouté à partir de septembre 2016 une audience de saisie-arrêt par mois (au détriment d'une audience civile par citation qui a été supprimée) et a augmenté encore le nombre des affaires fixées par audience, ce qui a eu pour résultat une augmentation très nette des affaires fixées et des affaires jugées (de 1.072 à 1.347).

La Justice de paix d'Esch-sur-Alzette tient en tout 15 audiences de saisies-arrêts par mois ; une augmentation du nombre de ces audiences n'est pas la meilleure solution car elle se fera au détriment de l'évacuation des autres affaires. Un remède pourrait consister à modifier la procédure de saisie-arrêt en prévoyant une procédure simplifiée inspirée de celle des ordonnances conditionnelles de paiement du moins au cas où le créancier saisissant dispose d'un titre exécutoire.

Il est constaté par ailleurs une nette augmentation des affaires nouvelles en matière de procédure de règlement de petits litiges sur base du règlement (CE) no 861/2007, qui s'applique en matière civile et commerciale, aux litiges transfrontaliers lorsque le montant des demandes ne dépasse pas 2.000 €, les affaires étant passées de 45 en 2015 à 178 en 2016.

Bail à loyer

Bail à loyer 13	12-	13-14	14-15	2015	2016
Affaires nouvelles	733	701	746	691	629
Jugements contradictoires	417	380	390	386	358
Jugements par défaut	162	175	171	175	160
Sursis	24	28	43	49	14
Jugements rendus (total)	579	583	604	610	532
Affaires arrangées ou rayées	197	154	124	123	104
Affaires mises au rôle général		96	84	76	34

Droit du travail

Référé droit du travail 12-13		13-14	14-15	2015	2016
Affaires nouvelles référé	325	352	313	312	227
Affaires chômage	302	32	33	33	26
Jugements contradictoires référé		137	139	147	145
Jugements par défaut référé		65	51	44	34
Tribunal du travail					
Affaires nouvelles (fond)	304	317	288	284	282
Jugements contradictoires	448*	284	235	214	218
Jugements par défaut	44*	37	14	13	8
Jugements rendus (trav + référé)	497	523	439	418	405
Affaires arrangées ou rayées		127	158	147	159
Affaires mises au rôle général			95	90	32

*Pour l'année 2013 ce chiffre englobait les affaires au fond ainsi que les affaires en référé

Affaires civiles

Affaires civiles 12-13		13-14	14-15	2015	2016
Affaires nouvelles (total)			1373	1289	1279
Affaires nouvelles (par citation)	625	512	572	511	572
Affaires nouvelles (opa)			801	778	707
Jugements sur contredit contradictoires	216	185	315	345	306
Jugements sur contredit défaut	38	67	89	88	65
Jugements contradictoires	366	345	344	354	306
Jugements par défaut	108	91	107	70	123
Jugements (total)	728	688	855	857	800
Affaires rayées ou arrangées	151	244	282	295	296
Affaires mises au rôle général			104	128	105

Affaires civiles-référé

Affaires civiles-référé 12-13		13-14	14-15	2015	2016
Affaires nouvelles	5	5	3	5	5
Jugements contradictoires	6	2	2	2	3

Surendettement

Surendettement 12-13		13-14	14-15	2015	2016
Affaires nouvelles	2	7	3	5	8
Jugements contradictoires	9	14	14	10	21
Jugements par défaut	2				

Actes de notoriété

Actes de Notoriété		14-15	2015	2016
Affaires nouvelles	2	2	2	5

Article 1011 & Art 292 bis CAS

Article 1011 12-13		13-14	14-15	2015	2016
Affaires nouvelles	6	1	5	4	8
Jugements contradictoires	2	3	4	4	5
Jugements par défaut	0	0			

Affaires pénales

Affaires du tribunal de police 12-13		13-14	14-15	2015	2016
Jugements contradictoires	232	221	173	192	279
Jugements par défaut	42	31	59	63	27
Jugements avec partie civile	50	41	49	50	52
Jugements (total)	324	293	232	255	306
Actes d'appel	14	11	9	7	25
Ordonnances Pénales	1351	1602	1625	1871	1855

Autres mesures d'instruction

Enquêtes 13		13-14	14-15	2015	
Enquêtes toutes matières	119	74	60	53	28
Comparution des parties					
Comparution des parties toutes matières	27	16	7	8	6
Visites des lieux					
Visites des lieux toutes matières	11	7	1	1	1

Minutes

Minutes 12-13		13-14	14-15	2015	2016
Total des minutes inscrites au répertoire fiscal	3162	3079	3152	3125	3419

Esch-sur-Alzette, le 2 février 2017

Eliane Zimmer
Juge de paix directrice

**JUSTICE DE PAIX
DE DIEKIRCH**

Année 2016

**RAPPORT D'ACTIVITE
DE L'ANNEE CIVILE 2016
DE LA JUSTICE DE PAIX DE ET A DIEKIRCH**

I.-CHIFFRES GLOBAUX :

Requêtes / citations déposées toutes matières confondues (sauf injonctions Centre Commun)	19777
Décisions judiciaires rendues toutes matières confondues (sauf matière pénale et injonctions Centre Commun, mais ordonnances conditionnelles de paiement et titres exécutoires compris)	29172
Minutes inscrites au répertoire fiscal	1644
Décisions judiciaires en matière pénale	881
Affaires rayées / rôle général	322 / 170

II.- DETAIL :

**AFFAIRES CIVILES, COMMERCIALES,
BAUX A LOYER, SAISIES-ARRETS PENSIONS
ALIMENTAIRES, 1011 NCPC ETC. :**

Jugements civils et commerciaux	385
Jugements bail à loyer	257
Oppositions / jugts. validation saisies-arrests	570
Jugements dégâts gibier / chasse	8
Ordonnances référé civil	3
Ordonnances art. 34 (RMG)	7
Injonctions Centre Commun	p.m.
Affaires civiles / commerciales nouvelles	249
Affaires bail à loyer nouvelles	313

DROIT DU TRAVAIL:

Affaires nouvelles	297
Jugts contradictoires et défauts	192
Ordonnances de chômage	8
Ordonnances de référé	46
Paie ment taxes assesseurs	p.m.
Enquêtes tribunal du travail	16
Comparutions des parties	16

MATIERE PENALE:

Jugements contradictoires et défauts	256
Ordonnances pénales	619
Extraits permis de conduire à points	p.m.
Paie ment taxes à témoin	p.m.
Retrait immédiat et provisoire du permis de conduire / jgts mainlevée	6
Actes d'appel	26
visite des lieux	/

ORDONNANCES DE PAIEMENT:

Requêtes déposées	16052
Ordonnances conditionnelles	15917
Titres exécutoires	8931
Contredits et oppositions	274 29
affaires fixées	138

SAISIES-ARRETS SUR SALAIRE:

requêtes déposées	2755
saisies-arreêts autorisées	2749
saisies-arreêts pension alimentaire	89
Oppositions / jugt. validation	570
Convocations préalables	71

INJONCTIONS EUROPEENNES DE PAIEMENT :

Requêtes	39
IPA émises	5
Titres exécutoires	26
Oppositions	/
Convocations à l'audience	3
demandes refusées	2

REGLEMENT DE PETITS LITIGES :

Requêtes	72
Décisions judiciaires	17
demandes refusées	39
Convocations à l'audience	/

ASSERMENTATIONS

**CANTONNIER / GARDE-CHAMPETRE / AGENTS
DE CONTRÔLE CNS / ASSESSEURS TRIBUNAL
DU TRAVAIL:**

2

DIVERS:

Visites des lieux toutes matières	13
Enquêtes toutes matières	23
Comparutions des parties toutes matières	32
Titres exécutoires européens	18
Certificats de non appel	105
Délivrance de grosses	522
Délivrance de seconde grosse	15
actes de notoriété	3

SURENDETTEMENT:

Affaires nouvelles	6
jugements rendus	8

SCELLES:

Appositions et levées	/
-----------------------	---

Diekirch, le 1^{er} février 2017
le greffier en chef
Suzette LEIDER

Service des Commissions Rogatoires Internationales

Année 2016

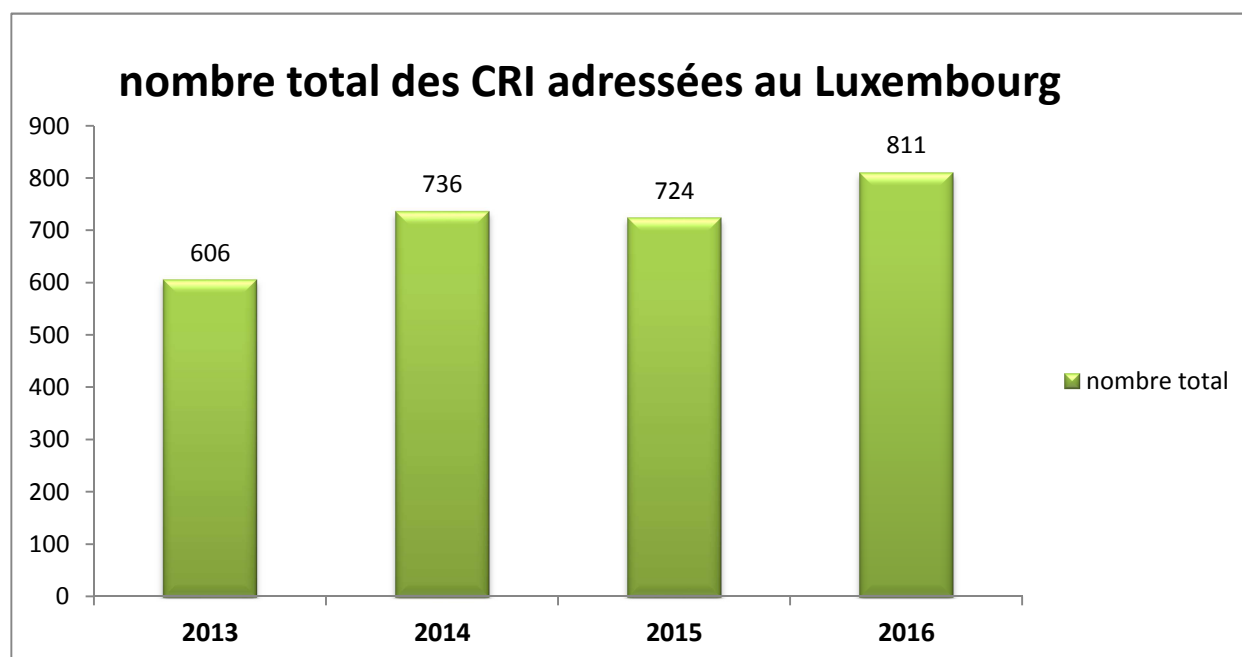
CRI en matière pénale
(L8/8/00) Statistiques
01.01.2016-31.12.2016

PAYS	ENTREES	SORTIES	REFUSEES
Allemagne	215	197	11
Andorre	1	1	
Argentine	0	1	
Arménie	0	1	
Australie	1	4	
Autriche	22	17	
Bélarus	3	3	
Belgique	123	127	1
Bosnie Herzégovine	1	0	
Brésil	3	3	
Bulgarie	3	3	
Canada	3	3	
Chili	1	1	
Chine	2	3	
Chypre	0	1	
Croatie	0	1	
Danemark	16	23	
Espagne	30	22	3
Estonie	1	2	
Etats-Unis	24	17	
Finlande	1	1	
France	92	76	1
Grèce	3	2	1
Hongrie	2	5	
Inde	1	2	
Irlande	18	17	
Islande	2	0	
Israel	1	0	
Italie	19	22	1
Japon	10	6	
Lettonie	4	3	
Liechtenstein	3	6	
Lituanie	0	1	
Malte	1	0	
Moldova, République de	2	0	
Monaco	0	1	
Monténégro	2	1	
Norvège	3	3	
Panama	1	0	
Pays-Bas	55	63	4
Pérou	1	0	
Pologne	29	34	1

Portugal	13	13	
République Tchèque	11	7	
Roumanie	2	5	
Royaume-Uni	9	7	
Russie	5	3	
San Marino	1	1	
Slovaquie	13	6	1
Slovénie	8	13	
Suède	1	2	
Suisse	40	27	
Tunisie	0	1	
Turquie	4	3	
Ukraine	5	5	
TOTAL	811	766	23

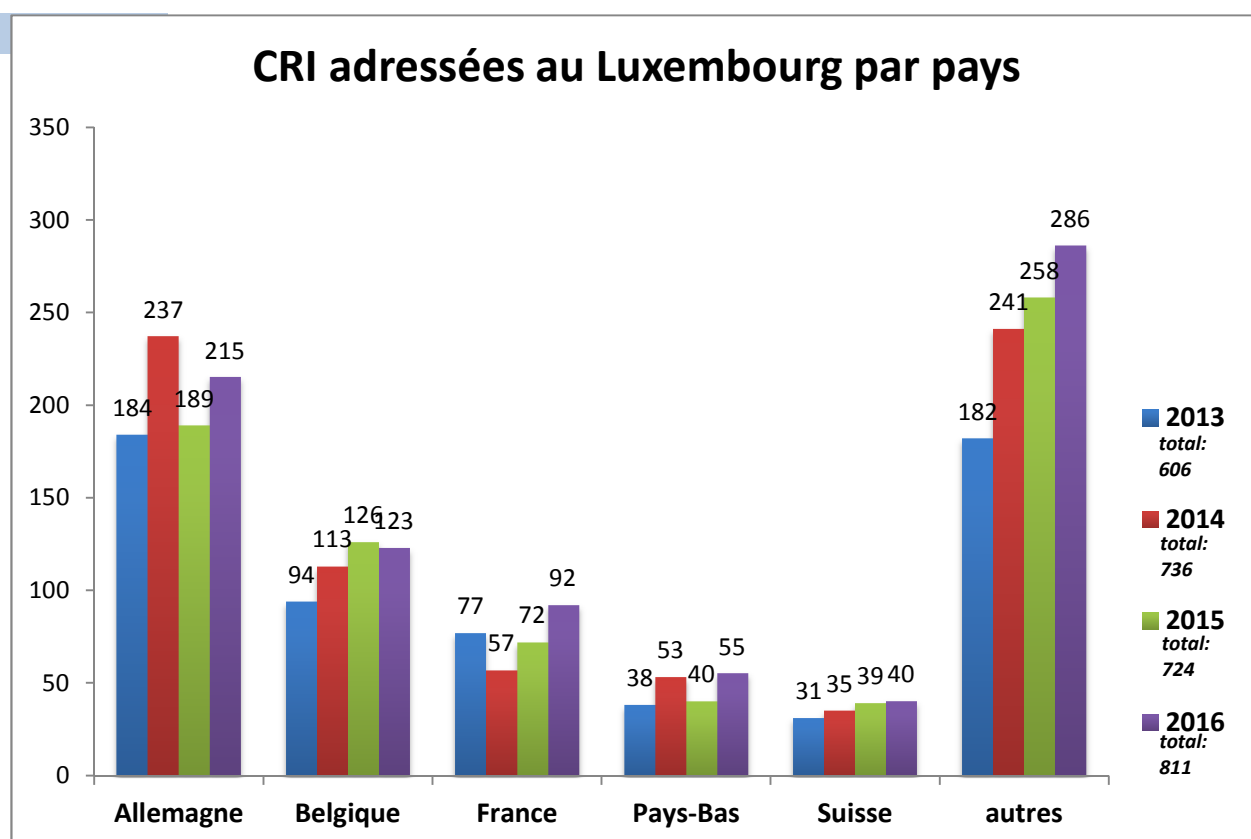
STATISTIQUE NOMBRE TOTAL DE NOUVELLES CRI

	2013	2014	2015	2016
nombre total	606	736	724	811



Statistique CRI reçues par pays

	Allemagne	Belgique	France	Pays-Bas	Suisse	autres	
2013	184	94	77	38	31	182	
2014	237	113	57	53	35	241	
2015	189	126	72	40	39	258	
2016	215	123	92	55	40	286	



Evolution des CRI i-Tunes, Skype, Paypal, Amazon, Ebay par rapport
au nombre total de CRI

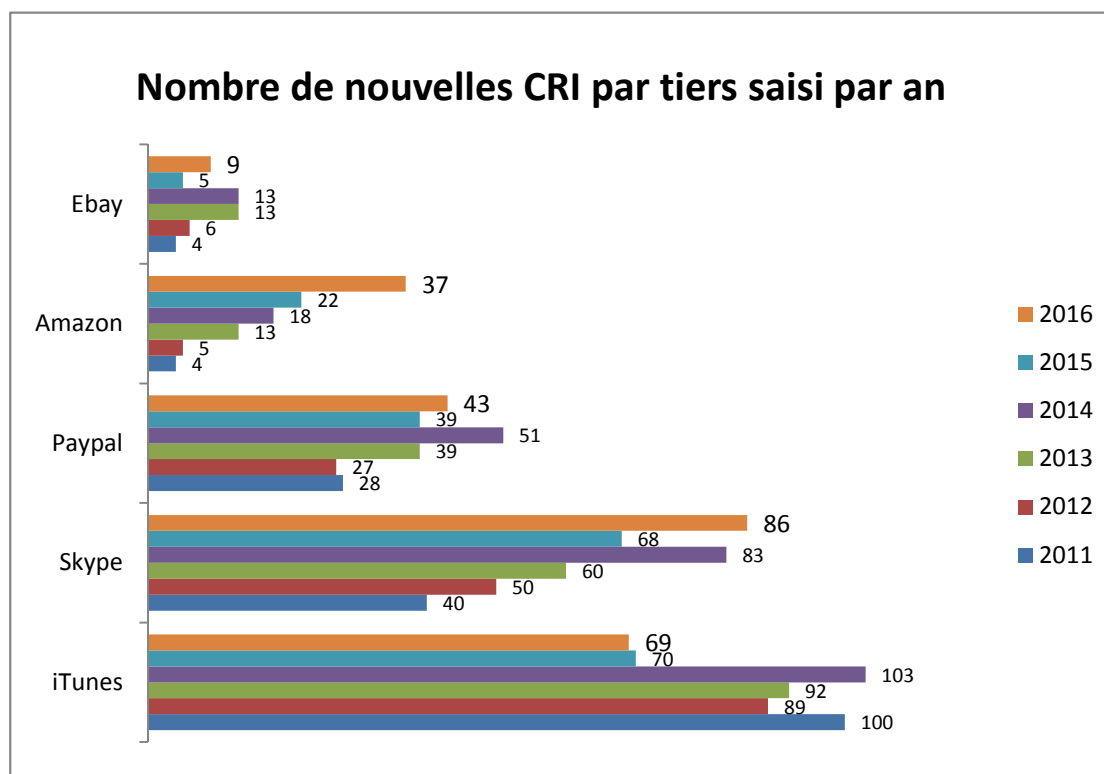
	2011	2012	2013	2014	2015	2016
ALLEMAGNE	93	88	94	104	77	102
ARGENTINE	1					
ARMENIE				1	1	
AUSTRALIE	2	3	1	2	3	
AUTRICHE	2	4	5	10	12	11
BELARUS				1		2
BELGIQUE	4	6	10	11	4	2
BOSNIE-HERZEGOVINE						1
BRESIL					1	1
BULGARIE			1	2	2	1
CANADA	1		2	2		2
DANEMARK	1	1	3	9		5
ESPAGNE	2	3	5	5	14	11
ESTONIE		1				
ETATS-UNIS	1	1	5	7	3	
FINLANDE						1
FRANCE	17	6	3	7	2	5
GEORGIE				1		
GRECE	1	1	3	4	2	2
HONGRIE	3		2	2	3	1
INDE						1
IRLANDE	1	2	5	10	8	12
ISRAEL						1
ISLANDE				1		
ITALIE	2	1	1		1	2
JAPON	7	6	7	8	6	10
LETTONIE	1	2		2	1	3
LIECHTENSTEIN					1	
MACAO						1
LITUANIE	1	1		2		
MOLDOVA, REPUBLIQUE DE				1		2
MONACO	1			1		
NORVEGE	1				1	
PAYS-BAS	5	9	19	19	7	15
POLOGNE	6	5	14	17	12	18
PORTUGAL		5		2	2	5
ROUMANIE			1	3	3	
ROYAUME-UNI	8	13	12	7	5	6
RUSSIE, FEDERATION DE			1	3	2	4
SLOVAQUIE		1	2	2	1	7

SLOVENIE				1	6	1
SUEDE		1		2	3	
SUISSE	9	14	14	13	20	3
TCHEQUE, REPUBLIQUE	5	2	2	6		3
TURQUIE	1	1	5			2
UKRAINE					1	1

Statistique CRI e-commerce (Ebay, Amazon, Paypal, Skype, iTunes)

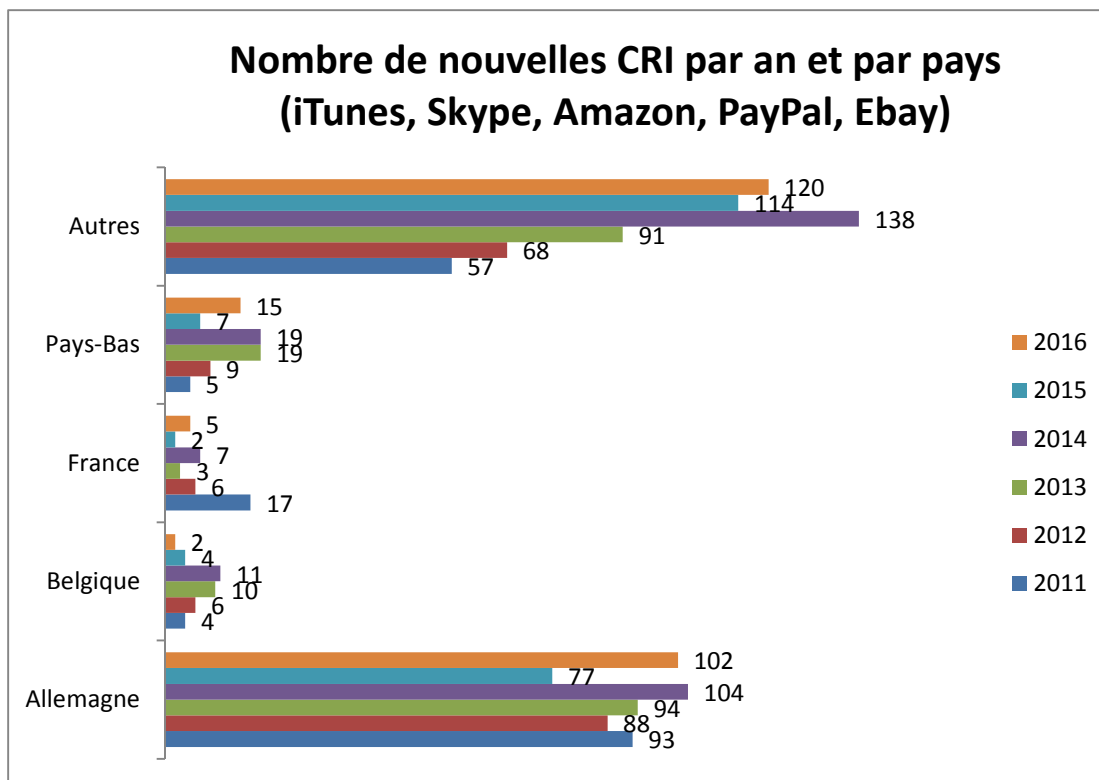
Nombre de CRI reçues par tiers saisi par an

	iTunes	Skype	Paypal	Amazon	Ebay
2011	100	40	28	4	4
2012	89	50	27	5	6
2013	92	60	39	13	13
2014	103	83	51	18	13
2015	70	68	39	22	5
2016	69	86	43	37	9



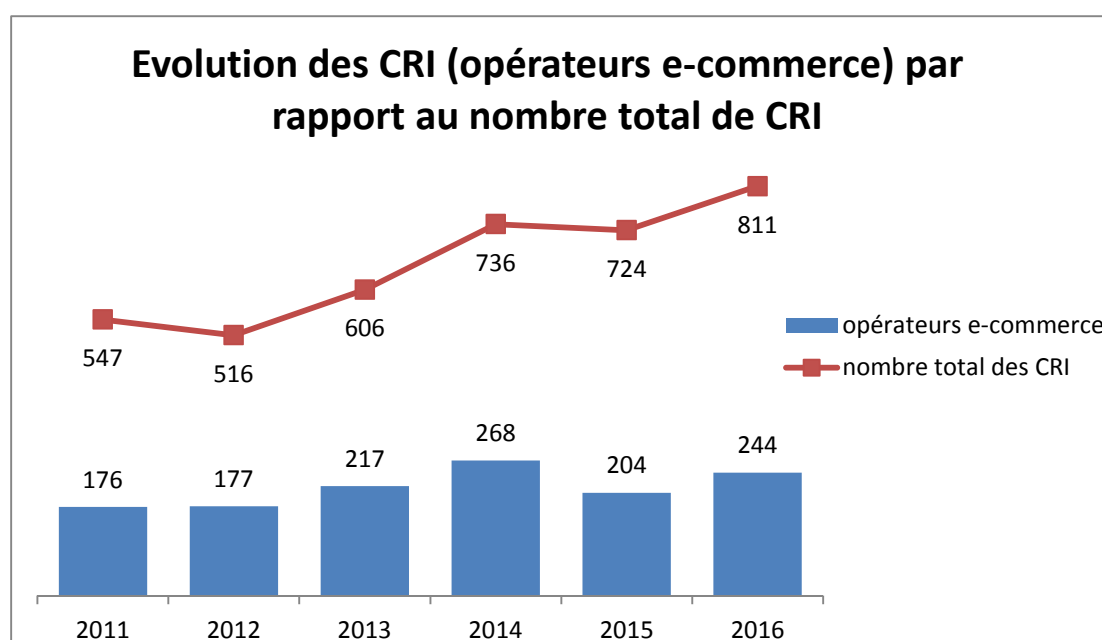
Nombre de nouvelles CRI par an et par pays

	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Allemagne	93	88	94	104	77	102
Belgique	4	6	10	11	4	2
France	17	6	3	7	2	5
Pays-Bas	5	9	19	19	7	15
Autres	57	68	91	138	114	120



Evolution des nouvelles CRI (opérateurs e-commerce) par rapport au nombre total de nouvelles CRI

	2011	2012	2013	2014	2015	2016
opérateurs e-commerce	176	177	217	268	204	244
nombre total des CRI	547	516	606	736	724	811



Entraide judiciaire en matière de fiscalité pour l'année civile 2016 (CRI initiales et additionnelles)

Escroquerie fiscale en matière de fiscalité indirecte

39 affaires dont 12 également en matière de fiscalité directe	17 exécutées	13 en traitement	9 refus	0 retirée
---	--------------	------------------	---------	-----------

Escroquerie fiscale en matière de fiscalité directe

37 affaires dont 2 également en matière de fiscalité indirecte	12 exécutées	12 en traitement	11 refus	2 retirées
--	--------------	------------------	----------	------------

=====

TOTAL :	76 entrées	29 exécutées	25 en traitement	20 refus	2 retirées
----------------	------------	--------------	------------------	----------	------------

Luxembourg, le 17 janvier 2017

Service Central d'Assistance Sociale

Année 2016

RAPPORT D'ACTIVITE
DU SERVICE CENTRAL
D'ASSISTANCE SOCIALE
SCAS
DE L'ANNEE
2016

(Année civile du 1^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2016)

Rapport d'activité du Service Central d'Assistance Sociale tel que demandé
par Monsieur le Ministre de la Justice.

Fait à Luxembourg, le 1^{er} mars 2017

INTRODUCTION

« Le Service Central d'Assistance Sociale – SCAS se présente », tel était intitulé un article paru au « Tageblatt » en date du 29 mai 1984. S'il ne s'agissait pas du premier article présentant cette institution, il s'avérait néanmoins qu'il avait présenté de manière assez extensive les objectifs et missions du SCAS sur l'étendue de trois-quarts de page du quotidien eschois.

Le « Service Central d'Assistance Sociale » a été créé en 1977 par ajout d'un article 47 bis à la loi du 18 février 1885 sur l'organisation judiciaire. Le SCAS regroupe tous les services chargés d'enquêtes sociales et d'assistance à des personnes sous surveillance judiciaire, comme le service de la protection de la jeunesse, le service de probation, le service d'aide aux victimes, le service de médiation, le service des tutelles pour mineurs et incapables majeurs ainsi que les services chargés de l'établissement des dossiers de la personnalité.

Actuellement le fonctionnement du SCAS est régi par l'article 77 de la loi du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire telle qu'elle a été modifiée.

Suite à l'entrée en vigueur de la loi du 18 décembre 2015 un changement notable a été apporté quant à la direction du SCAS qui est dorénavant dirigé sous la surveillance du procureur général d'Etat ou de son délégué par un directeur, détenteur d'un diplôme de fin d'études supérieures ou universitaires en psychologie, criminologie ou sciences sociales.

La soussignée assure depuis le 1^{er} mai 2016 la direction du SCAS. Un vaste programme de réorganisation interne des différents services a été aussitôt lancé en vue d'optimiser l'efficacité du SCAS. L'audit interne, décidé par Monsieur le Ministre de la Justice en 2015 et ayant débuté en juillet 2016, a confirmé et salué les nombreux changements qui entretemps ont été mis en place.

Au moment de la rédaction de ces lignes, les premiers fruits de ce travail de longue haleine peuvent être recueillis avec satisfaction par les équipes et la direction du SCAS, même si l'attention à porter aux efforts investis ne doit pas être relâchée afin d'aboutir, grâce aux moyens investis par tous les participants, au résultat escompté à court terme.

Néanmoins il reste à préciser que le SCAS nécessite encore la mise-à-disposition de personnel supplémentaire afin de renforcer surtout l'équipe des enquêtes sociales en vue de l'évacuation des enquêtes qui se sont accumulées au fur et à mesure, dus à un manque chronique en personnel.

De même le service des assistances éducatives souffre d'un manque en personnel, de sorte qu'un agent temps-plein est tenu de suivre 80 familles. La mission ne peut malheureusement pas être remplie de manière satisfaisante. L'agent du SCAS ne peut exercer qu'un rôle de coordinateur/contrôleur et non pas d'assistant en famille.

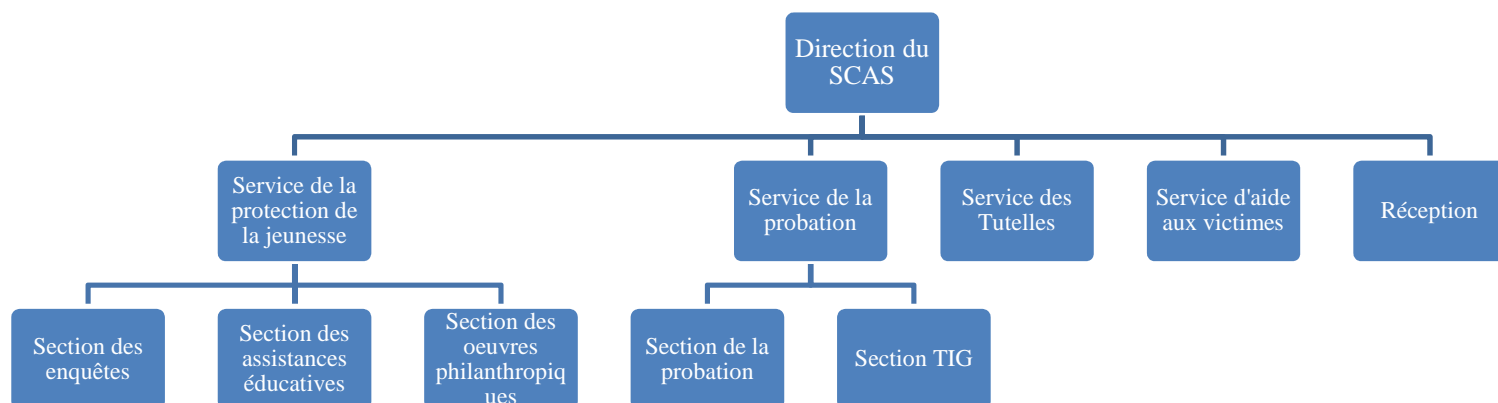
Les services des tutelles, de la probation et d'aide aux victimes doivent également être renforcés en personnel afin de pouvoir garantir un travail efficace et dans l'intérêt des clients.

En outre le SCAS devra opérer une ouverture vers l'extérieur en vue d'améliorer sa collaboration avec d'autres institutions (tribunal, parquet, Police, inspectorat, services de la médecine scolaire, divers services externes), ceci afin de redorer son image en tant qu'organe de l'administration judiciaire.

Marie-Claude BOULANGER
Directrice du SCAS

	Table des matières	
	Organigramme Crédits budgétaires	
1. 1.1. 1.1.1. 1.1.2. 1.1.2.1. 1.1.2.2. 1.1.2.3. 1.1.3. 1.1.3.1. 1.1.3.2. 1.1.4. 1.2. 1.2.1. 1.2.2. 1.2.3. 1.2.4 1.2.5. 1.3. 1.4.	Service de la protection de la jeunesse Les enquêtes sociales Généralités Les familles concernées Les mineurs Nationalité Milieu de vie des mineurs concernés Origine des mandats L'article 7 de la loi relative à la protection de la jeunesse Divers articles Conclusion Les assistances éducatives Généralités Les rapports dans le cadre des assistances éducatives Clôture d'une assistance éducative Les placements dans le cadre des assistances éducatives Conclusion Prestations éducatives et philanthropiques L'aide financière	
2. 2.1. 2.2. 2.3. 2.3.1. 2.3.2. 2.3.3. 2.3.4. 2.3.5. 2.3.6. 2.3.6.1. 2.3.6.2. 2.3.7. 2.4.	Service de probation Personnel Enquêtes sociales Les différentes mesures prises en charge Le contrôle judiciaire La suspension du prononcé probatoire Les travaux d'intérêt général Le sursis probatoire La surveillance électronique Le travail avec les détenus et les détenus et les détenus libérés Le travail pénitentiaire Le travail avec les détenus libérés Autres activités et projets L'aide financière	
3. 3.1. 3.1.1. 3.1.2. 3.1.3. 3.2. 3.2.1. 3.3.	Section des tutelles pour majeurs et mineurs Effectif, mission, démarches, chiffres et lettres Effectif Missions Chiffres et lettres Tutelles majeurs L'abus de faiblesse Tutelles mineurs	
4.	Service des aides financières, demandes en grâce, assistances judiciaires, consultations	
5.	Service d'aide aux victimes et de la médiation	

L'organigramme du SCAS (2016)



Suite à la modification par loi du 18/12/2015 de l'article 77 de la loi sur l'organisation judiciaire le poste de directeur du SCAS est dorénavant ouvert aux détenteurs d'un diplôme de fin d'études supérieures ou universitaires en psychologie, criminologie ou sciences sociales (carrières A1 et A2).

Depuis le 1^{er} mai 2016, le SCAS est dirigé par Mme Marie-Claude Boulanger, assistante sociale de formation.

Suite à plusieurs renforcements de personnel dans le cadre *du numerus clausus* (2014, 2015 et 2016), le cadre actuel du SCAS est composé de :

- une directrice ;
- 8 experts en sciences humaines de la carrière A1 ;
- 53 spécialistes en sciences humaines de la carrière A2 (ancienne carrière d'agent de probation) dont 5 postes, actuellement encore vacants, qui auraient en effet dû être occupés en 2016 mais qui, faute de combattants, ne seront occupés qu'au courant de l'année 2017 ;
- 2 artisans s'occupent de l'encadrement de personnes condamnées à des travaux d'intérêt général.

Le personnel administratif est détaché du Parquet Général. Il comprend actuellement :

- 3 rédacteurs ;
- 5 employés administratifs plein-temps
- 2 employées administratives mi-temps
- 4 réceptionnistes-téléphonistes à plein temps.

Depuis que la réception du SCAS a enfin été dotée du personnel réclamé depuis des années nous n'avons plus besoin d'avoir recours à des bénéficiaires du RMG (qui étaient engagés dans le cadre d'un contrat insertion ATI).

Fin 2016, l'effectif total était de **88 personnes**, toutes carrières et degrés d'occupation confondus. S'y ajoutent encore de **nombreux stagiaires** de différentes écoles supérieures qui, tout au long de l'année, effectuent des stages pouvant s'étendre de quelques semaines à plusieurs mois.

Dans le cadre du renforcement de personnel via le Numerus clausus 2016, le SCAS s'est vu octroyer un poste supplémentaire de psychologue (A1) qui a été affecté à la section des *assistances éducatives* du service de la *protection de la jeunesse*.

Les secrétariats des différentes sections se composent désormais comme suit :

- « Secrétariat de la Direction » **1** employée et **3** rédacteurs
- « Service de la protection de la Jeunesse » : **2** employées administratives ;
- « Service de la Probation » : **1,5** employées
- « Section TIG » : **0,5** employée ;
- « Service d'Aide aux victimes » et « Service des Tutelles » se partagent **1** employée.

Reste à remarquer que 2 de ces employées s'occupent également de la gestion des crédits budgétaires (SAP) destinés à l'aide des condamnés, des mineurs et des victimes.

De même 3 employées administratives doivent assumer la mission de correspondant informatique, tâche qui, en dehors de leur occupation normale, prend beaucoup de temps.

Au fil des années écoulées, la direction du SCAS ne s'est pas lassée de réclamer, des renforcements en personnel. Aussi dans le cadre de ces demandes, le SCAS avait demandé en début de l'année 2015 :

- 1 poste supplémentaire de psychologue (**accordé à partir de 2016**) ;
- 11 postes supplémentaires d'agent de probation (**5 postes accordés NC 2015**) ;
- 1 poste d'éducateur-instructeur (poste non accordé) ;
- 1 poste de rédacteur (**poste accordé en 2014 et engagement en 2016**) ;

En 2016, le SCAS n'a pas introduit de demande de renforcement en personnel étant donné qu'un **AUDIT**, demandé par Monsieur le Ministre de la Justice, a été réalisé de juillet à octobre 2016 par l'*entreprise de consulting Resultance SA*. Au vœu de Monsieur le Ministre, nos demandes de renforcement en personnel seraient à introduire en fonction du résultat de l'étude analytique fonctionnelle du SCAS. Ainsi, les demandes de renforcement en personnel seront présentées en début de l'année 2017.

Le résultat de l'AUDIT a en effet confirmé que nos demandes en renforcement en personnel, présentées au cours des années écoulées, étaient justifiées.

Au cours de l'année 2016 le SCAS a ouvert ses portes vers l'extérieur et a accueilli plusieurs intervenants ou institutions dans ses locaux, respectivement représenté le SCAS auprès d'autres établissements.

Les organes de presse suivants ont eu des entretiens avec la directrice et ont publié un reportage sur le SCAS :

- Lëtzeburger Land
- Jeudi
- RTL
- Luxemburger Wort

En plus le SCAS a participé à plusieurs groupes de travail concernant des projets de loi, notamment :

- le groupe de travail concernant sur le projet de loi portant réforme de l'exécution des peines
- le groupe de travail concernant le projet de loi portant réforme de l'administration pénitentiaire
- le groupe de travail concernant l'avant-projet de loi sur la protection de la jeunesse
- le groupe de travail sur le divorce

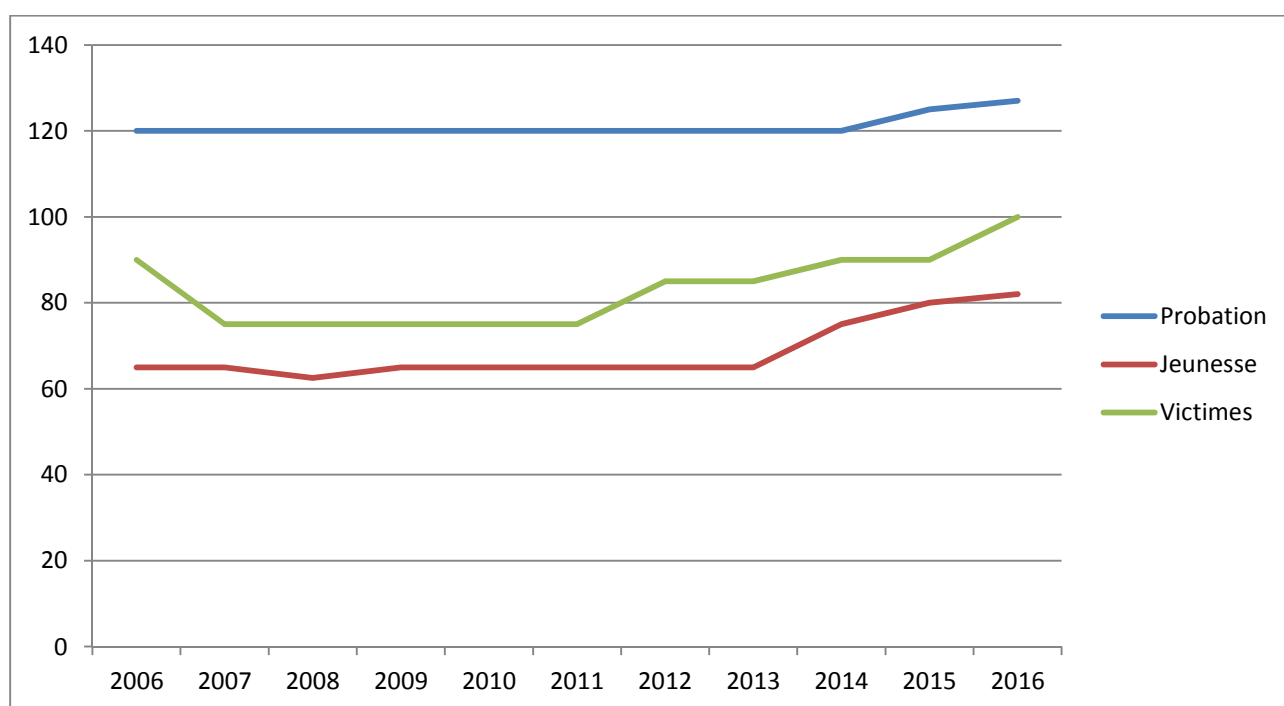
Dans le cadre du traitement des affaires courantes le SCAS a entretenu des relations étroites, tant avec les interlocuteurs internes (institutions judiciaires, ministères, magistrats etc) qu'avec des interlocuteurs externes, comme par exemple :

- Abrigado
- ADEM
- Administrations communales
- AFP (Services Asbl - Erzéiongs- a Familljeberodung)
- Aide familiale
- Alternatives Profamilia
- Alupse Dialogue
- ARCUS (Am Dengscht vun Kanner Jugend an Famill)
- Assistance en famille
- Atelier TABA
- Avocats
- CHDN Ettelbruck
- CPI Coordinateur de projets d'intervention (ONE)
- Déléguée à l'exécution des peines
- Différentes asbl
- Direction de la Police
- Epicerie sociales (Caritas/Croix-rouge)
- Familjenhëllef – Croix-rouge luxembourgeoise
- Follow Up
- Formation pour les CPI
- Foyer Leir (Kannerduerf)
- Foyer Sicheem – Fondation maison de la porte ouverte
- Hariko
- INAP (Institut national d'administration publique)
- Inspectorat de l'enseignement fondamental
- JDH
- Juges des tutelles
- Jugend an Drogenhëllef
- Jugendrichter an Parquet vun Dikkerech an Letzebuerg
- LNS (laboratoire national de santé)
- LTE Esch/Alzette
- Médecine scolaire présentation du Scas
- Objectiv Famill asbl
- Parachute
- Pro Familia
- Psyca
- Représentants de la Commission CIS/CMPP
- Résultance (audit)
- Réunions et visites logements encadrés
- Scouts à Neihaischen
- SDIP (Service de détection et d'Intervention précoce)
- Service de la statistique de la justice
- Service de placement familial
- Service Ensemble
- Service Familial Solidarité Jeunes asbl
- Service Impulse
- Service informatique de la justice
- Service La Main-tendue
- Service Psy Internat St. Anne
- SMPP et SPSE au CPL

- SPOS Nordstadtlycée
- SPOS (réunions d'équipes des assistants sociaux)
- Stëmm vun der Strooss
- Streetwork (Inter-Action) à Bonnevoie
- Vollekskichen

Les membres du SCAS peuvent bénéficier d'un consultant externe, qui offre une supervision individuelle ou en équipe.

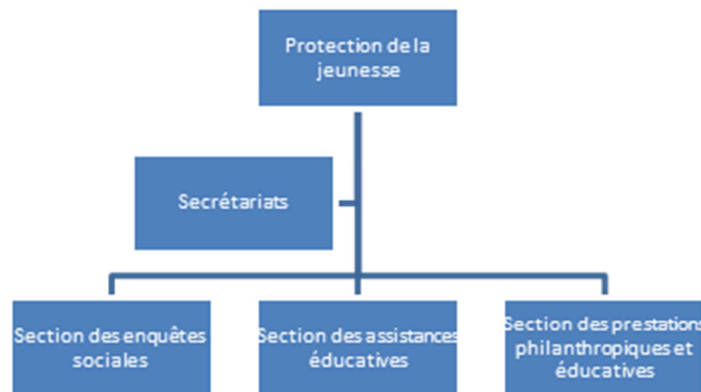
Crédit à la disposition des différents services du SCAS (par milliers d'Euros)



1. SERVICE DE LA PROTECTION DE LA JEUNESSE

Le service de la « protection de la jeunesse » dispose de 3 sections liées entre elles, à savoir :

- section des enquêtes sociales
- section des assistances éducatives
- section des prestations philanthropiques et éducatives.



Ces trois sections travaillent dans la même optique, à savoir de garantir le bien-être physique et psychique des mineurs sous mandat judiciaire.

Section des enquêtes

Les agents de la section enquêtes sociales réalisent des enquêtes/rapports d'évolution sur la situation personnelle, familiale et sociale du mineur. L'objectif d'une telle enquête sociale est de décrire de façon claire, précise et neutre l'environnement social du mineur ainsi que l'état physique et psychique dans lequel il se trouve. Afin d'évaluer la garantie du bien-être du mineur, l'agent du SCAS analyse les facteurs de risque et les facteurs de protection et il consulte les intervenants impliqués dans la situation. Dans l'enquête sociale, l'agent du SCAS informe les instances judiciaires de la situation actuelle et propose le cas échéant des mesures de changement. En principe, les rapports rédigés par les agents du service des enquêtes sociales sont joints dans le dossier de l'assistance éducative dès la réception. Les enquêtes sociales constituent d'ailleurs une ressource importante en informations sur la situation du mineur. Ils orientent le mineur et tous les membres de la famille concernés vers des services spécialisés, contrôlent les conditions recommandées par le mandant et réalisent des entretiens téléphoniques et individuels avec les mineurs et tous les membres concernés de la famille et autres professionnels impliqués dans la situation. Ils effectuent des visites à domicile/ lieu de vie et rédigent des rapports à l'attention des tribunaux et parquets.

Section des assistances éducatives

L'article 1 de la loi du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse prévoit la mesure d'assistance éducative. La mesure d'assistance éducative que les agents de la section assistances éducatives sont amenés à exercer consiste en une mesure de protection prise par le juge de la jeunesse lorsque la santé physique ou mentale, l'éducation ou le développement social ou moral du mineur sont menacés. Cette mesure permet de garantir le maintien du mineur dans son milieu familial. Les agents de cette section conseillent et contrôlent les parents dans leur tâche éducative et veillent à ce que le bien-être du mineur ne soit pas compromis. Ils restent en contact avec le mineur, sa famille et toute personne qu'ils jugent utile afin de récolter toutes les

informations nécessaires à l'exécution de leur mission. Ils contrôlent les conditions énumérées dans le jugement émis par le Tribunal de la Jeunesse et en cas de besoin soutiennent la famille dans la mise en place. Par des rapports réguliers, le juge de la jeunesse est tenu au courant de la situation. Si la situation du jeune s'est positivement redressée, l'assistance éducative n'étant plus nécessaire, une mainlevée pourra être accordée par le juge de la jeunesse.

Section des prestations éducatives et philanthropiques

L'article 1^{er} de la loi du 10 août 1992 sur la protection de la jeunesse prévoit que le tribunal de la jeunesse peut subordonner le maintien du mineur dans son milieu à plusieurs conditions, **notamment l'obligation d'accomplir une prestation éducative et philanthropique en rapport avec son âge et ses ressources. La prestation éducative et philanthropique s'applique aux mineurs qui ont commis un fait qualifié d'infraction.**

La prestation éducative et philanthropique est un service que le jeune rend gratuitement à la société pour réparer les torts commis. A cette occasion il offre ses compétences et son temps à une institution d'utilité publique.

Le Tribunal de la Jeunesse charge le SCAS de la surveillance et de l'organisation de l'exécution de la mesure.

L'agent du SCAS va tenter de comprendre avec le jeune et sa famille le pourquoi de son acte délinquant lors d'un premier entretien au bureau du SCAS.

Ensuite il va encadrer le jeune dans l'exécution de sa prestation éducative : élaboration d'un projet avec le jeune, recherche d'une institution par le jeune, signature de la convention dans l'institution, évaluation dans l'institution avec le jeune et ses parents, rédaction d'un rapport par le jeune.

L'agent du SCAS adresse un rapport final au juge de la jeunesse en y joignant la convention, le relevé des heures accomplies, l'évaluation et le rapport du jeune.

1.1. Les enquêtes sociales

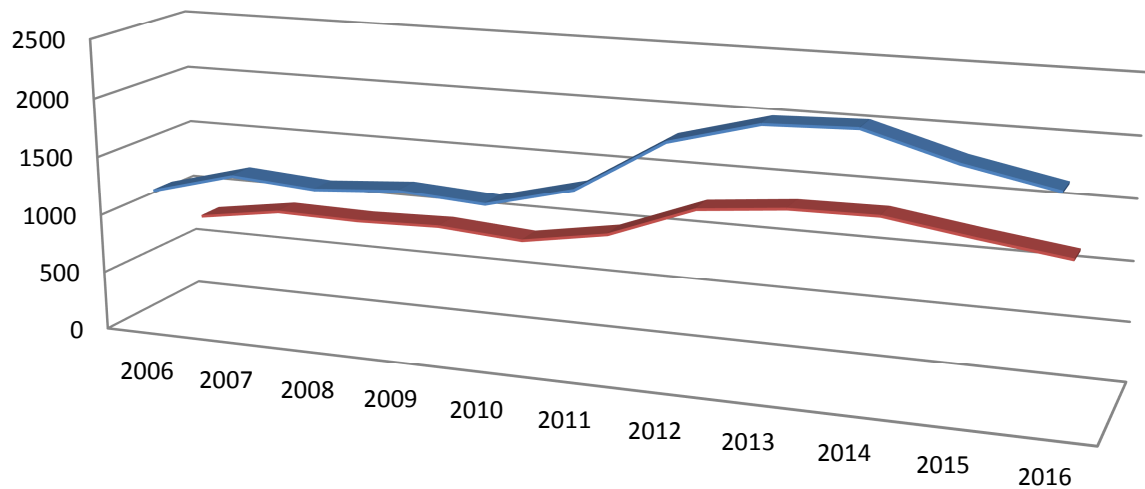
Le service des enquêtes disposait au 31 décembre 2016 de 21 assistants sociaux et d'un psychologue (18,25 équivalents plein-temps). Il est à noter que suite à la réorganisation de la section des enquêtes, un assistant social occupe la tâche du coordinateur et que le psychologue de la section est amené à évaluer les nouveaux dossiers, ce qui les limite dans la réalisation d'enquêtes sociales.

Durant l'année 2016, 958 enquêtes ont été demandées par les tribunaux de la jeunesse et des parquets avec 1578 enfants concernés par cette mesure. S'y ajoutent 154 rapports d'information avec 245 mineurs concernés. Au total les demandes s'élèvent donc à 1112 (1210 l'année passée). Avec un nombre total de 1823 enfants que nos agents ont rencontrés cette année, nous constatons un léger recul par rapport aux années précédentes.

1.1.1. Généralités

Le graphique 1 montre un aperçu de l'évolution du total des rapports sollicités ainsi que des mineurs concernés durant les derniers 10 années.

Graphique 1. Total des rapports / mineurs concernés



	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
■ Nombre de mineurs concernés	1190	1377	1326	1378	1333	1515	1957	2153	2178	1970	1823
■ Total des enquêtes/rapports	780	887	874	893	840	961	1239	1310	1319	1210	1112

Force est de constater, ci-dessous, que la majorité des demandes d'enquêtes sociales proviennent du Tribunal de la Jeunesse de et à Luxembourg ainsi que du Parquet Protection de la Jeunesse de et à Luxembourg. Le tableau 1 récapitule la provenance des demandes ainsi que des délais y relatifs.

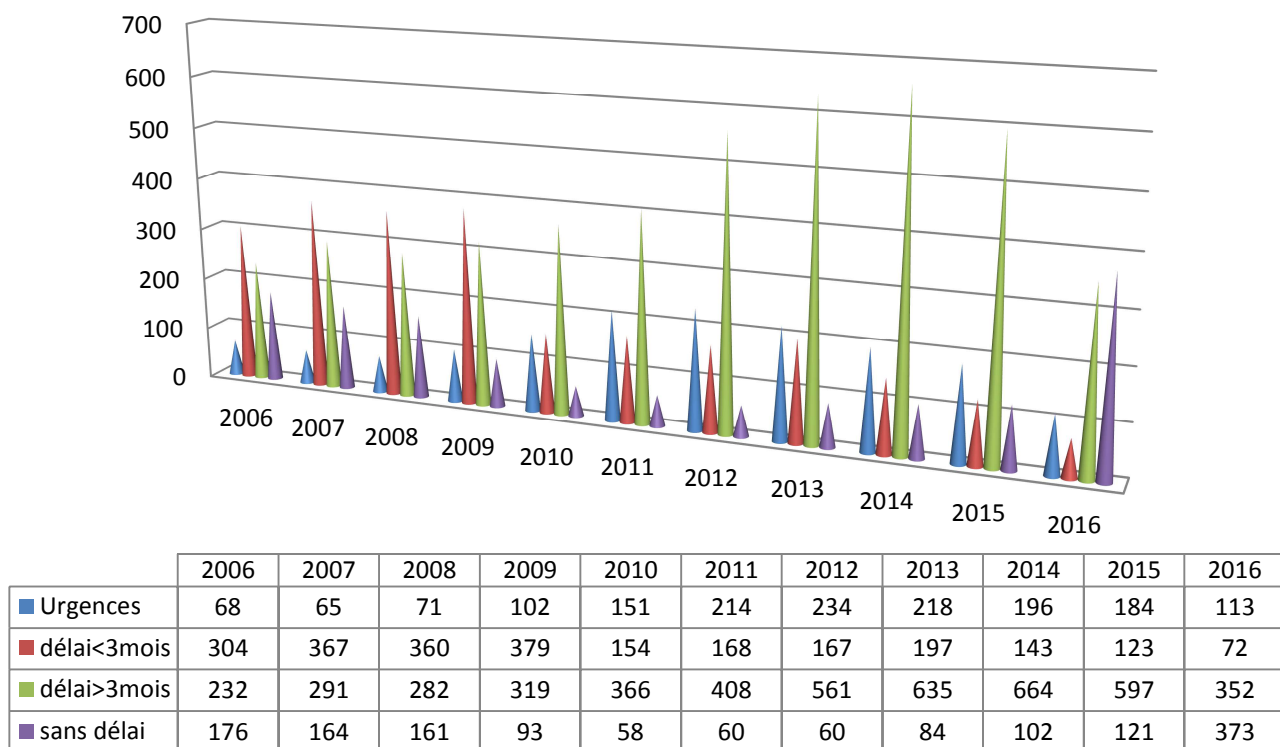
Tableau 1. Degré d'urgence des demandes d'enquête

Demandeur		Délai demandé					Total
		Urgences	Meilleurs délai	Inférieur à 3 mois	Supérieur à 3 mois	Sans délai	
Cour d'Appel				1		4	5
Parquet Général						1	1
Chambre IV		2		3	2		7
Juge de la Jeunesse	Luxembourg	38	42	45	179	173	477
	Diekirch	38	3	4	33	40	118
Juge des Tutelles des Mineurs*	Diekirch			2			2
Parquet	Luxembourg	24	3	11	135	133	306
	Diekirch	10		2	3	21	36
Tribunal Diekirch		1		4		1	6
Total		113	48	72	352	373	958

* Les enquêtes sociales demandées par le juge des tutelles sont effectuées principalement par la section des tutelles du SCAS.

En comparant le degré d'urgence des enquêtes sollicitées, il ressort clairement du graphique 2 qu'en 2016 le nombre d'enquêtes sans délais a nettement augmenté. Durant la même année, le nombre d'enquêtes sollicitées dans les meilleurs délais se dénombre à 48. Même si ce délai est à considérer comme moins haut que celui des urgences, il est évident que ces enquêtes sont aussi traitées avec une autre priorité. Ainsi, des enquêtes à réaliser dans un laps de temps proche représentent presque 19% de la totalité des enquêtes sollicitées.

Graphique 2. Répartition par degré d'urgence



1.1.2. Les familles concernées

1.1.2.1. Les mineurs

Le tableau 2, ci-après, donne une vision plus détaillée de la répartition des mineurs concernés par famille.

Tableau 2. Nombre de mineurs concernés par famille

Nombre d'enfant	1 enf.	2 enf.	3 enf.	4 enf.	5 enf.	6 enf.	7 enf.	8 enf.	Total
N° Familles	574	229	102	36	11	3	1	2	1578

Comme déjà remarqué l'année passée, c'est surtout le nombre élevé d'enquêtes sociales demandées pour des enfants à bas âge ou même des enfants à naître qui nous interpelle. En effet, 396 enquêtes concernant des mineurs âgés en-dessous de 4 ans ou à naître ont été sollicitées, parmi lesquelles 54 enfant à naître ! Le tableau suivant (3) renseigne sur le détail de la répartition par âge.

Tableau 3. Répartition par âge et sexe des mineurs concernés

	A naître	< 2 ans	2 à 3,9 ans	4 à 5,9 ans	6 à 11,9 ans	12 à 15,9 ans	16 à 17,9 ans	Age Inconnu	Total
Filles	NAP	86	102	82	234	151	54	1	710
Garçons	NAP	76	78	110	308	191	48	3	814
Total	54	162	180	192	542	342	102	4	1578

1.1.2.2. Nationalité

La plus grande partie des enquêtes concerne des mineurs de nationalité luxembourgeoise (652 mineurs), suivie par les mineurs de nationalité portugaise (358 mineurs). Le restant se répartit sur plus de 39 autres nationalités. Il est à noter que parmi tous les mineurs concernés, 93 sont de double nationalité (luxembourgeoise et une autre). De plus, il s'y ajoute 10 mineurs dont la nationalité n'est pas connue.

1.1.2.3. Milieu de vie des mineurs concernés

Si dans la majorité des cas, les mineurs concernés vivent encore dans un milieu familial, même élargi, quelques-uns se trouvent déjà en institution ou auprès d'une famille d'accueil lors de la demande d'enquête sociale.

Le tableau 4, ci-dessous, montre bien que ceci n'est le cas que pour un nombre restreint de mineur.

Tableau 4. Milieu de vie des mineurs concernés

	Nombre de mineurs
Milieu parental	670
Milieu maternel	685
Milieu paternel	95
Milieu grand- parental	31
Famille d'accueil	26
Centre hospitalier	4
Foyer	12
Milieu de vie inconnu	1
Enfant à naître	54
Total	1578

1.1.3. Origine des mandats

Comme déjà évoqué ci-avant, les mandats proviennent de différentes instances judiciaires. Néanmoins, ces instances se basent sur différents articles de diverses lois afin de pouvoir solliciter une enquête sociale.

Le suivant tableau 5 reflète la répartition des mandats selon l'article de référence.

Tableau 5. Répartition par article

	Mineurs concernés
Art. 7	1506
Art. 37	13
Tut.min	1
Divorce	23
Art. 302 (Code Civil)	13
Appel	6
Adoption	1
Commission Rogatoire Internationale	15
Total	1578

1.1.3.1. L'article 7 de la loi relative à la protection de la jeunesse

Les demandes concernant l'art. 7 de la loi relative à la protection de la jeunesse se chiffrent à 1506 enfants. Vu que ces enquêtes représentent la majorité des mandats (95%), il se prête à analyser ces dossiers plus en détail.

Quant au milieu de vie des mineurs concernés par l'article 7, les mêmes constats que pour la globalité des mandats peuvent être faits, à savoir que presque l'entièreté des mineurs vivent dans un milieu familial, même élargi.

Le prochain tableau (6) permet de consulter le détail des milieux de vie.

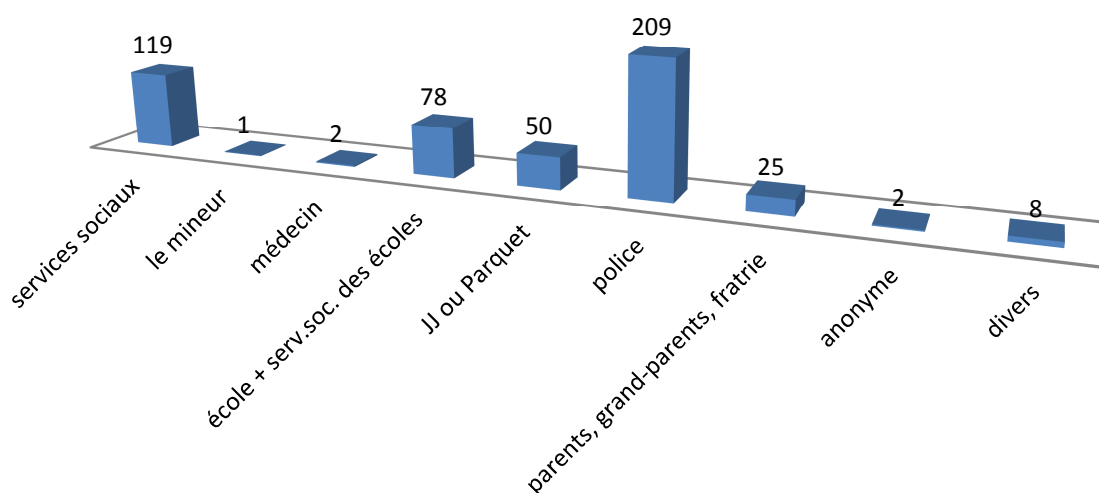
Tableau 6. Milieu de vie des mineurs concernés par l'article 7

	Mineurs concernés
Milieu parental	671
Milieu maternel	639
Milieu paternel	83
Milieu grand-parental	21
Famille d'accueil	24
Centre hospitalier	4
Foyer	11
Milieu de vie inconnu	1
Enfant à naître	52
Total	1506

Dans le même cadre, il n'en est de moindre intéressant d'analyser l'origine des signalements. Si en tout, 909 familles sont concernées par l'article 7, il faut bien différencier entre une demande d'enquête sociale et un rapport d'évolution. De ces 909 familles, 415 ont fait objet d'un rapport d'évolution. Il en reste 494 familles pour lesquelles une enquête sociale a été sollicitée.

Le suivant graphique 3 montre le relevé des origines des signalements pour ces 494 familles. Il s'ensuit que la majorité des familles est signalée par la police, suivie des services sociaux.

Graphique 3. Relevé des origines des signalements



Si d'un côté l'origine des signalements est intéressante, il en est de même quant à la raison des signalements. Comme ressort du tableau suivant (Tab. 7), 58,5% des familles sont signalées afin de réaliser une étude sociale et familiale du milieu de vie.

Tableau 7 : Détail sur la raison des signalements

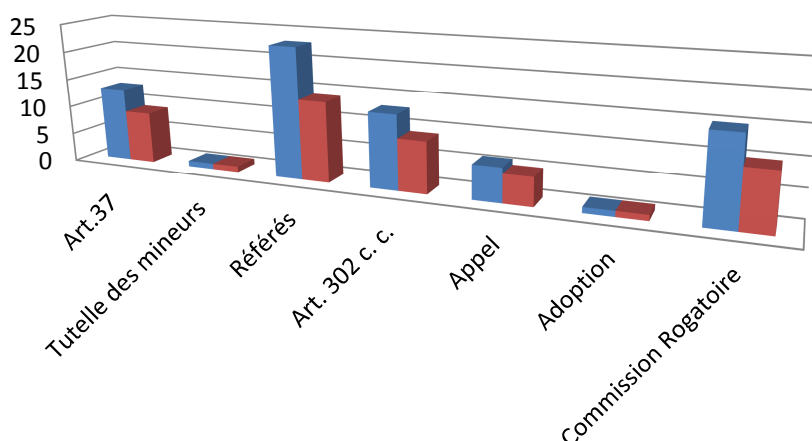
Type de motifs	Mineurs concernés	Familles concernées
Etude sociale et familiale du milieu de vie	509	289
Indisponibilité des parents	52	36
Maltraitance physique et psychique	68	51
Soupçon d'abus sexuel	11	8
Demande de changement de garde	7	7
Absentéisme scolaire	19	15
Intégrité physique et psychique compromise	46	44
Toxicomanie du mineur	4	4
Vol	1	1
Attentat aux mœurs	3	3
Complément d'enquête	59	36
TOTAL	779	494

1.1.3.2. Divers Articles

Bien que l'article 7 de la loi relative à la protection de la jeunesse représente la majorité absolue des enquêtes sollicitées, les demandes introduites sous base d'un autre article ne sont pas à négliger.

Le graphique 4, ci-après, illustre très bien qu'il s'agit effectivement d'une minorité de dossiers. Néanmoins, les problématiques y relatives ne sont pas d'une moindre importance.

Graphique 4. Répartition selon les autres articles



	Art.37	Tutelle des mineurs	Référé	Art. 302 c. c.	Appel	Adoption	Commission Rogatoire
■ Enfants	13	1	23	13	6	1	15
■ Familles	9	1	14	9	5	1	10

1.1.4. Conclusion

Au terme de cette analyse, il est à noter que depuis les dernières années le nombre total de demandes est en régression. Il est cependant important de préciser que le cadre actuel ne permet que de répondre aux demandes introduites dans l'année 2016, ce qui implique un retard dans le traitement des dossiers en attente. En prenant ceci en considération, de même qu'en s'apercevant que le nombre de demandes à traiter en « urgence » ou dans les « meilleurs délais » reste constant (ce qui engendre une prise en charge quasi immédiate), on ne peut que constater une réduction minime des retards.

De plus, une nette croissance de dossiers sans délais de traitement (augmentation de plus de 300% !) est observée.

Force est aussi de constater que le nombre de demandes concernant des enfants à naître continue à croître : 54 en 2016 par rapport à 37 en 2015. Vu les inquiétudes quant au futur milieu de vie de l'enfant à naître, ces dossiers sont traités dans un court laps de temps.

Suite à la réorganisation de la section, une meilleure vision globale des dossiers non-traités ainsi qu'une meilleure répartition par degré d'urgence et par disponibilité des agents ont pu être atteints. Ainsi, il nous est possible de répondre aux demandes avec une plus grande efficacité et efficience. Néanmoins, des renforts en personnel sont nécessaires afin de combler non seulement les retards mais aussi d'assurer la nouvelle gestion et procédure de traitement des demandes.

1.2. Les assistances éducatives

La loi confie aux parents une « mission » juridique importante pour assurer l'éducation de leur enfant : il s'agit de l'autorité parentale. Par autorité parentale, on entend l'ensemble des droits et devoirs reconnus aux parents sur la personne et les biens de leurs enfants mineurs et non émancipés. Toutefois, si les parents sont défaillants dans leur rôle de protecteur, le juge de la jeunesse peut intervenir et remédier à ce manque par le biais d'une assistance éducative.

Le service des assistances éducatives disposait au 31 décembre 2016 de 16.25 ETP (emplois temps plein) dont deux psychologues ETP et un criminologue ETP.

Suite à une réorganisation de la section des enquêtes, un des psychologues du service des assistances éducatives est amené à participer à l'évaluation des demandes adressées au service des enquêtes sociales et à rédiger des enquêtes sociales occasionnellement.

Dans le cadre d'une réorganisation du Scas, un assistant social est amené à exercer en collaboration avec la secrétaire de la section la tâche du coordinateur.

Actuellement la distribution des dossiers aux agents est réalisée selon deux principaux critères : d'une part le positionnement d'une famille et d'autre part la charge de travail de chaque agent.

Dans une moindre mesure, la spécificité/le domaine de compétence des intervenants est pris en considération.

Un problème auquel le service est confronté depuis des années est le transfert fréquent des dossiers. Cette situation est due à une fluctuation importante d'un personnel.

1.2.1. Généralités

Le graphique 5 donne un aperçu du nombre de familles suivies par notre service dans le cadre d'une assistance éducative.

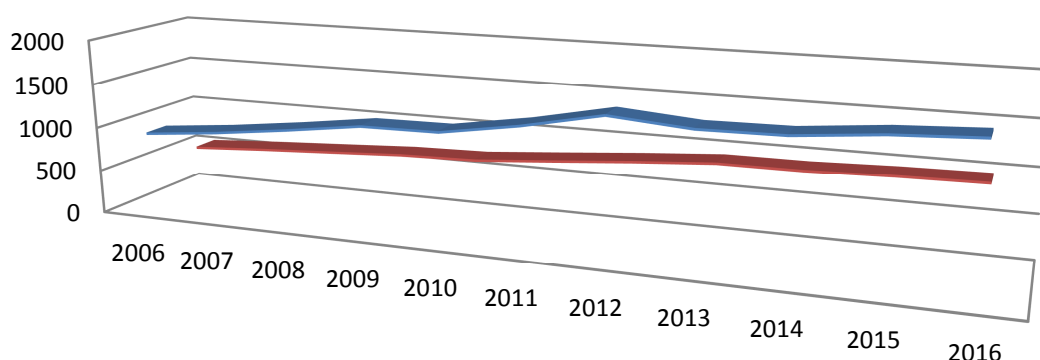
Ce chiffre est en constante augmentation depuis une dizaine d'années.

Durant l'année 2016, la section s'est occupée de 1617 mineurs issus de 951 familles.

En 2015 le nombre de familles s'élevait à 937, ce qui correspond à un total de 1573 mineurs.

Fait est de constater que depuis ce temps les ressources en personnel ne sont pas adaptées en fonction de la charge de travail croissante.

Graphique 5. Total des Assistances Educatives



	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
■ nombre de mineurs	909	991	1095	1212	1222	1363	1544	1477	1489	1573	1617
■ nombre de familles	530	583	629	676	696	767	841	906	909	937	951

La section des assistances éducatives s'est occupée de 951 familles en 2016, dont 788 proviennent du Tribunal de la jeunesse de Luxembourg, 137 du Tribunal de la jeunesse de Diekirch et 26 de la Cour d'appel.

Tableau 8. Provenance des dossiers suivis

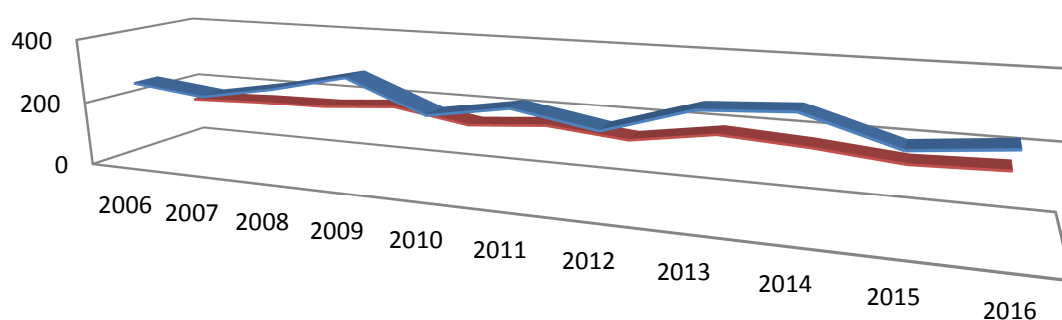
Provenance	Mineurs concernés	Familles concernées
JJ Luxembourg	1362	788
JJ Diekirch	224	137
Cour-Chambre d'Appel Jeunesse	31	26
Total	1617	951

Concernant la répartition par âge, on peut constater que la tranche d'âge majoritairement représentée concerne des mineurs âgés entre 6 et 12 ans.

Tableau 9. Répartition par âge

Répartition par âge	Mineurs concernés
0-3	144
4-5	132
6-12	694
13-16	478
17-18	169
Au-delà de la majorité	0

Graphique 6. Assistances éducatives prononcées de 2006 à 2016



	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
■ mineurs concernés	258	233	274	327	234	275	233	311	326	251	277
■ nombre de familles	153	162	166	185	147	167	145	184	170	147	155

Une moyenne 160 nouveaux dossiers (273 mineurs) parvient chaque année à la section des assistances éducatives.

Actuellement 1 agent ETP s'occupe en moyenne de 122 mineurs (109 en 2015), respectivement de 73 familles (65 en 2015), ce qui fait en sorte que l'assistance éducative ne peut pas être considérée comme suivi intensif, mais a pour but principal de mettre en place un réseau social et d'assurer une mission de contrôle.

Etant donné que l'effectif ne s'accroît pas en conséquent, le nombre de mineurs suivis par agent du Scas est de plus en plus important.

Tableau 10. Milieu de vie des mineurs

milieu de vie des mineurs (assistances éducatives 2016)	Mineurs concernés	Année précédente
milieu parental	147	92
milieu maternel	101	118
milieu paternel	12	25
milieu grand-parental	15	15
famille d'accueil	2	0
centre d'accueil	0	1

1.2.2. Les rapports dans le cadre des assistances éducatives

Une des missions de l'agent du Scas consiste dans la rédaction de rapports afin de tenir le juge de la jeunesse au courant de l'évolution de la situation des mineurs et de proposer toute mesure qu'il croit avantageuse pour les mineurs et leurs familles. :

Année	2014	2015	2016
Rapport sur demande du JJ	223	146	119
Evolution, demande pour mainlevée	140	118	139
Evolution actuelle	203	297	307
Information changement situation	79	102	154
Demande d'intervention pour autres enfants			26
Information sur 1^{er} entretien (remplacé en 2016 par un rapport d'évolution)	105	92	/
Total des familles concernées	772	803	745

1.2.3. Clôture d'une assistance éducative

Au cours de l'année 2016, 117 familles concernant 295 mineurs n'ont plus été suivies par la section des assistances éducatives : ce pour différentes raisons.

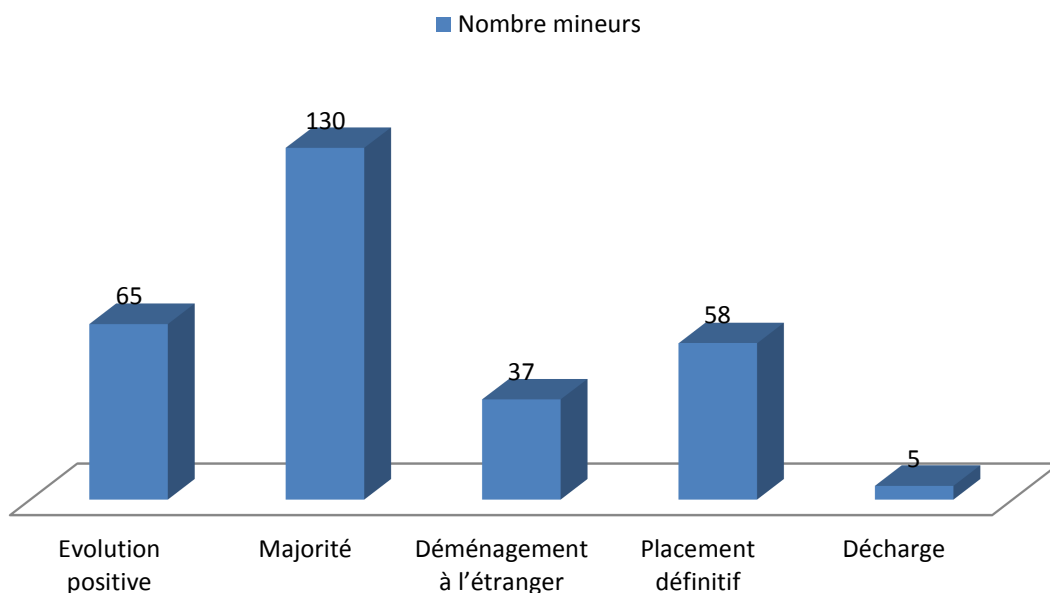
130 mineurs sont devenus majeurs et ne sont plus concernés par la loi du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse.

65 mineurs ont fait l'objet d'une évolution positive et par conséquent n'étaient plus dans le besoin d'un encadrement.

58 mineurs ont fait l'objet d'une mesure de placement à durée indéterminée.

37 mineurs n'habitent plus sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg, l'agent n'était plus en mesure d'exécuter sa mission d'assistance éducative.

Graphique 7. Motifs des clôtures



1.2.4. Les placements dans le cadre des assistances éducatives

Au cours de l'année 2016, 58 mineurs ont fait l'objet d'une mesure de placement. Les mineurs ont été placés dans les institutions suivantes :

Placements/mesures de garde	Mineurs placés en 2016	Mineurs placés en 2015
Placement en foyer	20	33
Placement au Centre Socio-Educatif	10	13
Placement Internat	2	3
Placement famille d'accueil – milieu familial	26	41
Total	58	90

1.2.5. Conclusion

En guise de conclusion il est à noter que depuis une dizaine d'années le nombre de mineurs suivis par la section des assistances éducatives ne cesse d'augmenter. Etant donné que les ressources en personnel n'augmentent pas en conséquent, le nombre de dossiers à traiter par agent devient de plus en plus important. Un renfort en personnel est nécessaire afin de pouvoir assurer un encadrement adéquat des familles.

La situation est telle que les agents sont confrontés à une surcharge de travail importante qui ne permet pas aux agents de prêter un encadrement adéquat des familles. A cela se rajoute que les intervenants font au quotidien le constat que les situations auxquelles ils sont confrontés deviennent de plus en plus complexes et préoccupantes, nécessitant des interventions difficiles et urgentes.

Le poids des responsabilités et la pression qui en résulte pèse sur chaque agent.

1.3. Prestations éducatives et philanthropiques

Au cours de l'année 2016, le service des prestations éducatives et philanthropiques disposait d'un agent de probation à $\frac{3}{4}$ temps. Cet agent occupe également la tâche du coordinateur de ce service.

Etant donné que depuis cette année le rapport d'activité ne considère plus l'année judiciaire, mais l'année du calendrier, je tiens à noter que de septembre à décembre 2015 notre service a traité 18 dossiers, 16 provenant du tribunal de la jeunesse de Luxembourg et 2 de Diekirch. Toutes les mesures ont été exécutées.

Sur les 56 jugements de l'année judiciaire 2014/2015, 6 mineurs n'ont pas exécuté leur prestation, un mineur a eu une décharge.

Durant l'année 2016, les tribunaux de la jeunesse de Luxembourg et de Diekirch ont **prononcé 74 jugements** (56 jugements l'année précédente). Le tribunal de la jeunesse de Luxembourg a prononcé 68 jugements, celui de Diekirch 6.

Tableau 11 Répartition des décisions par juridiction

Provenance	Garçons	Filles	Total
Tribunal de la jeunesse			
Luxembourg	62	6	68
Diekirch	6	0	6
Total	68	6	74

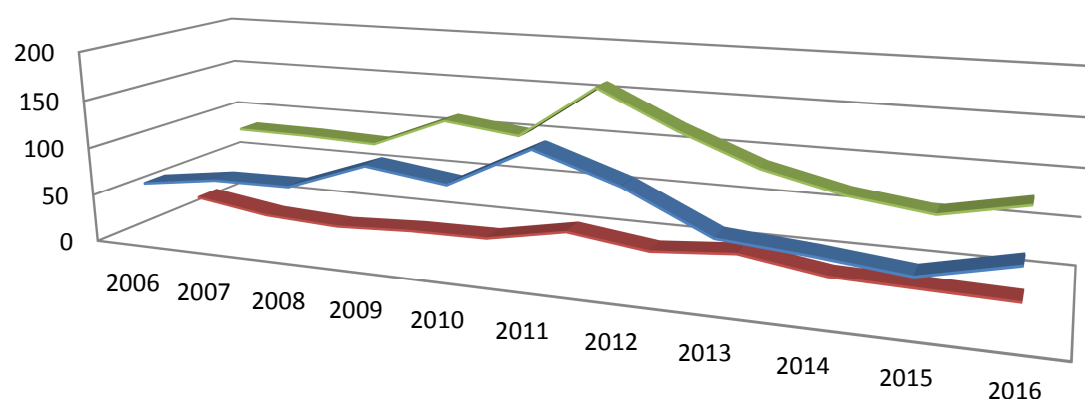
Tableau 12. Répartition par âge et par sexe

	11-15,9 ans	16-17,9 ans	18 ans	Total
Garçons	12	48	8	68
Filles	2	2	2	6
Total	14	50	10	74

Le tableau ci-dessus nous indique l'âge des mineurs au moment de la prononciation du jugement. Au moment où le mineur commet l'infraction, il est entre 6 mois et 2 ans plus jeune.

Pendant les 10 dernières années, l'application de la mesure s'est développée de la façon suivant

Graphique 8. Evolution de la mesure

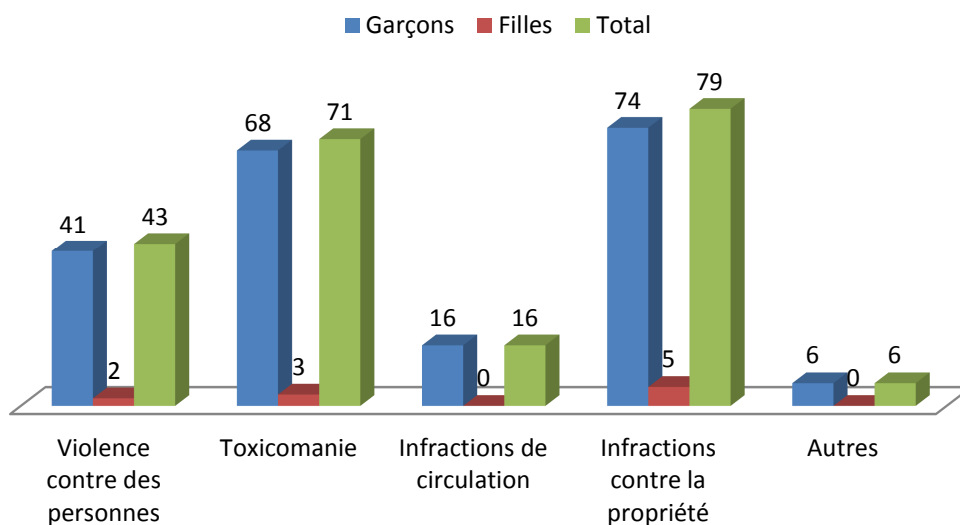


	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Jugements garçons	60	71	72	101	90	132	104	64	57	48	68
Jugements filles	22	10	6	10	11	27	16	23	10	8	6
Total jugements	82	81	78	111	101	159	120	87	67	56	74

Nous constatons que les infractions « toxicomanie » ont beaucoup augmenté ces dernières années et cette tendance se confirme pour cette année. Aussi, cette année les infractions de circulation ainsi que les infractions contre la propriété, notamment les infractions de vol ont augmentées considérablement.

Tableau 13 : Infractions commises	Garçons	Filles	Total
Coup et blessure volontaire V	10 (7)	1 (3)	11 (10)
Profération de menaces et injures V	5 (1)	0 (1)	5 (2)
Outrage à un agent de la force publique/ Rébellion V	0 (1)	1 (1)	1 (2)
Vol simple P	54 (7)	5 (7)	59 (14)
* Vol avec effraction P	15 (9)	0 (1)	15 (10)
C Vol avec violence ou menaces V	11 (10)	/	11 (10)
h Tentative de vol avec effraction P	1 (3)	/	1 (3)
i Recel / Abus de confiance P	3 (0)	/	3 (0)
f Dégradation de biens mobiliers et immobiliers V	8 (11)	/	8 (11)
r Attentat à la pudeur V	6 (1)	/	6 (1)
e Tentative de vol simple P	1 (0)	/	1(0)
s Tentative de vol avec violence ou menaces V	1 (0)	/	1 (0)
d Toxicomanie (détention) T	25 (18)	1 (1)	26 (19)
e Toxicomanie (usage) T	27 (19)	2 (2)	29 (21)
l Toxicomanie (vente) T	16 (5)	/	16 (5)
, Port d'arme A	5 (0)	/	5 (0)
a Détention et diffusion de films porno/mineur A	1 (2)	/	1 (2)
n Infraction au code de la route C	16 (10)	/	16 (10)
n			
é Total	<u>205 (121)*</u>	<u>10 (16)</u>	<u>215 (137)</u>
e			
2 V (Violence contre des personnes)	41	2	43 (39)
0 A (Autres)	6	/	6 (4)
1 T (Toxicomanie)	68	3	71 (44)
5 C (Infractions de circulation)	16	/	16 (10)
P (Infractions contre la propriété)	74	5	79 (40)

Graphique 9. Infractions commises en 2016



Graphique 10. Comparaison des infractions durant les années 2015 et 2016

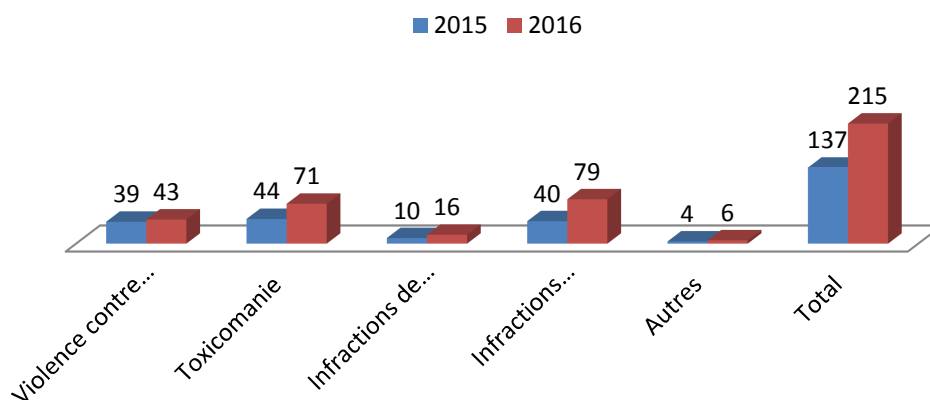


Tableau 14. Répartitions par nombre d'heures

Heures à prester	Garçons	Filles	Total
8	1	0	1
16	2	1	3
24	6	1	7
32	1	0	1
40	10	3	13

56	3	0	3
64	5	0	5
80	25	1	26
96	6	0	6
120	8	0	8
240	1	0	1
Total	68	6	74

Le tribunal de la jeunesse décide du nombre d'heures à prester, qui varie cette année entre 8 et 240 heures. La majorité des jeunes doit exécuter 80 heures. On constate peu de variations durant ces dernières années.

Le tribunal de la jeunesse peut également fixer le délai dans lequel la prestation éducative doit être accomplie.

Graphique 11. Répartition des heures prestées

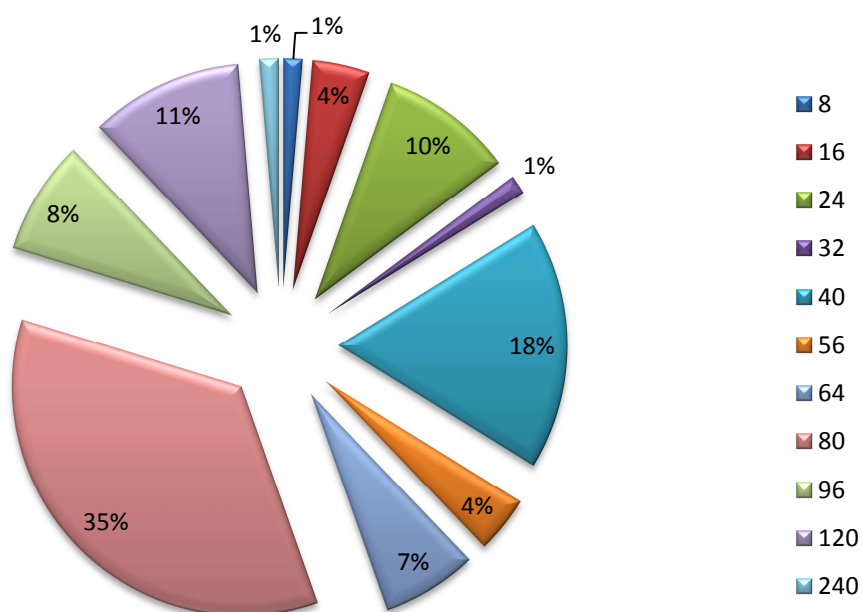


Tableau 15. Milieu de vie

	Garçons	Filles	Total
Parental	30	0	29
Maternel	20	3	23
Paternel	5	0	5
Grand-parental	0	1	1
CSEE	9	1	10

Foyer	2	0	2
CHNP	0	1	1
CPL	2	0	2
Total	68	6	74

La majorité des jeunes devant exécuter des prestations éducatives vivent auprès de leurs parents. 20 % des jeunes sont placés (dans un foyer, au CHNP, au CPL ou au CSEE).

Conclusion

Au cours des dernières années, le service a mis en place un modèle d'exécution qui est en permanente évolution en fonction des expériences acquises, car ni la loi, ni le tribunal ne prévoient les modalités d'exécution.

Grâce à ce modèle, le jeune devient lui-même l'acteur de la réparation de son acte délinquant.

En général, les jeunes sont conscients de l'importance de la mesure qui leur a été octroyée. Ils ressentent un besoin de réparer une erreur commise. Moyennant cette réparation, ils veulent prouver, à eux-mêmes, à leurs parents et aux autorités judiciaires, qu'ils sont capables d'accomplir des actes positifs. Cette prise de conscience est encouragée moyennant des entretiens lors desquels nous essayons de comprendre ensemble la raison de leur acte. Les jeunes, ainsi que leurs parents semblent soulagés d'avoir pu se libérer de leurs sentiments.

Le fait que les jeunes soient personnellement présents et impliqués dans toute démarche ou acte contribue à enlever certains préjugés à leur égard.

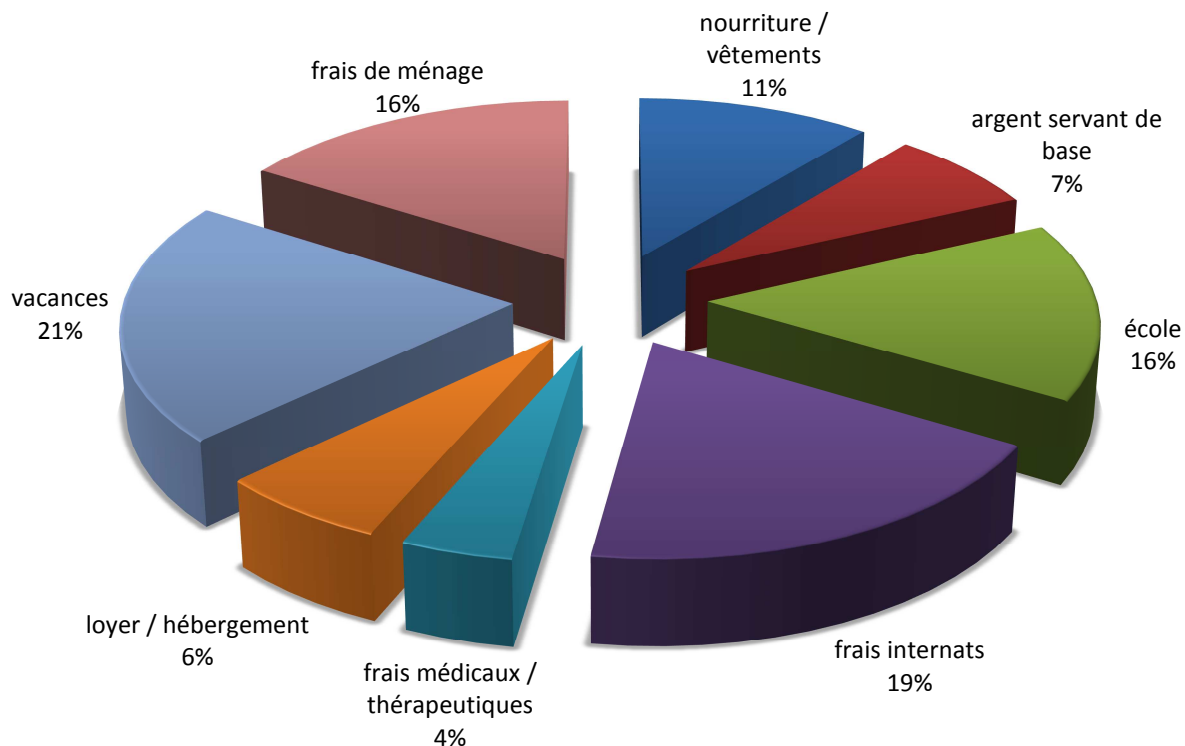
Les institutions auxquelles les jeunes ont recours sont des institutions d'utilité publique, surtout les centres intégrés pour personnes âgées, les hôpitaux, les foyers de jour pour personnes âgées, les services techniques des communes ou les institutions ayant un but social comme la Croix Rouge, l'Asti etc.

On constate que les jeunes, leurs parents et les responsables des institutions sont majoritairement satisfait de la mesure.

Il n'y a qu'une minorité de jeunes qui se soustrait au jugement du tribunal par manque de respect envers les règles et envers l'autorité en général. La majorité de ces jeunes sont également placés aux CSEE, au CPL ou en psychiatrie juvénile.

1.4. L'aide financière

Le service de la protection de la jeunesse dispose d'un budget de 82 000 € pour venir en aide aux mineurs.



2. SERVICE DE PROBATION

Le service de probation s'occupe du suivi psychosocial des condamnés à une peine de prison ferme, resp. à l'exécution des alternatives à une peine d'emprisonnement.

Les membres du service de probation assurent le suivi des personnes se trouvant sous une des mesures suivantes : contrôle judiciaire, suspension du prononcé probatoire, travail d'intérêt général, sursis probatoire, surveillance électronique ainsi que l'encadrement des personnes condamnées à une peine d'emprisonnement ferme et les modalités d'exécution y relatives (e.a. suspension de peine et libération conditionnelle)

Un autre volet des missions du service de probation est la réalisation d'enquêtes sociales sur demande des parquets, juges d'instruction ou du parquet général, afin de fournir des informations sur des personnes qui leur ont été signalées par des procès-verbaux sur lesquels il leur semble utile d'avoir des informations supplémentaires resp. de fournir des informations sur des personnes condamnées à des peines privatives de liberté de courte durée en vue de prendre la décision la plus adéquate à leur sujet.

Au courant de l'année 2016 des changements structurels du service de probation ont été réalisés. Dans le passé le service de probation était divisé en différentes sections. Suite à un changement d'approche, les différentes sections ont été regroupées sous une entité commune, dans le but d'assurer un suivi plus adéquat et afin de garantir la diversification du travail de chaque agent de probation.

2.1. Personnel

Certains changements au niveau du personnel ont eu lieu au courant de l'année de référence. Au 31.12. le service se composait de 22 collaborateurs :

12,25 postes d'agents de probation, dont 8 à plein temps, 3 postes à 75% et 4 mi-temps.

1 criminologue travaillant à 75%, 1 psychologue travaillant à 25% ce qui donne 13,25 postes en total.

Ce chiffre est dû au regroupement des différentes sections du service de probation et ne représente pas une augmentation réelle du nombre de postes par rapport à l'année passée.

Le secrétariat étant composé d'un plein temps et de deux mi-temps. Le fonctionnement de l'atelier, en vue de l'exécution des mesures de TIG, est assuré par 2 artisans-ouvriers. Deux agents de probation assurent la coordination du service, en tant que tâche supplémentaire.

Répartition des postes :

Nombre de poste d'agents de probation	12,25
Nombre de poste de criminologue	0,75
Nombre de poste de psychologue	0,25
Nombre total du personnel psycho-social	13,25
Nombre de postes du secrétariat	2
Nombre d'artisans-ouvriers	2

Charge de travail :

Nombre total des dossiers suivis par le service en 2016	1766
Nombre d'enquêtes réalisées en 2016	92
Nombre de dossiers suivis par poste (flux en 2016)	133
Nombre de dossiers suivi par poste en date du 31.12	91

2.2. Enquêtes sociales

Le service de probation réalise les enquêtes de la personnalité ainsi que les enquêtes d'opportunité dans le cadre de l'application du bracelet électronique.

Un total de 31 demandes en vue de réaliser des enquêtes sur la personnalité des personnes concernées nous sont parvenues en 2016, dont 18 de l'exécution des peines et 13 de la part du parquet.

Pour les **34 dossiers de la personnalité traités** en 2016, le service a proposé, entre autres, 7 mesures de « TIG », dont 3 sont en cours d'exécution. 10 personnes ne se sont pas présentées suite à notre convocation, la réalisation d'une enquête a, pour ces cas, donc été impossible.

En ce qui concerne les **enquêtes d'opportunité en vue d'un bracelet électronique**, le service de probation a été mandaté de procéder à 65 enquêtes : **un total de 58 enquêtes a été réalisé**, 7 enquêtes étaient toujours en cours en date du 31 décembre.

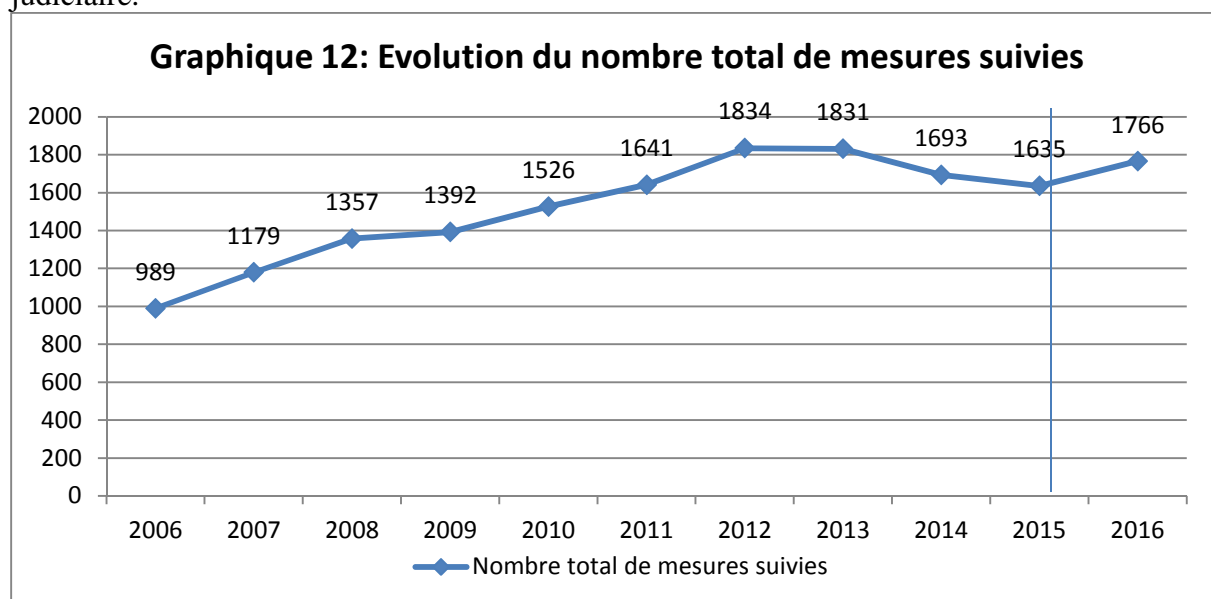
2.3. Les différentes mesures prises en charge

Le graphique 13 représente le nombre total de toutes les mesures suivies par le service de probation (contrôle judiciaire, suspension du prononcé probatoire, travail d'intérêt général, sursis probatoire, surveillance électronique et travail pénitentiaire). Le graphique 14 représente l'évolution des différentes mesures au cours des dix années précédentes.

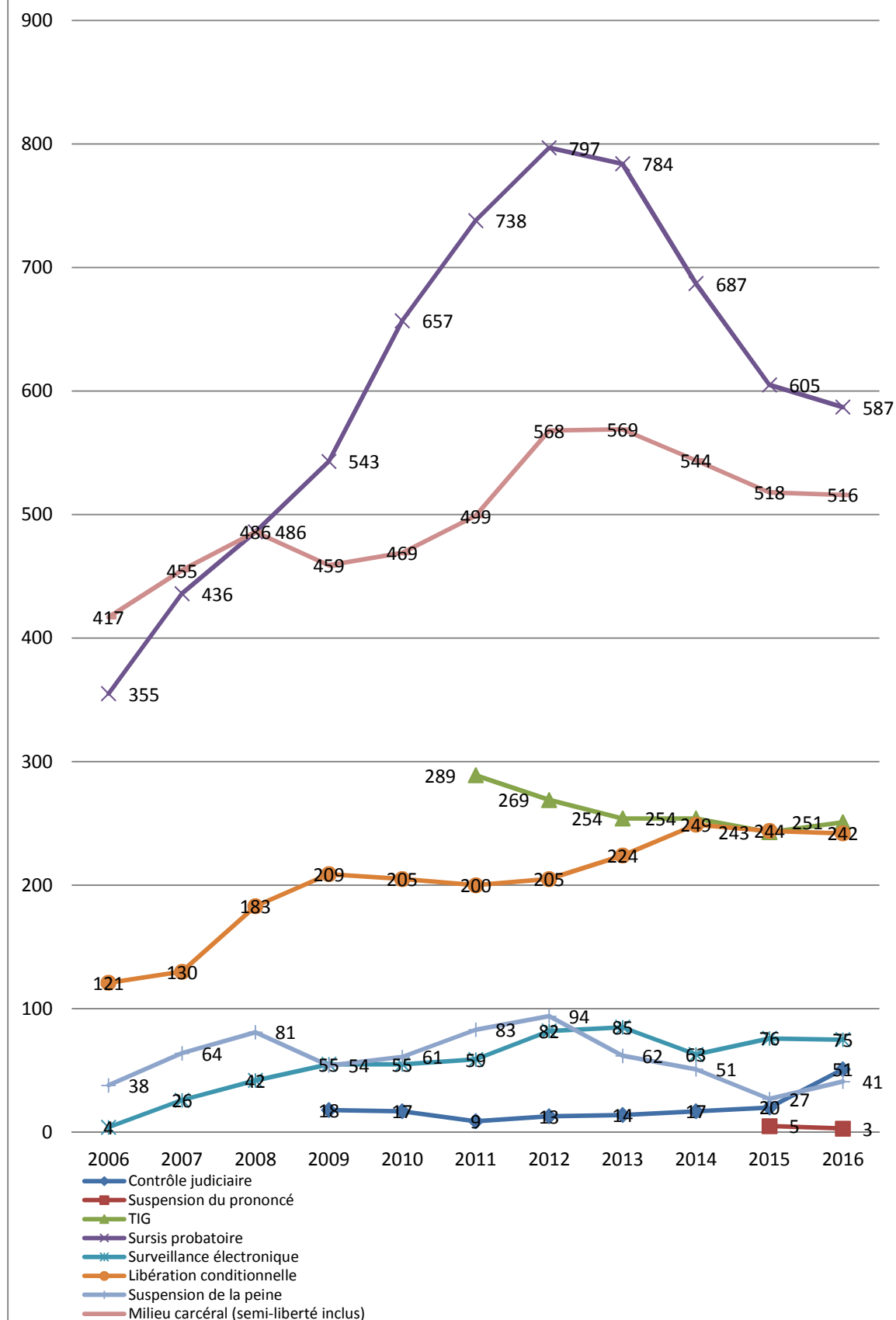
En 2016, le total des mesures s'élève à 1766 par rapport à 1635 (en 2015). 29% (32% en 2015) des suivis s'effectuent en milieu fermé (CPL + CPG) tandis que 71% (par rapport à 68% en 2015) des suivis s'effectuent en milieu ouvert. L'augmentation du nombre total des mesures, ainsi que la variation du nombre de pourcentage des mesures en milieu fermé et en milieu ouvert, est due à la restructuration susmentionnée du service.

La variation du nombre total des mesures est également due au fait que les semi-libertés ont été, dans le passé, considérées comme des mesures à part, mais vu qu'elles sont effectuées à partir du centre pénitentiaire de Givenich et vu qu'un détenu sous la mesure d'une semi-liberté fait déjà objet des personnes suivies dans le milieu carcéral, elles ne font plus sujet d'une énumération à part.

Il est encore à noter que depuis l'année 2016, l'année civile est considérée, et non plus l'année judiciaire.



Graphique 13: Evolution des différentes mesures de probation traitées par le SCAS



2.3.1. Le contrôle judiciaire

Au cours de l'année civile 2016, 51 suivis de contrôles judiciaires ont été effectués par le service de la probation. Jusqu'au 31 décembre 2016, 11 contrôles judiciaires ont pris fin et 41 mesures ont encore été en cours.

	Tableau 16 : Ensemble des contrôles judiciaires effectués par le service de probation :		
	Total	51	100 %
Sexe	Hommes	47	92,15
	Femmes	4	7,85
Tranche d'âge	18 ans < 25 ans	30	58,82
	25 ans < 30 ans	10	19,60
	30 ans < 40 ans	7	13,73
	40 ans et plus	4	7,85
Nationalité	Luxembourgeois	30	58,82
	Etrangers	21	41,18

Tableau 17 : Nature des inculpations		
Total	51	100 %
Toxicomanie	36	70,60
Coups et blessures	4	7,84
Menaces d'attentat	2	3,92
Outrage aux bonnes mœurs	1	1,96
Vol	5	9,80
Circulation	1	1,96
Vol avec violences	1	1,96
Homicide volontaire	1	1,96

Le nombre de contrôles judiciaires suivi par le service de probation a plus que doublé en une année (51 suivis en 2016 par rapport à 20 suivis en 2015).

2.3.2. La suspension du prononcé probatoire

Le service de probation prend également en charge le suivi des personnes soumises à l'épreuve dans le cadre d'**une suspension probatoire du prononcé**. 3 dossiers ont été suivis lors de l'année civile 2016 et 2 sont arrivés à terme. En date du 31.12.2016, 1 dossier était encore en cours.

Nous constatons que cette mesure est rarement ordonnée.

	Tableau 18 : Ensemble de personnes bénéficiant de la suspension probatoire du prononcé	
Sexe	Hommes	3
	Femmes	0
Tranche d'âge	25 ans < 30 ans	1
	30 ans < 40 ans	1
	40 ans et plus	1
	Total	3

Tableau 19 : Nature des infractions:		
	N	100 %
Toxicomanie	1	33,33
Coups et blessures	1	33,33
Fausse alerte	1	33.33

2.3.3. Les travaux d'intérêt général

Les mesures de travail d'intérêt général (TIG) sont exécutées en collaboration avec des institutions et services d'utilité publique, et réseaux associatifs. La majorité de mesures sont néanmoins exécutées dans notre atelier.

Pour l'année 2016, nous constatons que le nombre de nouveaux mandats a diminué de 31,7%, dont une diminution de 52,38% de commutations.

Le nombre total de dossiers traités en 2016 est de 251. Ce chiffre a peu varié au cours des dernières années. Avec la modification de l'article 22 du code pénal, nous nous promettons une exécution plus rapide des dossiers. Cet article prévoit en effet que le TIG doit être commencé dans les 6 mois et être exécuté dans les 24 mois.

Tableau 20 : Les nouveaux mandats TIG en 2016			
	Nombre total de nouveaux mandats	112	
		N	en %
Sexe	Hommes	97	86
	Femmes	15	14
Origine	Peine principale	102	91
	Modalité d'exécution d'une peine d'emprisonnement (commutation)	10	9
	Autre *	/	/
Nombre d'heures à prester	0-80	13	11
	81-160	49	44
	161-240	50	45
Nature du délit	Délits contre la personne (V)	37	33
	Délits contre la propriété (P)	31	28
	Stupéfiants (T)	12	11
	Faux ; escroqueries (P)	10	9
	Rébellion et outrage à agent (V)	3	2
	Circulation (C)	17	15
	Divers (A)	2	2

*Condition à une suspension de peine ou sursis probatoire, grâce

ERROR: undefined
OFFENDING COMMAND: doNi

STACK: